

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 26 avril 1952

AVIS AUX INTÉRESSSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 26th, 1952

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.
Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.
Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.
Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.
Government House. Quebec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Alain Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1952, constituant en corporation: Léo-Paul Alain, marchand d'automobiles et propriétaire de garage, Gilles Ostiguy, vendeur, Roméo Laporte, comptable, tous de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs et exploiter des postes de service et des garages, sous le nom de "Alain Automobile Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby district judiciaire de Bedford.

Letters Patent

Alain Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1952, incorporating: Léo-Paul Alain, car dealer and garage owner, Gilles Ostiguy, Salesman, Roméo Laporte, accountant, all of the City of Granby, judicial District of Bedford, for the following purposes:

To deal in motor vehicules and operate service stations and garages, under the name of "Alain Automobile Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 40,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the Company will be at Granby, Judicial District of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Albert Lefebvre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mars 1952, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de la cité de Longueuil, Léo Davignon, comptable, de la cité de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, Jeanne Drouin, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Fréchette, secrétaire, de Belœil, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtier en assurance et agir comme agent d'assurances, sous le nom de "Albert Lefebvre Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Albert Lefebvre Ltée

Notice is hereby given that Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1952, incoporating: Gérard Corbeil, advocate, of the city of Longueuil, Léo Davignon, accountant, of the City of Montreal, both of the judicial district of Montreal, Jeanne Drouin, wife separate as to property by marriage contract of Jean Fréchette, secretary, of Belœil, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To do business as an insurance broker and to act an insurance agent, under the name of "Albert Lefebvre Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Andrjesson Manufacturing Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1952, constituant en corporation: Maurice Langlois, Frank Ivan Ritchie, fils tous deux avocats, Albert Langlois, agent d'assurances, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de barils, caques, emballages, réceptacles sous le mon de "Andrjesson Manufacturing Co.", avec un capital de $75,000 divisé en 35,000 actions privilégiées de $1 chacune et 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dixième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Andrjesson Manufacturing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1952, incorporating: Maurice Langlois Frank Ivan Ritchie, Jr., both advocates, Albert Langlois, insurance agent, all of the City and Judicial District of Trois-Rivières, for the follwing purposes:

To manufacture and deal in barrels, kegs, packages, containers, under the name of "Andrjesson Manufacturing Co.", with a capital stock of $75,000 divided into 35,000 preferred shares of $1 each and 40,000 common shares of $1 each,

The head office of the Company will be at Trois-Rivières, Judicial District of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Arnold Printing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première patie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du spetième jour de mars 1952, constituant en corporation: Mayer Goldhagen, gérant, Erich Goldhagen, étudiant, tous deux de la cité de Montréal, Arnold Lorentz, imprimeur, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, et éditeurs, sous le nom de "Arnold Printing Co. Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 100 actions ordinaires et 100 actions privilégiées toutes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, le septième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Arnold Printing Co. Ltd.

Notice is hereby given that Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1952, incorporating: Mayer Goldhagen, manager, Erich Goldhagen, student, both of the City of Montreal, Arnold Lorentz, printer, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry-on the business of printers, publishers, under the name of "Arnold Printing Co.", with a capital stock of $20,000 divided into 100 common shares and 100 preferred shares, all of the par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Art Novelty Embroidery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1952, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur D. Ruby, Lewis J. Manolson, tous deux comptables agréés, Irwin B. Blond, notaire public, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer toutes ou aucune des affaires de brodeurs, manufacturiers et marchands d'habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Art Novelty Embroidery Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Art Novelty Embroidery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1952, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur D. Ruby, Lewis J. Manolson, both chartered accountants, Irwin B. Blond, notary public, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of embroiderers, manufacturers and dealers in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Art Novelty Embroidery Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Association Canadienne de l'Aide aux Réfugiés d'Europe Orientale Canadian Society for the Aid of Eastern European Refugees

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mars 1952, constituant en corporation sans capital-actions: B. Bychlicki, comptable, de Ville Mont-Royal, Robert Hill, gérant d'une compagnie d'assurance, Frank G. Gray, surintendant d'une manufacture de bas, Frank Michalak, agent d'assurance, P. Yuskevicia Miller, instituteur, G. F. Lengvari, agent d'assurance, N. George Zoldners, ingénieur en beton, A. Spurmanis, ingénieur professionel, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Assister les personnes d'origine est et sud européenne, sous le nom de "Association Canadienne de l'Aide aux Refugiés d'Europe Orientale"—"Canadian Society for the Aid of Eastern European Refugees".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinquième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Association des Hommes d'Affaires de Ville St. Pierre Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars 1952, constituant en corporation sans capital-actions Joseph Wilfrid Brasseur, marchand-quincaillier, Ernest Hamel, marchand-plombier, Gordon Marriott, marchand-distributeur, Rodolphe Aubry, marchand-retaurateur, Maurice Gauron, marchand-mercier, tous de Ville St-Pierre, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Promouvoir et favoriser les intérets économiques, sociaux, civiques et sportifs des hommes

Association Canadienne de l'Aide aux Réfugiés d'Europe Orientale Canadian Society for the Aid of Eastern European Refugees

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: B. Bychlicki, accountant, of the Town of Moint-Royal, Robert Hill manager of an insurance company, Frank G. Gray, superintendant of a stocking factory, Frank Michalak, P. Yuskevicia Miller, teacher, G. F. Lengvari insurance agent, N. George Zoldners, concrete engineer, A. Spurmanis, professional engineer, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To assist Eastern and Southern Europeans, under the name of "Association Canadienne de l'Aide aux Refugiés d'Europe Orientale"—"Canadian Society for the Aid of Eastern European Refugees".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Association des Hommes d'Affaires de Ville St. Pierre Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1952, to incorporate as a corporation without share capital Joseph Wilfrid Brasseur, hardware merchant, Ernest Hamel, merchant-plumber, Gordon Marriott, dealer-distributor, Rodolphe Aubry, merchant-restaurant-keeper, Maurice Gagnon, haberdasherry-merchant, all of the town of St-Pierre, judicial district of Montreal, for the following purposes

To promote and favor the economic, social, civic and sporting interests of the business men

d'affaires de Ville St-Pierre, sous le nom de "Association des Hommes d'affaires de Ville St-Pierre Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $99,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sixième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Avalon Hosiery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1952, constituant en corporation Milton Lowen Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable agréé, Lewis J. Manolson, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Avalon Hosiery Limited", avec un capital de $200,000 divisé en 1200 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Beaupar Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1952, constituant en corporation: Philip Fischel, Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lighstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin pour faire le commerce de vêtements, produits textiles, quincaillerie, meubles, appareils de maison, produits, dispositifs et installations électriques et de télévision, sous le nom de "Beaupar Company", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitieme jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Bédard & Donalson Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze mars 1952, constituant en corporation: René Bédard, confiseur, Raoul Donaldson, apprenti-confiseur, Victor Paquet, commerçant, tous trois des cité et district judiciaire de Québec: Albert Paquet, comptable, des cité et district

of the Town of St-Pierre, under the name of "Association des Hommes d'Affaires de Ville St-Pierre Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $99,000.

The head office of the corporation will be in the town of St-Pierre, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Avalon Hosiery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1952, incorporating Milton Lowen Klein advocate, Arthur D. Ruby, chartered accountant, Lewis J. Manolson, chartered accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of manufacturers and dealers in clothing and wearing apparel, under the name of "Avalon Hosiery Limited" with a capital stock of $200,000 divided into 1200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Beaupar Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1952, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of the City of Westmount Jack Lighstone, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, both of the City of Montreal, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a store dealing in wearing apparel, textiles, hardware, furniture, household appliances, electrical and television products, appliances and equipment, under the name of "Beaupar Company", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Bédard & Donalson Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of March, 1952, incorporating: René Bédard, confectioner, Raoul Donaldson, apprentice-confectioner, Victor Paquet, dealer, all three of the city and judicial district of Quebec, Albert Paquet, accountant, of the city and judicial dis-

judiciaire de Montréal, pour les objets suivants,

Exploiter l'industrie et le commerce de confiserie, sous le nom de "Bédard & Donaldson Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 1500 actions ordinaires de $10 chacune, et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatorzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Boily & Cie, Ltée
Boily & Co, Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mars 1952, constituant en corporation: Léopold Boily, commerçant, Laurette Tremblay, épouse de Lépold Boily, Louis Emile Hudon, comptable, tous de St-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ferronnerie, matériaux de construction, d'appareils et accessoirs de chauffage, d'électricité, de plomberie, et de réfrigération, agir comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Boily & Cie, Ltée" — "Boily & Co, Ltd", avec un capital de $20,000 divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roverval.

Daté du bureau du Procureur général le douzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Bowman Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept mars 1952, constituant en corporation: Jean-Paul Héroux, commerçant, Claire Déry-Héroux, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, Léo Bowman, constructeur, Marcelle Déry-Bowman, secrétaire, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agent d'immeubles, sous le nom de "Bowman Corporation Limited", avec un capital-actions de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-septième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Breuvages Sept-Iles Ltée
Seven Islands Beverages Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1952, constituant en corporation Gustave Blouin, Pierre Roy, tous deux

trict of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and industry of confectioner, under the name of "Bédard & Donaldson Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 1500 common shares of $10 each, and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Boily & Cie, Ltée
Boily & Co, Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1952, incorporating: Léopold Boily, trader, Laurette Tremblay, wife of Léopold Boily, Louis Emile Hudon, accountant, all of St-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in ironware, building materials, heating, electricity, plumbing and refrigeration apparatus and accessories, act as general building contractors, under the name of "Boily & Cie, Ltée" — "Boily & Co, Ltd." with a capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Bowman Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of March, 1952, incorporating: Jean-Paul Héroux, dealer, Claire Déry-Héroux, secretary, both of the city of Montréal, Léo Bowman, builder, Marcelle Déry-Bowman, secretary, both of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agent, under the name of "Bowman Corporation Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Breuvages Sept-Iles Ltée
Seven Islands Beverages Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of February, 1952, incorporating Gustave Blouin, Pierre Roy, both dealers of the

commerçants, de la ville de Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay, Maurice Tessier, avocat, de la ville de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants

Faire la fabrication, la vente d'eau gazeuse et de crême glacée, confiseries et épicerie, sous le nom de "Breuvages Sept-Iles Ltée"—"Seven Island Beverages Ltd", avec un capital de $50,000 divisé en 250 action ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deuxième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

town of Sept-Iles, judicial district of Saguenay, Maurice Tessier, advocate, of the town of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes

To fabricate, to sell aerated waters and ice-cream, confectionery and groceries, under the name of "Breuvages Sept-Iles Ltée"—"Seven Islands Beverages Ltd", with a capital stock of $50,000 divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be in the town of Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Canadian Foods Exhibit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1952, constituant en corporation René Lemay, industriel, Marcel Desparois, comptable, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Elphège Guyon, gérant, de St-Pie, district judiciaire de St-Hyacinthe, pour les objets suivants

Organiser et promouvoir des expositions de produits alimentaires et autres, sous le nom de "Canadian Foods Exhibit Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le troisième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Canadian Foods Exhibit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1952, incorporating René Lemay, industrialist, Marcel Desparois, accountant, both of the city and judicial district of Montreal, Elphège Guyon, manager, of St-Pie, judicial district of St-Hyacinthe, for the following purposes

To organize and promote exhibitions of food-stuffs and other products, under the name of "Canadian Food Exhibit Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Canadian Rod & Gun Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1952, constituant en corporation: Asher Levine, marchand, de la cité d'Outremont, Joshua Levine, marchand, Ida Morris, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joshua Levine, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises de sports, ferronnerie, accessoires et outillages électriques, sous le nom de "Canadian Rod & Gun Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le troisième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Canadian Rod & Gun Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1952, incorporating: Asher Levine, merchant, of the City of Outremont, Joshua Levine, merchant, Ida Morris, housewife, wife separate as to property of the said Joshua Levine, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, hardware, electrical supplies and products, under the name of "Canadian Rod & Gun Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of March, 1952.

L. DÉSILETS.

32423-o Deputy Attorney General.

Carrière Pointe-Claire Inc.
Pointe-Claire Quarry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze mars 1952, constituant en corporation:

Carrière Pointe-Claire Inc.
Pointe-Claire Quarry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of March, 1952, incorporating: Edmond

Edmond Meloche, bourgeois, Rosaire Meloche, Marcel Meloche, Antonin Meloche, tous trois journaliers, tous de Beaconsfield, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une carrière et vendre de la pierre de taille et des monuments et autres objets artistiques, sous le nom de "Carrière Pointe-Claire Inc." — "Pointe-Claire Quarry Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 235 Montée St-Michel, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Clarke Funeral Home Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1952, constituant en corporation William James McQuillan, George Norman Broderick, tous deux avocats, Elsie Chappell, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce de directeurs funéraires, sous le nom de "Clarke Funeral Home Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5580 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Colonial Pulp & Paper Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1952, constituant en corporation Maurice Mercier, avocat, Gretta Wainwright, Louise Héon, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Faire le commerce et manufacturer du bois de pulpe, papier de pulpe et produits du papier de pulpe, bois de charpente, bois de construction, bois et articles en papier de toute nature et sorte, sous le nom de "Colonial Pulp & Paper Company Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Construction Mont Royal Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Moris-

Meloche, bourgeois, Rosaire Meloche, Marcel Meloche, Antonin Meloche, all three labourers, all of Beaconsfield, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a quarry and sell cut stone and monuments, and other artistic objets, under the name of "Carrière Pointe-Claire Inc." — "Pointe-Claire Quarry Inc.", with a capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each, and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 235 Montée St-Michel, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Clarke Funeral Home Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1952, incorporating William James McQuillan, George Norman Broderick, both advocates, Elsie Chappell, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of funeral directors, under the name of "Clarke Funeral Home Inc.", with a capital stock of $100,000 divided into 500 preferred shares of the par value of $100 each and 500 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the Company will be at 5580 Sherbrooke St. West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Colonial Pulp & Paper Company Limited

Notice is hereby given that under Part I o the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1952, incorporating Maurice Mercier, advocate Gretta Wainwright, Louise Héon, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes

To deal in and manufacture pulp wood, pulp paper and pulp paper product, timber, lumber, wood and paper goods of every nature and kind, under the name of "Colonial Pulp & Paper Company Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each, and 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Construction Mont Royal Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Moris-

set, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze mars 1952, constituant en corporation: Valère Lecrenier, entrepreneur, de St-Vincent de Paul, Jacques Raymond, entrepreneur, J.-Télesphore Raymond, comptable agréé, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de constructions, sous le nom de "Construction Mont Royal Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1414 Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

set, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of March, 1952, incorporating: Valère Lecrenier, contractor, of St-Vincent de Paul, Jacques Raymond, contractor, J. Télesphore Raymond, chartered accountant, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the construction business and industry, under the name of "Construction Mont Royal Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1414 Crescent, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Desaulniers & Fils Ltée
Desaulniers & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-et-un février 1952, constituant en corporation: Alfred Tourigny, c.r., avocat, d'Outremont, Rita Dufresne, Lucienne Mérineau, secrétaires, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire de la construction, sous le nom de "Desaulniers & Fils Ltée" — "Desaulniers & Sons Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 24 actions communes de $100 chacune, 96 actions priviligiées de $100 chacune de la série "a", 380 actions privilégiées de $100 chacune série "b".

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-et-unième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Desaulniers & Fils Ltée
Desaulniers & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1952, incorporating: Alfred Tourigny, Q.C., advocate, of Outremont, Rita Dufresne, Lucienne Mérineau, secretaries, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake construction work, under the name of "Desaulniers & Fils Ltée" — "Desaulniers & Sons Ltd.", with a capital stock of $50,000 divided into 24 common shares of $100 each, 96 Class "A" shares of $100 each and 380 Class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Duchesne Auto Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onze mars 1952, constituant en corporation Jean-Marie Duchesne, marchand, Gérard Duchesne, gérant de service, Germaine Boivin, épouse séparée de biens de Jean-Charles Duchesne et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants

Faire le commerce de véhicules-automobiles, et faire l'exploitation d'ateliers mécaniques, de boutiques de réparations et de garages, sous le nom de "Duchesne Auto Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Naudville, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le onzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Duchesne Auto Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of March, 1952, incorporating Jean Marie Duchesne, merchant, Gérard Duchesne, service manager, Germaine Boivin, wife separate as to property of Jean Charles Duchesne and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes

To deal in motor vehicles, and operate machine shops, repair shops and garages, under the name of "Duchesne Auto Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Naudville, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Electro Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Electro Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1952, constituant en corporation Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi du Roi, Joseph R. Hoffman, Boris Garmaise, tous deux avocats, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Electro Corp."

Le capital de la compagnie est divisé en 3,000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune et le montant avec le quel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moindre de $25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Empire Machine Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit mars 1952, constituant en corporation: Joseph Alexandre Tremblay, courtier, Gaetane Richer, Françoise Bellay, sténographes, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer réparer, acheter, vendre des bouilloires, engins, machineries, outils et toutes sortes d'articles en fer, cuivre, coppe, acier ou autres métaux, sous le nom de "Empire Machine Works Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1087 rue Plessis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Ferronnerie Belmont Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1952, constituant en corporation: Richard Crépeau, Léonce Côté, tous deux avocats, Corinne P. Sirois, veuve non remariée de Horace Sirois, Laurent Dumont, notaire, tous quatre de Sherbrooke, Robert Mailhot, représentant d'affaires, de Rock- Forest, tous du district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de ferronnerie et manufacturiers, sous le nom de "Ferronnerie Belmont Limitée", avec un capital de $75,000 divisé en 5,000 actions privilégiée de $10 chacune et 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

2423 L. DÉSILETS.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of February 1952, incorporating Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Joseph R. Hoffman, Boris Garmaise, both advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of a real estate and investment corporation, under the name of "Electro Corp."

The capital stock of the company is divided into 3,000 shares having no nominal or par value, and into 1,000 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be not less than $25,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Empire Machine Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1952, incorporating: Joseph Alexandre Tremblay, broker, Gaetane Richer, Françoise Bellay, stenographers, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, purchase, sell boilers, engines, machinery, tools and all kinds of articles made of iron, copper, "coppe", steel or other metals, under the name of "Empire Machine Works Ltd", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1087 Plessis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Ferronnerie Belmont Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1952, incorporating: Richard Crépeau, Léonce Côté, both lawyers, Corinne P. Sirois, unmarried widow of Horace Sirois, Laurent Dumont, notary, all four of Sherbrooke, Robert Mailhot, business representative, of Rock-Forest, all in the Judicial District of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the businesses of hardware merchants and manufacturers, under the name of "Ferronnerie Belmont Limitée", with a capital stock of $75,000 divided into 5,000 preferred shares of $10 each and 2,5000 common shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Ferronnerie Rouleau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-six février 1952, constituant en corporation Henri-Paul Rouleau, commerçant, de Sillery, Pierre Côté, Taschereau Fortier, avocats, tous deux de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants

Exercer le commerce de quincaillier, agir comme constructeur, sous le nom de "Ferronnerie Rouleau Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Ferronnerie Rouleau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 272, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-sixth day of February, 1952, incorporating Henri-Paul Rouleau, dealer, of Sillery, Pierre Côté, Taschereau Fortier, advocates, both of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes

To carry on the business of hardware dealer and act as builder under the name of "Ferronnerie Rouleau Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Fregeau & Lussier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1952, constituant en corporation Jean-Maurice Frégeau, contremaître, du village de Rougemont, Jean-Robert Lussier, contremaître, de la cité de St-Hyacinthe, tous deux du district judiciaire de St-Hyacinthe, Georges-Henri Dureault, c.r., avocat, Rita Nantel, secrétaire, tous deux de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants

Exercer l'industrie, le commerce et les opérations d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Fregeau & Lussier Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 340 actions privilégiées de $100 chacune, et 60 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Fregeau & Lussier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1952, incorporating Jean-Maurice Frégeau, foreman, of the village of Rougemont, Jean-Robert Lussier, foreman, of the city of St-Hyacinthe, both of the judicial district of St-Hyacinthe, Georges-Henri Dureault, Q.C., advocate, Rita Nantel, secretary, both of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes

To carry on the industry, the business and the operations of contractors and builders, under the name of "Fregeau & Lussier, Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 340 preferred shares of $100 each, and 60 common shares of $100 each.

The head office of the company will be in the city of Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Geneux Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1952, constituant en corporation: Norman Genser, Sydney Phillips, avocats et Tessy Frankel, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de garage public d'automobiles, sous le nom de "Geneux Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Geneux Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1952, incorporating: Norman Genser, Sydney Phillips, advocates, Tessy Frankel, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a public automobile garage business, under the name of "Geneux Ltd,", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares having a par value of $1 each and 390 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

George A. Watson (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1952, constituant en corporation: Doroty Patman, épouse séparée de biens de Valentine Patman, Madeline Tubb, Gwendoline Christine Teale, épouse séparée de biens de Françis Roland Teale, toutes secrétaires de la cité de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le négoce de toutes sortes de textiles, produits textiles, vêtements tricotés et sous-produits de toutes sortes, sous le nom de "George A. Watson (Quebec) Limited", avec un capital de $100,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

George A. Watson (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1952, incorporating: Dorothy Patman, wife seperate as to property of Valentine Patman, Madeline Tubb, Gwendoline Christine Teale, wife seperate as to property of Francis Roland Teale, all secretaries, of the City of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with all kinds of textiles, textile products, knitwear, and by-products of all kinds, under the name of "George A. Watson (Quebec) Limited", with a capital stock of $100,000 divided into 100 common shares having a par value of $100 each and 900 preference shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Glen Villa Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1952, constituant en corporation Wesley Hyndman Bradley, avocat et conseil en loi de la Reine, Douglas Stevens Howard, avocat, Jeannette Hugo, sténographe, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de "Glen Villa Estates Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions catégorie "A" sans valeur nominale ou au pair et en 6,000 actions catégorie "B" sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins que $40,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Glen Villa Estates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1952, incorporating Wesley Hyndman Bradley, advocate and Queen's Counsel, Douglas Stevens Howard, advocate, Jeannette Hugo, stenographer, all of the city of Sherbrooke, in the judicial district of St. Francis, for the following purposes

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Glen Villa Estates Ltd."

The capital stock of the company is divided into 2,000 Class "A" shares without nominal or par value and 6,000 Class "B" shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will not be less than $40,000.

The head office of the company will be at the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Hershaw Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1952, constituant en corporation Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi du Roi, Joseph R. Hoffman, Boris Garmaise, tous deux avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Hershaw Corp."

Le capital de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou pair et en 850 actions de $100 chacune et le montant avec lequel

Hershaw Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of February, 1952, incorporating Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Joseph R. Hoffman, Boris Garmaise, both advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of a real estate and investment corporation, under the name of "Hershaw Corp."

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares having no nominal or par value, and into 850 shares of $100 each, and the amount

a compagnie commencera ses opérations ne sera pas moindre de $18,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

with which the company will commence its operations will be not less than $18,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Hopital St-Louis de Windsor, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Dominique Lambert, médecin, Paul-Aimé de Bellefeuille, dessinateur, Jean de Bellefeuille, machiniste, tous de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Etablir et administrer un hôpital privé, sous le nom de "Hôpital St-Louis de Windsor, Inc."

Le siége social de la corporation sera à 23 rue Dearden, Windsor, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le dixième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Hopital St-Louis de Windsor, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Dominique Lambert, physician, Paul-Aimé de Bellefeuille, draftsman, Jean de Bellefeuille, machinist, all of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish and manage a private hospital, under the name of "Hôpital St-Louis de Windsor, Inc."

The head office of the corporation will be at 23 Dearden Street, Windsor, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Imprimerie Laurentienne Limitée
Laurantian Printing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1952, constituant en croporation: Jean-Louis Livernoche, marchand, de l'Epiphanie, Gaston Pelland, garagiste, Marcel Hamel, journaliste, tous deux de l'Assomption, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'imprimerie, sous le nom de "Imprimerie Laurentienne Limitée" — "Laurentian Printing Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $50 chacune, et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le troisième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Imprimerie Laurentienne Limitée
Laurantian Printing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1952, incorporating: Jean-Louis Livernoche, merchant, of l'Epiphanie, Gaston Pellan, garage-keeper, Marcel Hamel, journalist, both of l'Assomption, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To engage in the printing business, under the name of "Imprimerie Laurentienne Limitée" — "Laurantian Printing Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $50 each, and into 400 preferred of a nominal value of $50 each.

The head office of the company will be at l'Assomption, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1952.

L. DÉSILETS.

32423 Deputy Attorney General.

Janper Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1952, constituant en corporation Philippe Fishel Jack Lightstone, David Goodman, tous deux avocats, Imelda Langlois, tous trois de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Janper Construction Ltd.", avec un capital de $100,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Janper Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1952, incorporating Philip Fischel Vineberg, advocate, of Westmount, Jack Lightstone David Goodman, both advocate, Imelda Langlois, all three of Montreal, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Janper Construction Ltd.", with a capital stock of $100,000 divided into 5,000 common shares of the par value of $10 each, and 5,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Jeune Commerce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1952, constituant en corporation Louis Dussault, avocat, de Sillery, Alfred Levesque, gérant, de Québec, tous deux du district judiciaire de Québec, Oswald Parent, comptable agréé, de Hull, district judiciaire de Hull, Paul-Henri Lavoie, gérant, de Ste-Rose, Jean-Paul Grégoire, avocat, André Gagnon, comptable, Fernand Drapeau, industriel, de Montréal, tous quatre du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Faire affaires comme propriétaire de journaux et éditeurs, sous le nom de "Jeune Commerce Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sixième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

J. L. De Quoy & Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze mars 1952, constituant en corporation: Bernard Nantel, Gilles Leblanc, avocats, Jacqueline Gougeon, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous les appareils de chauffage, sous le nom de "J. L. De Quoy & Cie Limitée", avec un capital de $19,900 divisé en 199 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

J. N. Bolduc, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf février 1952, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, Paul L'Heureux, avocats, Auréa Bolduc, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de chauffage, sous le nom de "J. N. Bolduc, Limitée", avec un capital de $75,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $25 chacune et 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuvième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Jeune Commerce Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1952, incorporating Louis Dussault, advocate, of Sillery, Alfred Levesque, manager of Quebec, both of the judicial district of Quebec, Oswald Parent, chartered accountant of Hull, judicial district of Hull, Paul-Henri Lavoie, manager, of Ste-Rose, Jean-Paul Grégoire, advocate, André Gagnon, accountant, Fernand Drapeau, industrialist, of Montreal, all four of the judicial district of Montreal, for the following purposes

To carry on business as proprietors of newspapers and editors under the name of "Jeune Commerce Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

J. L. De Quoy & Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of March, 1952, incorporating: Bernard Nantel, Gilles Leblanc, advocates, Jacqueline Gougeon, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating apparatus, under the name of "J. L. De Quoy & Cie Limitée", with a capital stock of $19,900 divided into 199 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

J. N. Bolduc, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of February, 1952, incorporating: Louis Philippe Gagnon, Paul L'Heureux, advocates, Auréa Bolduc, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating systems, under the name of "J. N. Bolduc, Limitée", with a capital stock of $75,000 divided into 1,000 common shares of $25 each and 1,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

J. P. Plastering Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt février 1952, constituant en corporation Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Mérineau, secrétaire, Rita Dufresne, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer l'industrie d'entrepreneurs et de constructeurs de travaux publics et privés, sous le nom de "J. P. Plastering Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions communes de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingtième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

J. P. Plastering Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1952, incorporating Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Mérineau, secretary, Rita Dufresne, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of contractors and builders for publics and private works, under the name of "J. P. Plastering Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Kenmac Chibougamau Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispostions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1952, constituant en corporation Raymond Lebœuf, Gisèle Behocaray, Liliane Cloutier, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour le objets suivants

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Kenmac Chibougamau Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 266 ouest, rue St.-Jacques, chambre 412, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Kenmac Chibougamau Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1952, incorporating Raymond Lebœuf, Gisèle Behocaray, Liliane Cloutier, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Kenmac Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $4,000,000 divided into 4,000,000 shares of $1 each par value.

The shareholders shall incur no personal responsability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at 266 St. James St. West, Room 412, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eight day of March, 1952.

L. DÉSILETS.

32423-o Deputy Attorney General.

Knopp's Coiffure Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1952, constituant en corporation: Matteo Santateresa, coiffeur, Muriel Belcher, Santateresa, marchande publique, épouse séparée de biens de Matteo Santateresa, Antonio Albione, entrepreneur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants.

Exercer le commerce de coiffeurs, barbiers, manicuristes et masseurs, sous le nom de "Knopp's Coiffure Co.", avec un capital de $30,000 divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Knopp's Coiffure Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of March, 1952, incorporating: Matteo Santateresa, hairdresser, Muriel Belcher Santateresa marchande publique, wife separate as to property of Matteo Santateresa, Antonio Albione, contractor, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hairdressers, barbers, manicurists, and massage, under the name of "Knopp's Coiffure Co.", with a capital stock of $30,000 divided into 150 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

La Compagnie de Prospection de Québec Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1952, constituant en corporation: Eugène Caraghiaur, ingénieur-minier, Aurore Cabba, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Eugène Caraghiaur, Maurice Mercure, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la prospection générale sur tout terrain ou immeuble minier, sous le nom de "La Compagnie de Prospection de Québec Incorporée", avec un capital de $10,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2742 rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huitième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

La Compagnie de Prospection de Québec Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1952, incorporating: Eugène Caraghiaur, mining engineer, Aurore Cabba, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Eugène Caraghiaur, Maurice Mercure, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in general prospecting on any mining land or immovable, under the name of "La Compagnie de Prospection de Québec Incorporée", with a capital stock of $10,000 divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 2742 Masson street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

La Compagnie de Publications de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1952, constituant en corporation Charles-Emile Boily, étudiant en droit, Jean Landry, artiste peintre, Marcelle Boily, employé de bureau tous de Montmorency, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants

Exercer les opérations d'imprimeurs, éditeurs, libraires, agents de publicité, sous le nom de "La Compagnie de Publications de Québec", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Louis de Courville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinquième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

La Compagnie de Publications de Québec

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of February, 1952, incorporating Charles-Emile Boily, law student, Jean Landry artist, Marcelle Boily, office employees, all of Montmorency, judicial district of Quebec, for the following purposes

To carry on business as printers, editors, stationers, publicity agents, under the name of "La Compagnie de Publications de Québec", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Louis de Courville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

La Compagnie Tulipe Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mars 1952, constituant en corporation Napoléon Latulippe, manufacturier, de Ville St-Laurent, Jacques Lessard, avocat, de Verdun, Émile Poissant, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Manufacturer et faire le commerce des marchandises sèches, habits et vêtements, sous le nom de "La Compagnie Tulipe Limitée", avec un capital de $90,000 divisé en 900 actions de $100 chacune.

La Compagnie Tulipe Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1952, incorporating Napoléon Latulippe, manufacturer, of Ville St-Laurent, Jacques Lessard, advocate, of Verdun, Émile Poissant, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes.

To manufacturer and deal in drygoods, clothing and wearing-apparel, under the name of "La Compagnie Tulipe Limitée", with a capital stock of $90,000 divided into 900 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

La ligue des Propriétaires "St-Joseph"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf février 1952, constituant en corporation saus captial-actions: Ernest Aussant, contremaître, Lucien Villiard, voyageur, Georges Hébert ouvrier, Joseph A. Aucoin, rentier, H. Desalliers, gérant de la Caisse populaire, Germain Parenteau, commerçant, Georges Millette, épicier, Lucien Pelletier, ouvrier, Fernand Latour, commis, tous de St-Joseph de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Suivre les intérêts des propriétaires dans les administrations municipales et scolaires, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires "St-Joseph".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Joseph de Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuvième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

La ligue des Propriétaires "St-Joseph"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Comapnies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of February, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Aussant, foreman, Lucien Villiard, traveler, Georges Hébert, workman, Joseph A. Aucoin, pensionner H. Desalliers, manager of the "Caisse Populaire (Credit Union), Germain Parenteau, dealer, Georges Millette, grocer, Lucien Pelletier, workman, Fernand Latour, clerk, all of St-Joseph of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To take the interests of proprietors in the municipal and school administrations, under the name of "La Ligue des Propriétaires "St-Joseph".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Joseph de Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-ninth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

La Société Saint-Jean-Baptiste d'Arvida

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du treize mars 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Jérôme Gauthier, comptable, Louis-Henri Tremblay, J.-René Rioux tous deux commis, tous d'Arvida, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Développer chez les canadiens-français un vrai sentiment patriotique, national, culturel, social, religieux et artistique, sous le nom de "La Société Saint-Jean-Baptiste d'Arvida".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le treizième jour de mars 1952.

L'Asssitant-procuruer général,

32423-o L. DÉSILETS.

La Société Saint-Jean-Baptiste d'Arvida

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of March, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Jérôme Gauthier, accountant, Louis-Henri Tremblay, J. René Rioux, both clerks, all of Arvida, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To promote amongst French-Canadians a true patriotic, national, cultural, social, religious and artistic spririt, under the name of "La Société Saint-Jean-Baptiste d'Arvida".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

L'Association des Propriétaires de la Ville de Mackayville
Proprietors' Association of the Town of Mackayville

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mars 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Roméo Houde, agent d'affaires, Robert Nelson, vérificateur, Frank

L'Association des Propriétaires de la Ville de Mackayville
Proprietors' Association of the Town of Mackayville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieuteannt-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Roméo Houde, business agent, Robert Nelson, auditor, Frank Kenvis,

Kenvis, importateur, tous de Mackayville, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sauvegarder les intérêts moraux, économiques et sociaux, concernant les diverses classes de la société en général, pour le territoire de Mackayville, sous le nom de "L'Association des Propriétaires de la Ville de Mackayville" — "Proprietors' Association of the Town of Mackayville".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Mackayville, district judiciaire de Montréal'

Daté du bureau du Procureur général, le premier jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

importer, all of Mackayville, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To protect the moral, economic and social interests concerning the divers classes of society in general, for the territory of Mackayville, under the name of "L'Association des Propriétaires de la Ville de Mackayville" — "Proprietors' Association of the Town of Mackayville".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Mackayville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

L'Association des Taxis de Trois-Pistoles

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Léonard Guérette, Joseph Mahoney, Laurent Lavoie, Gérard Lagacé, Raymond Dumont, Philias Dumont, Patrice Guérette, Jean-Marc Rousseau, tous taxis, de Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Contribuer à l'amélioration du service de taxi dans les limites de la Ville de Trois-Pistoles et donner une plus grande satisfaction au public, sous le nom de "L'Association des Taxis de Trois-Pistoles".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $3,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le onzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

L'Association des Taxis de Trois-Pistoles

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh of March, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Léonard Guérette, Joseph Mahoney, Laurent Lavoie, Gérard Lagacé, Raymond Dumont, Philias Dumont, Patrice Guérette, Jean-Marc Rousseau, all taxis, of Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To contribute to the improvement of the taxi service in the limits of the town of Trois-Pistoles and give greater satisfaction to the public, under the name of "L'Association des Taxis de Trois-Pistoles".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $3,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Laurendale Homes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1952, constituant en corporation Hyman Eric Feigelson, avocat, James Topping, John DiMassino, tous deux surintendants, Toshiko Nakatsuka, dactylo, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, préposés aux travaux d'excavation et constructeurs, sous le nom de "Laurendale Homes Limited", avec un capital de $100,000 divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Laurendale Homes Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1952, incorporating Hyman Eric Feigelson, advocate, James Topping, John DiMassino, both superintendents, Toshiko Nakatsuka, typist, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of general contractors, excavators, and builders, under the name of "Laurendale Homes Limited", with a capital stock of $100,000 divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and 750 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Le Champ de Courses sous Harnais de Jonquière Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Le Champ de Courses sous Harnais de Jonquière Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1952, constituant en corporation Richard Savard, Fernand Savard, Maurice Savard, tous forgerons, de Jonquière district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants

Organiser et exploiter des courses de chevaux ou autres animaux, d'automobiles, sous le nom de "Le Champ de Courses sous Harnais de Jonquière Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur la rue St-Pierre, en la ville de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le onzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Le Palais des Sports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1952, constituant en corporation: Wilbrod Bherer, c.r., avocat, Marcelle Vachon, sténographe, tous deux de Québec, Jacques Juneau, avocat, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de sport, sous le nom de "Le Palais des Sports Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huitième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Les Entreprises Générales de Montréal, Canada, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mars 1952, constituant en corporation: Bruno-Y. Perron, commis, Omer Paradis, menuisier, Albert Lavallée, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires générales d'une compagnie d'immeubles et de développement d'affaires connexes au commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Entreprises Générales de Montréal, Canada, Limitée", avec un capital de $39,900 divisé en 399 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treizième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Levinoff Meat Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1952, constituant en corporation Leo Rosentzveig, Manuel Shacter, tous deux avocats, de la cité de Montréal, Alice

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1952, incorporating Richard Savard, Fernand Savard, Maurice Savard, all blacksmiths, of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes

To organize and operate horse races, other animal races, and automobile races, under the name of "Le Champ de Courses sous Harnais de Jonquière Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be on St-Pierre Street, in the town of Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Le Palais des Sports Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1952, incorporating: Wilbrod Bherer, Q. C., advocate, Marcelle Vachon, stenographer, both of Quebec, Jacques Juneau, advocate, of Ste-Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in articles of sport, under the name of "Le Palais des Sports Inc.", with a capital of $40,000 divided into 100 common shares of $100 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Les Entreprises Générales de Montréal, Canada, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1952, incorporating: Bruno Y. Perron, clerk, Omer Paradis, joiner, Albert Lavallée, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a General real estate business to deal and in any business pertaining thereto under the name of "Les Entreprises Générales de Montréal, Canada, Limitée", with a capital stock of $39,900 divided into 399 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Levinoff Meat Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1952, incorporating Leo Rosentzveig, Manuel Shacter, both advocates, of the City of Montreal, Alice Axelrod, of the

Axelrod, de la cité d'Outremont, Manuel A. Mendell, C.R., avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Exercer le commerce de boucheries et salaisons, sous le nom de "Levinoff Meat Products Ltd.", avec un capital de $60,000 divisé en 600 actions ordinaires de $50 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal,

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Levis Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize mars 1952, constituant en corporation Fernand Sirois, comptable, de Sillery, Georges Baril, Athanase Simard, tous deux commerçants, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants

Agir comme garagistes, sous le nom de "Levis Motors Ltd", avec un capital de $90,000 divisé en 900 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le treizième jour de mars 1952.

L'Assistaut-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

L. J. Trempe Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1952, constituant en corporation: Louis-Joseph Trempe, marchand, Jeanne d'Arc, Trempe, ménagère, épouse de Louis-Joseph Trempe, tous deux de Sorel, Damase Paul, gérant, de Ste-Anne de Sorel, tous du district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tabacs, cigarettes, aliments, épicerie, sous le nom de "L. J. Trempe Incorporée", avec un capital de $200,000 divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Magneto Auto Electric Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars 1952, constituant en corporation: J.-Adrien Meunier, avocat, Victor Carrières, comptable, Roger Gagnon, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de réparations de moteurs, sous le nom de "Magneto Auto

City of Outremont, Manuel A. Mendell, Q.C., advocate, of the City of Westmount, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes

To carry on the business of butchers and packers, under the name of "Levinoff Meat Products Ltd.", with a capital stock of $60,000 divided into 600 common shares of $50 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Levis Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth of March, 1952, incorporating Fernand Sirois, accountant, of Sillery, Georges Baril, Athanase Simard, both dealers, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes

To act as garage-keepers, under the name of "Levis Motors Ltd", with a capital stock of $90,000, divided into 900 common shares of $100 each,

The head office of the company will be at Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS.

32423 Deputy Attorney General.

L. J. Trempe Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1952, incorporating: Louis-Joseph Trempe, merchant, Jeanne d'Arc Trempe, housewife, wife of Louis-Joseph Trempe, both of Sorel, Damase Paul, manager, of Ste-Anne de Sorel, all of the judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To deal in tobaccos, cigarettes, foodstuffs, groceries, under the name of "L. J. Trempe Incorporée", with a capital stock of $200,000 divided into 500 common shares of $100 each and into 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Magneto Auto Electric Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1952, incorporating: J. Adrien Meunier, advocate, Victor Carrières, accountant, Foger Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on the business and deal in the repairs of motors under the name of "Magneto Auto

Electric Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1280 rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Master Refrigeration Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mars 1952, constituant en corporation Alcide Normandin, propriétaire de taxis, Léon-A. Forget, électricien, Charles-Édouard Bertrand, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivantsr

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils frigorifiques, sous le nom de "Master Refrigeration Supplies Ltd", avec un capital de $40,000 divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Medical Arts Buildings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1951, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1952, constituant en corporation Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Philips, tous deux avocats, de la cité de Westmount, Jack Lightstone, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, Imelda Langlois, commis, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Medical Arts Buildings Ltd.".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de $40,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Metro-Graphic Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1952, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, tous deux avocats, Eileen Dawson, secrétaire, Moe Silverstone, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Electric Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1280 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Master Refrigeration Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1952, incorporating Alcide Normandin, taxicab-owner, Léon A. Forget, electrician, Charles-Édouard Bertrand, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes

To manufacture and to deal in all kinds of refrigeration apparatus, under the name of "Master Refrigeration Supplies Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Medical Arts Buildings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of February, 1952, incorporating Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Phillips, both advocates, of the City of Westmount, Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, Imelda Langlois, clerk, all three of the City of Montreal, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes

To acquire and deal with a certain immovable property, under the name of "Medical Arts Buildings Ltd."

The capital stock of the company is divided into 8,000 common shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $40,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Metro-Graphic Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1952, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, both advocates, Eileen Dawson, secretary, Moe Silverstone, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer l'industrie ou le commerce comme imprimeurs et éditeurs en général, sous le nom de "Metro-Graphic Corporation", avec un capital de $15,000 divisé en 1500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

To carry on the trade or business of general printers, publishers, under the name of "Metro-Graphic Corporation", with a capital stock of $15,000 divided into 1500 common shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eight day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Mirose Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies minières de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1952, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Lewis J. Manolson, comptable agréé, Micheal Drazner, étudiant en Loi, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière sous le nom de "Mirose Limited", avec un capital de $50,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Mirose Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1952, incorporating: Milton Lowen Klein, Advocate, Lewis J. Manolson, Chartered Accountant, Micheal Drazner, Student-Law, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immovable property, under the name of "Mirose Limited", with a capital stock of $50,000 divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Montmagny Copper Corporation Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1952, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, avocat, Gisèle Behocaray, Liliane Cloutier, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, sous le nom de "Montmagny Copper Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 266 ouest, rue St-Jacques, chambre 412, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Montmagny Copper Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1952, incorporating: Raymond Lebœuf, advocate, Gisèle Behocaray, Liliane Cloutier, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Montmagny Copper Corporation Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $4,000,000 divided into 4,000,000 shares of $1 each par value.

The shareholders shall incur no personal responsability in exceess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at 266 St. James St., West, Room 412, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Mount Royal Securities Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1952, constituant en corporation: Jean-Jacques Hamel, avocat, de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne, Marie-Anna Savard, Thérèse Trudeau, toutes deux secrétaires,

Mount Royal Securities Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1952, incorporating: Jean Jacques Hamel, advocate, of Terrebonne, judicial district of Terrebonne, Marie Anna Savard, Thérèse Trudeau, both secretaries, of the city and judicial

des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de valeurs mobilières, sous le nom de "Mount Royal Securities Corporation Ltd", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune, et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

district of Montreal, for the following purposes:

To deal in movable securities, under the name of "Mount Royal Securities Corporation Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Mount Royal Suburban Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1952, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, John Lawrence McCrory, commis, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'agence et de courtage de développement d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Mount Royal Suburban Realties Ltd."

Le capital-actions de la compagnie sera composé de 200 actions sans valeur nominale ou au pair: le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce sera fixé à la somme de $1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423 L. DÉSILETS.

Mount Royal Suburban Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1952, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, John Lawrence McCrory, clerk, Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry a general realties development agency and brokerage business in all its branches, under the name of "Mount Royal Suburban Realties Ltd.".

The capital stock of the Company shall consist of 200 shares without nominal or par value; the amount with which the Company will carry on its business is to be fixed at the sum of $1,000.

The head office of the Company will be at the Town of Mount Royal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423-o Deputy Attorney General.

National Stevedoring Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1952, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, procureur et conseil en loi de la Reine, Joseph Patrick Noonan, procureur, tous deux de la cité de Montréal, Mildred Callaghan, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'arrimage, sous le nom de "National Stevedoring Company Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423 L. DÉSILETS.

National Stevedoring Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1952, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, Barrister and Queen's Counsel, Joseph Patrick Noonan, Barrister, both of the City of Montreal, Mildred Callaghan, Secretary, of the City of Outremont, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of stevedoring, under the name of "National Stevedoring Company Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423-o Deputy Attorney General.

Nelly's Chocolates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de février 1952, constituant en corporation: Theodore Camber, administrateur, June Kirlin, Joyce Hogg, sténographes Micheal Greenblatt, Samuel Godinsky, Harry Blank, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Nelly's Chocolates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of February, 1952, incorporating: Theodore Camber, executive, June Kirlin, Joyce Hogg, stenographers, Micheal Greenblatt, Samuel Godinsky, Harry Blank, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, faire le commerce et négocier des chocolats, des grains, céréales et autres aliments, produits, de la ferme et accessoires, sous nom de "Nelly's Chocalates Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 300 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires ayant une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

To manufacture and deal in or with chocolates, grains, cereals and other food and farm products and accessories, under the name of "Nelly's Chocolates Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of $100 each, and 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Nordic Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1952, constituant en corporation: Edward William Rowat, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, tous avocats, Elisabeth Agnes Greenslade, Mildred Taylor, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, développer et faire le commerce de terrains ou d'intérêts en iceux, avec ensemble toutes bâtisses ou structures, sous le nom de "Nordic Development Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 500 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $15,000.

Le siège social de la compagnie sera à 6001 Chemin Côte-de-Liesse, paroisse de St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Nordic Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1952, incorporating: Edward William Rowat, Patrick Emmet Kierans, John Brooke Claxton, all advocates, Elisabeth Agnès Greenslade, Mildred Taylor, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, develop, and deal with lands or interests therein, together with any buildings or structures, under the name of "Nordic Development Corporation".

The capital stock of the company is divided into 2000 shares having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $15,000.

The head office of the Company will be at 6001 Côte-de-Liesse Road, Parish of St. Laurent, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Northen Paving and Ready Mix Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze mars 1952, constituant en corporation: Jean-Berchmans Bélanger, Hubert Desjardins, Marcel Bastien, tous comptables, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme contracteurs généraux, contracteurs en excavation, sous le nom de "Northern Paving and Ready Mix Ltd.", avec un capital de $150,000 divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Northen Paving and Ready Mix Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of March, 1952, incorporating: Jean Berchmans Bélanger, Hubert Desjardins, Marcel Bastien, all accountants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as general contractors, excavation contractors, under the name of "Northern Paving and Ready Mix Ltd.", with a capital stock of $150,000, divided into 750 common shares of $100 each, and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Onsite Construction (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

Onsite Construction (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-septième jour de février 1952,constituant en corporation: David Goodman, Jack Lightstone tous deux avocats, Yvonne Bélanger, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Onsite Construction (Quebec) Limited", avec un capital de $20,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

seventh day of February, 1952, incorporating: David Goodman, Jack Lightstone, both advocates, Yvonne Bélanger, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Onsite Construction (Quebec) Limited", with a capital stock of $20,000 divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Pepe's Restaurant, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1952, constituant en corporation: John De Vincenzo, conducteur, Salvatore Cipolla, cuisinier, Lionel Lefebvre, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Pepe's Restaurant, Inc.", avec un capital de $35,000 divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Pepe's Restaurant, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1952, incorporating: John De Vincenzo, conductor, Salvatore Cipolla, cook, Lionel Lefebvre, accoutant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurants, under the name of "Pepe's Restaurant, Inc.", with a capital stock of $35,000 divided into 350 common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de février 1952, constituant en corporation: Robert Harold Earle Walker, avocat et conseil en loi de la Reine, Roger Louis Beaulieu, avocat, tous deux de la cité de Montréal, George Anthony Allison, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général de toutes sortes de machines à coudre ainsi que leurs accessoires et pièces, sous le nom de "Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.", avec un capital de $30,000 divisé en 3,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of February, 1952, incorporating: Robert Harold Earle Walker, advocate and Queen's Counsel, Roger Louis Beaulieu, advocate, both of the City of Montreal, George Anthony Allison, advocate, of the Town of Mount Royal, all of the judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all kinds of sewing machines and accessories and parts, under the name of "Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.", with a capital stock of $30,000 divided into 3,000 shares of the par value of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Plomberie Hochelaga Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mars 1952, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, avocat, Gretta Wainwright, Louise Héon, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme mécaniciens, soudeurs, fondeurs, plombiers, couvreurs, machinistes,

Plomberie Hochelaga Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1952, incorporating: Paul Galt Michaud, advocate, Gretta Wainwright, Louise Héon, Secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as mechanics, solderers, founders, plumbers, roofers, machinists, metal

ouvrier en métaux de tous genres sous le nom de "Plomberie Hochelaga Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinquième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

workers, of all kinds, under the name of "Plomberie Hochelaga Ltée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Quebec Glassheat Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mars 1952, constituant en corporation: Henri Beaupré, avocat, J.-Adrien Boivin, entrepreneur, Pierre Tardif, entrepreneur-électricien, Jean-Paul Beaupré, commis de bureau, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de système de chauffage ou de contrôle, sous le nom de "Quebec Glassheat Limited", avec un capital de $35,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sixième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Quebec Glassheat Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day day of March, 1952, incorporating: Henri Beaupré, advocate, J. Adrien Boivin, contractor, Pierre Tardif, electrical contractor, Jean Paul Beaupré, office clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating or central systems, under the name of "Quebec Glassheat Limited", with a capital stock of $35,000 divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Radio Publicité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf février 1952, constituant en corporation: Jean-Noël Lanctôt, avocat, Huguette Barbeau, secrétaire, tous deux de Montréal, Paul-Émile LeJour, avocat, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et conduire une entreprise général de publicité, sous le nom de "Radio Publicité Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 200 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuvième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général.

32423-o L. DÉSILETS.

Radio Publicité Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of February, 1952, incorporating: Jean Noël Lanctôt, advocate, Huguette Barbeau, secretary, both of Montreal, Paul-Emile LeJour advocate, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and carry on a general publicity business, under the name of "Radio Publicité Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 200 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Regional Propan Gas Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1952, constituant en corporation: M. Ronaldo Tapin, courtier en immeubles, Marie-Ange Tremblay, épouse contractuellement séparée de biens dudit Ronaldo Tapin, tous deux de la cité de Chicoutimi, Adrien Grégoire, commis, de Port-Alfred, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des gaz propane et butane, sous le nom de "Regional Propan Gas Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Regional Propan Gas Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1952, incorporating: Mr. Ronaldo Tapin, real estate broker, Marie-Ange Tremblay, wife separated as to property by marriage contract, of the said Ronaldo Tapin, both of the city of Chicoutimi, Adrien Grégoire, clerk, of Port-Alfred, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in propane and butane gases, under the name of "Regional Propan Gas Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 551, Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at 551, Racine East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Deputy Attorney General, this eighth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Richelieu Glassheat & Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1952, constituant en corporation: Jacques Beaugrand-Champagne, technicien, de St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe, George Costis, commerçant, Henri Masson, comptable agréé, tous deux de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme vendeurs, distributeurs et manufacturiers de matériaux de construction de toutes sortes, et plus spécialement en ce qui concerne les installations de chauffage, sous le "Richelieu Glassheat & Supplies Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $50 et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit février 1952.

L'Asslstant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Richelieu Glassheat & Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eigth day of February, 1952, incorporating: Jacques Beaugrand-Champagne, technician, of St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe, George Costis, dealer, Henri Masson, chartered accountant, both of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To do business as salesman, distributors and manufacturers of building materials of all kinds, and more particularly in that which concerns heating installations, under the name of "Richelieu Glassheat & Supplies Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $50 and into 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

S. & L. Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1952, constituant en corporation: Bill Laufer, manufacturier, Dave Szalavetz, manufacturier, Joyce Hogg, June Kirlin, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le négoce de tissus et vêtements de toute sortes, sous le nom de "S. & L. Sportswear Inc." avec un capital de $10,000 divisé en 50 actions ordinaires ayant une valeur au pair de $100 chacune et 50 actions privilégiées ayant une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DESILETS.

S. &. L. Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1952, incorporating: Bill Laufer, manufacturer, Dave Szalavetz, manufacturer, Joyce Hogg, June Kirlin, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with fabrics and clothing of every sort, under the name of "S. & L. Sportswear Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 50 common shares having a par value of $100 each, and 50 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard-Marie Coderre, V.G., évêque coadjuteur, Jacques Cartier jr.: avocat, Roméo Marcoux, médecin, tous de St-Jean-de-Québec, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Secourir les familles en détresse, les enfants naturels, les personnes inadaptées, difficiles, irrégulières et délaissées, sous le nom de "Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec".

Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Marie Coderre, V.G., coadjutor Bishop, Jacques Cartier, Jr., advocate, Roméo Marcoux, physician, all of St-Jean-de-Québec, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To assist families in distress, foundlings, unfit, difficult, erratic and abandoned persons, under the name of "Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Jean-de-Québec, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le huitième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000..

The head office of the corporation will be at St-Jean-de-Québec, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this eight day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Sherbrooke Glassheat & Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1952, constituant en corporation: Jacques Beaugrand-Champagne, technicien, de St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe, Georges Costis, commerçant, Henri Masson, comptable agréé, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme vendeurs, distributeurs et manufacturiers de matériaux de construction de toutes sortes, et plus spécialement en ce qui concerne les installations de chauffage, sous le nom de "Sherbrooke Glassheat & Supplies Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huitième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Sherbrooke Glassheat & Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of February, 1952, incorporating: Jacques Beaugrand-Champagne, technician, of St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe, Georges Costis, dealer, Henri Masson, chartered accountant, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To do business as salemen distributors and manufacturers of building materials of all kinds, and more particularly that which concerns heating installations, under the name of "Sherbrooke Glassheat & Supplies Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $50 each, and into 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Transgaspésien Aerien Ltée
Transgaspesian Airline Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément a l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze mars, 1952, constituant en corporation: Michel Pouliot, pilote aviateur, de Gaspé, district judiciaire de Gaspé, Camille Taillon, courtier d'assurances, de Québec, Jacques de Billy, avocat, de Lévis, tous deux du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de transport de marchandises, passagers et de malle par la voie des airs, sous le nom de "Transgaspésien Aérien Ltée"—"Transgaspesian Airline Ltd.", avec un capital de $80,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le quinzième jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Transgaspésien Aerien Ltée
Transgaspesian Airline Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of March, 1952, incorporating: Michel Pouliot, aviation pilot of Gaspé, judicial district of Gaspé, Camille Taillon insurance broker, of Quebec, Jacques de Billy, advocate, of Lévis, the two latter of the Judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a company for the transportation, by air, of merchandise, passengers and mail, under the name of "Transgaspésien Aérien Ltée"—"Transgaspesian Airline Ltd.", with a capital stock of $80,000 divided into 300 common shares of $100 each, and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

United Knit & Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1952, constituant en corporation: Harry Blank, procureur June Kirlin, secrétaire, Joyce Hogg, réception-

United Knit & Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1952, incorporating: Harry Blank, attorney, June Kirlin, secretary, Joyce Hogg, receptionist, all of the City and

niste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands de vêtements, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, gantiers, et chapeliers, sous le nom de "United Knit & Sportswear Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huitième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all of any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, glovers, and hatters, under the name of "United Knit & Sportswear Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares having a par value of $100 each and 200 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Will-Jon Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 3, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1952, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, et Conseil en Loi du Roi, Joseph R. Hoffman, Boris Garmaise, tous deux avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une corporation d'immeubles et de placements, sous le nom de "Will-Jon Corp.".

Le capital de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 700 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moindre de $17,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de février 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Will-Jon Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of February, 1952, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Joseph R. Hoffman, Boris Garmaise, both advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment corporation, under the name of "Will-Jon Corp.".

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares having no nominal or par value, and into 700 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be not less than $17.000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

32423-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Auberge "Halfway" Inc. "Halfway" Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 mars 1952, à la compagnie "Auberge "Halfway" Inc." — "Halfway Inn Inc.", modifiant une disporition de ses lettres patentes de la manière énoncée dans la résolution adoptée le 8 mars 1952.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

Auberge "Halfway" Inc. "Halfway" Inn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of March, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Auberge "Halfway" Inc." — "Halfway Inn Inc.", modifying a provision of its letters patent in the manner set forth in the resolution adopted on March 8, 1952.

Dated at the office of the Attorney General this 17th day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Cycles Automoto (Canada) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémntaires, en date du 7 janvier 1952, à la compagnie "Cycles & Sports Agencies Limited" — "Les

Cycles Automoto (Canada) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act supplementary letters patent bearing date the 7th day of January, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cycles & Sports Agencies Limited" — "Les Agences d'arti-

Agences d'articles de Sport et de Cycles Limitée", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres en date du 23 octobre 1950, changeant son nom en celui de "Cycles Automoto (Canada) Ltée".

Daté du bureau du Procureur général le 7 janvier 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

cles de Sport et de Cycles Limitée" incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent bearing date October 23, 1950, changing its name into that of "Cycles Automoto (Canada) Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of January, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Empire Oil & Minerals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 mars 1952, à la compagnie "Decary Metals Incorporated" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes du 31 janvier 1952, changeant son nom en celui de "Empire Oil & Minerals Inc." (No Personal Liability), et étendant ses pouvoirs à tels autres objets mentionnés dans le règlement adopté le 18 mars 1952.

Daté du bureau fu Procureur général le 26 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Empire Oil & Minerals Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of March, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Decary Metals Incorporated" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated January 31, 1952, changing its name into that of "Empire Oil & Minerals Inc.", (No Personal Liability), and extending its powers to such other purposes as mentioned in the by-law adopted March 18, 1952.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

J. E. Clément Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mars 1952, à la compagnie "J. E. Clement Incorporated", 1. ratifiant son règlement numéro 27 réduisant son capital-actions de $300,000 à $75,000 en réduisant la valeur au pair des actions de $100 a $25 chacune; 2. ratifiant son règlement numéro 28 portant son capital-actions de $75,000 à $375,000 par la création de 30,0000 actions privilégiées nouvelles de $10 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement; 3. changeant son nom en celui de "J. E. Clément Inc.".

Daté du bureau du Procureur général le 14 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

J. E. Clément Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of March, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. E. Clement Incorporated", 1. ratifying its By-law No. 27 decreasing its capital stock from $300,000 to $75,000 by reducing the par value of the shares from $100 to $25 each; 2. ratifying its By-laws No. 28 increasing its capital stock from $75,000 to $375,000 by the creation of 30,000 new preferred shares of $10 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said By-law; 3. changing its name into that of "J. E. Clément Inc.".

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Lachine Amusement Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 mars 1952, à la compagnie "Lachine Amusement Limited", ratifiant son règlement numéro 24, subdivisant 400 actions privilégiées de $100 chacune non émises en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit réglement.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Lachine Amusement Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of March, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Lachine Amusement Limited", ratifying its By-law Number 24, subdividing 400 preferred shares of $100 each, unissued, into 4,000 preferred shares of $10 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Les Placements Duvernay Inc.
Duvernay Investments Inc.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Les Placements Duvernay Inc.
Duvernay Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 mars 1952, à la compagnie "Les Placements Duvernay Inc."—"Duvernay Investments Inc.", 1. ratifiant son règlement N° 36: *a*) convetissant 1,719 actions ordinaires de $10 chacune de son capital autorisé sous forme de 1,719 actions privilégiées de $10 chacune; *b*) augmentant ce capital autorisé de $18,000 à $40,000 par la création de 419 actions ordinaires additionnelles de $10 chacune et de 1,781 actions privilégiées additionnelles de $10 chacune; *c*) énumérant les privilèges, droits et restrictions attachés aux actions privilégiées; 2. modifiant les dispositions des lettres patentes de la manière énoncée dans le règlement N° 37.

Daté du bureau du Procureur général le 11 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423-o L. DÉSILETS.

letters patent, bearing date the eleventh day of March, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Les Placements Duvernay Inc."—"Duvernay Investments Inc.", 1. ratifying its By-law No. 36: *a*) converting 1,719 common shares of $10 each of its authorized capital into 1,719 preferred shares of $10 each; *b*) increasing said authorized capital from $18,000 to $40,000 by the creation of 419 additional common shares of $10 each and 1,781 additional preferred shares of $10 each; *c*) enumerating the privileges, rights and restrictions attaching to the preferred shares; 2. modifying the provisions of the letters patent in the manner set forth in By-law No. 37.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Victoria Construction Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 mars 1952, à la compagnie"Victoria Construction Co. Limited", ratifiant son règlement N° 25, lo — réduisant son capital-actions de $20,000 à $8,000 par l'annulation de 120 actions ordinaires de $100 chane; 2° — portant son capital-actions de $8,000 à $60,000 par la création de 20 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et de 500 actions privilégiées nouvelles de $100 chacune, sujettes aux droits et retrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général le 14 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Victoria Construction Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of March, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company"Victoria Construction Co. Limited", ratifying its By-law No. 25, 1.— Reducing its capital stock of $20,000 to $8,000 by the cancellation of 120 common shares of $100 each; 2.— carrying its capital stock from $8,000 to $60,000 by the creation of 20 additional common shares of $100 each and of 500 new preferred shares of $100 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Widgor & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, reprensenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 mars 1952, à la compagnie "Wigdor & Stein Company", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 mai 1936, changeant son nom en celui de "Wigdor & Sons Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 24 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,

32423 L. DÉSILETS.

Widgor & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date March 24, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company, "Wigdor & Stein Company", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date May 7, 1936, changing its name into that of "Wigdor & Sons Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of March, 1952.

L. DÉSILETS,

32423 Deputy Attorney General.

Wonderbar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 mars 1952, à la compagnie "Leone's Restaurant Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 9 novembre 1943, sous le nom de "Chez Maurice Danceland Corporation", changeant son nom en celui de "Wonderbar Ltd."

Wonderbar Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date March 28, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Leone's Restaurant Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 9, 1943, under the name of "Chez Maurice Danceland Corporation" changing its name into that of "Wonderbar Ltd".

Daté du bureau du Procureur général le 28 mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423 L. DÉSILETS.

Wright Supplies Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mars 1952, à la compagnie "Wright Belting & Supplies Limited", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 15 mars 1934 changeant son nom en celui de "Wright Supplies Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour de mars 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Wright Supplies Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1952, were issued by the Lieutenat-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Wright Belting & Supplies Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated March 15th, 1934 changing its name to that of "Wright Supplies Co. Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General this 24th day of March, 1952.

L. DÉSILETS,
32423-o Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 412

Québec, le 17 avril 1952.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de la boîte de carton dans la province de Québec a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, amendé par les arrêtés numéros 277, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G et 1784-A des 4 et 30 mars, 19 et 27 mai, 29 septembre, 23 et 29 décembre 1948, 883-C du 11 août 1949, 108-B du 25 janvier 1950, 120-A du 1er février 1951 et 71-A du 31 janvier 1952, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er mars 1952;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

1° L'article I est radié et remplacé par le suivant:

1. *Juridiction: a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend toute la Province de Québec à l'exception des districts judiciaires de Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St-François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi et Saguenay.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 412

Quebec, April 17, 1952.
Present: The Lieutenant-Governor-In-Council.

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1884 of November 12, 1947, as amended by Orders in Council 277, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G and 1784-A of March 4 and 30, May 19 and 27, September 29, December 23 and 29, 1948, 883-C of August 11, 1949, 108-B of January 25, 1950, 120-A of February 1, 1951, and 71-A of January 31, 1952, relating to the paper box industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 1, 1952;

WHEREAS the objections set forth have been considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1884, be amended as follows:

1. Section I is deleted and replaced by the following:

"I. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the entire Province of Quebec with the exception of the judicial districts of Kamouraska, Montmagny Beauce, Arthabaska, St. François, Nicolet, Quebec, Three Rivers, Roberval, Chicoutimi and Saguenay.

Aux fins d'application, cette juridiction est divisée en deux zones de la façon suivante:

Zone I: L'Ile de Montréal et un rayon de 50 milles de ses limites en ligne droite, sous réserve des territoires compris dans la zone II.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale, y compris la municipalité de l'Épiphanie et le district judiciaire de Bedford.

b) Juridiction industrielle: La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en parties ou finies avec papier, fibre, bois ou carton et de toutes autres boîtes à base de pulpe ou papier non gaufré. Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré.

c) Juridiction professionnelle: La juridiction professionnelle du décret désigne et comprend toute personne exécutant des opérations en quelque sorte incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton, soit dans un atelier spécialisé, une entreprise privée ou commerciale, ou dans tout autre établissement et soit que telles opérations constituent le commerce principal de telle entreprise, ou qu'elles soient secondaire à tout autre commerce ou occupation."

2° L'article III, est radié et remplacé par le suivant:

"III. *Salaire minima:* Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

For purposes of enforcement, this jurisdiction is divided in two zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal and the territory included within a radius of 50 miles in a straight line from its boundaries with the exception of the areas comprised in zone II.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction, including the municipality of Epiphanie and the judicial district of Bedford.

b) Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the present decree comprises the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, partly made or completed with paper, fibre, wood or cardboard and of all other pulp or paper boxes made of uncorrugated material. However, the present decree does not apply to manufacturing of corrugated paper boxes.

c) Professional jurisdiction: The professional jurisdiction of the decree designates and comprises all persons performing any operation in any way connected with or related to the production of paper boxes, whether in trade plants, private, industrial, commercial or any other establishment, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprises.

2. Section III is deleted and replaced by the following:

"III. *Minimum Wage Rates:* The minimum wage rates of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler fireman, stationary enginemen, watchemen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

	Taux horaires minima *Minimum hourly rates* *Zones* *I*	*II*
a) Salariées — Female employees:		
Département des boîtes rigides — Set-up Department:		
Contremaîtresse — Forelady	$ 0.78	$ 0.74
Travailleuse à la main, classe "A" — Hand worker, class "A"	0.72	0.68
Travailleuse à la main, classe "B" — Hand worker, class "B"	0.64	0.61
Travailleuse posant étiquettes à la main — Hand labeller	0.62	0.59
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering machine operator	0.64	0.61
Mécanicienne de machine à renforts — Staying machine operator	0.64	0.61
Mécanicienne de machine Stoke & Smith — Stoke & Smith machine operator	0.64	0.61
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top Piece machine operator	0.64	0.61
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes — Labelling machine operator	0.64	0.61
Mécanicienne de gommeuse filée à la main — Hand fed gummer operator	0.62	0.59
Préposée à l'emballage et ficelage — Packer & tier	0.62	0.59
Fileuse de machine à coller 4 coins — Four-corner machine feder	0.62	0.59
Mécanicienne sur machine non-classifiées plus haut — Operators on machines not classified above	0.62	0.59
Département des boîtes pliantes — Folding Department:		
Contremaîtresse — Forelady	0.78	0.74
Mécanicienne de machine à piquer — Stitcher operator	0.64	0.61
Eplucheuse — Stripper	0.62	0.59
Plieuse — Folder	0.62	0.59
Préposée à l'emballage et ficelage — Packer and tier	0.62	0.59
Fileuse de machine Brightwood — Bright wood machine feeder	0.62	0.59
Fileuse de machine automatique à coller — Auto, Glueing machine feeder	0.62	0.59
Mécanicienne sur machine non-classifiées plus haut — Operators on machines not classified above	0.62	0.59
b) Echelle de base — Salariées — Basic wage scale — Female:		
L'échelle de base des salariées est le suivante — The basic wage scale of female employees shall be as follows:		
Premier trois (3) mois — First three (3) months	0.45	0.43
Deuxième trois (3) mois — Second three (3) months	0.50	0.47
Troisième trois (3) mois — Third three (3) months	0.55	0.52

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du pré-

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present de-

sent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

c) Apprentissage — Salariées:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

cree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

c) Apprenticeship — Female employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rates shall prevail at all times.

d) Salariés — Male Employees:

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates	
	Zones	
	I	*II*
Département des boîtes rigides — Set-up Department:		
Contremaître — Foreman	$ 1.36	$ 1.29
Assistant contremaître — Ass't Foreman	1.20	1.14
Mécanicien "creaser" — Creasing operator	1.08	1.03
Mécanicien de marqueuse mitrailleuse — Scorer	1.08	1.03
Mécanicien de guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, first class	1.08	1.03
Mécanicien de guillotine, 2e classe — Cutter on knife, second class	0.97	0.92
Mécanicien de monteuse simple — End piece operator sigle	0.96	0.91
Mécanicien de monteuse double — End piece operator double	0.99	0.94
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins — 4 corner stayer operator	1.04	0.99
Fileur machine, à coller à 4 coins — Feeder, 4 corner glueing machine	0.88	0.84
Mécanicien de machine emporte-pièce — Punch operator	0.88	0.84
Préposé à la mise en train Stoke-Smith — Wrapper makeready man	1.03	0.98
Préposé à la scie circulaire — Circular saw operator	0.89	0.85
Bobineur — Slitter operator	0.91	0.86
Presseur de rebuts — Bale press operator	0.87	0.83
Mécanicien sur machines non-classifiées plus haut — Operator on machines not classified above	0.86	0.82
Département des boîtes pliantes — Folding Department:		
Contremaître — Foreman	$ 1.36	$ 1.29
Assistant-contremaître — Asst' Foreman	1.20	1.14
Faiseur de matrice — Die maker	1.21	1.15
Assistant faiseur de matrice — Ass't Die maker	0.89	0.85
Préposé à la mise en train machine automatique à coller — Auto, glueing machine makeready man	1.13	1.07
Preposé à la mise en train machine Brightwood — Brightwood machine makeready man	1.04	0.99
Fileur, machine Brightwood — Feeder, Brightwood machine	0.88	0.84
Préposé à la mise en train machine Indman — Indman machine makeready man	1.04	0.99
Préposé à la mise en train machine à cirer — Waxing machine makeready man	0.86	0.82
Préposé a la mise en train machine automatique cellophane — Auto cellophane machine makeready man	1.13	1.07
Fileur, machine automatique cellophane — Feder, auto, cellophane machine	0.88	0.84
Mécanicien de guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, 1st class	1.08	1.03
Mécanicien de guillotine, 2e classe — Cutter on knife, 2nd class	0.97	0.92
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée — Power stacker-lift truck operator	0.91	0.86
Pressier, presse cylindre à découper — Cylinder box pressman	1.08	1.03
Fileur, presse cylindre à découper — Feeder, cylinder box press	0.88	0.84
Pressier, presse plateau à découper — Platen die cutting pressman	1.00	0.95
Fileur presse plateau à découper — Feeder, platen die cutting press	0.88	0.84
Eplucheur — Stripper	0.84	0.80
Presseur de rebuts — Bale press operator	0.87	0.83
Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and trier	0.80	0.76
Mécanicien sur machines non classifiées plus haut — Operator on machines not classified above	0.86	0.82
Général — General:		
Electricien — Electrician	1.08	1.03
Machiniste, 1ère classe — Machinist, 1st class	1.08	1.03
Préposé à l'entretien et réparation — Maintenance & repair man	0.93	0.88
Expéditeur — Shipper	1.03	0.98
Assistant expéditeur — Ass't shipper	0.86	0.82
Chauffeur de camion — Truck driver	0.93	0.88
Surveillant — Watchman	0.80	0.76
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	0.83	0.79

	par semaine	*per week*
Chef-mécanicien — Chief-engineman:		
2e classe — 2nd class	$49.59	$47.11
3e classe — 3rd class	42.46	40.34
	par heure	*per hours*
Mécanicien de machine fixes — Stationary engineman	0.89	0.85

e) Echelle de base — Salariés:

1. L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de 18 ans et plus.:

Premier trois (3) mois — First three (3) months	0.60	0.57
Deuxième trois (3) mois — Second three (3) months	0.65	0.62
Troisième trois (3) mois — Third three (3) months	0.70	0.66
Quatrième trois (3) mois — Fouth three (3) months	0.75	0.71

2. L'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:

Premier trois (3) mois — First three (3) months	0.50	0.47
Deuxième trois (3) mois — Second three (3) months	0.55	0.52
Troisième trois (3) mois — Third three (3) months	0.60	0.57

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3. Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

f) Apprentissage — Salariés:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

g) Opérations différentes:

Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquelles des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

Cependant, lorsque par exception un salarié au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que celui de son emploi régulier et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle."

3° Les mots suivants sont ajoutés à l'article IV, immédiatement après le titre "IV — Heures de travail"; "Zone I et II".

4° L'article V est radié et remplacé par le suivant:

"V. *Jours de fêtes chômées: Zones I et II.* Tout travail exécuté durant les jours de fête ci-après mentionnés doit être rémunéré au taux de salaire double.

a) Dans les ateliers français: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël.

e) Basic Wage Scale — Male employees:

1. The basic wage scale of male employees being 18 years of age or over shall be as follows:

2. The basic wage scale of male employees under 18 years of age shall be as follows:

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under their sction shall not exceed 10% of the total number of the employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, any male employee under 18 years of age and working at a classified operation shall not receive less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3. The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken in consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

f) Apprenticeship — Male employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginemen.

Notwithstanding the provisions of the present section, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which he is normally entiled. The basic wage rate shall prevail at all times.

g) Various operations:

An employee who regularly performs, during the week, various operations for which differents hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

However, should an employee be called occasionnally during one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation."

3. The following words are added to Section IV, immediately after the title "IV. Hours of Work", "Zone I and II".

4. Section V is deleted and replaced by the following:

"V. *Observed holidays in Zone I and II: All* work performed during the hereafter mentioned holidays must be paid double time.

a) In the French shops: New Years' Day, Epiphany, Ascension Day, St. John de Baptist day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) *Dans les ateliers anglais:* Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et la Noël.

c) Le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et la Noël sont payés en plus d'être chômés lorsque ces jours de fête tombent ou sont observés un jour régulier de travail.

Cependant, tout employeur accordant cinq (5) fêtes légales payés ou plus par année à ses salariés, n'est pas sujet aux dispositions de l'alinéa précédent.

Les établissements qui n'observent pas la St-Jean-Baptiste, peuvent substituer cette fête payée par la Confédération.

Chaque salarié doit être rémunéré pour ces jours de fête au taux des heures régulières de travail pour le nombre d'heures de travail qu'il aurait normalement fait ce jour là'

Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et qui suit le jour où la fête est observée.

d) L'obligation de payer salaire double pour tout travail exécuté durant les jours de fêtes ci-haut mentionnés ne s'applique pas aux gardiens, chauffeurs de bouilloires (stokers) et mécaniciens de machines fixes, ainsi qu'aux employés préposés à la réparation des machines et des immeubles."

5. L'article VI est radié et remplacé par le suivant:

"VI. *Travail d'imprimerie: Zones I et II:* Pour les fins d'application du présent décret, le travail d'imprimerie désigne et comprend toute personne employée à produire des imprimés dans les ateliers manufacturant des boîtes de carton. Les conditions de travail de ces salariés sont les mêmes que celles déterminées dans tous les autres articles du présent décret, sujettes cependant aux modifications ou aux additions prévues au présent article comme dispositons spéciales suivantes:

a) *Définitions:* 1. Le mot "compagnon" désigne un salarié qui a été en apprentisage durant le nombre d'années déterminé au paragraphe "h" du présent article.

2. Le mot "apprenti" désigne un salarié qui apprend le travail exécuté par un compagnon. Le nombre d'années d'apprentissage est tel que mentionné au paragraphe "h" du présent article.

3. Les mots "margeur" ou "préposé au margeur automatique" désigent tout salarié qui marge à la main ou qui est préposé au fonctionnement du mécanisme qui aliment les presses typographiques.

4. Le mot "aide" désigne un salarié inexpérimenté du sexe masculin effectuant des travaux manuels ne nécessitant aucune formation spéciale.

b) *Semaine de travail:* La semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties en périodes n'excédant pas neuf (9) heures de travail par équipe du lundi au vendredi inclusivement.

c) *Surtemps:* 1. Tout travail exécuté par un salarié avant ou après les heures régulières de son équipe est considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré au taux et demi pour les (3) premières heures supplémentaires et au taux double pour les heures subséquentes.

2. Lorsqu'un salarié travaille sur des équipes différentes dans une même période de vingt-quatre (24) heures, il est considéré comme appartenant à la première équipe avec laquelle il a travaillé et tout travail exécuté après les heures régulières de cette première équipe est considéré comme du temps supplémentaire.

b) *In the English shops:* New Year's Day, Good Friday, the 24th of May, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

c) New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day shall be paid in addition to being observed, provided these holidays fall or observed on a regular working day.

However, an employer who grants five (5) or more legal holidays with pay per year to his employees is not subject to the foregoing paragraph.

Establishments not observing the St. John the Baptist Day may substitute the Confederation Day for this paid holiday.

Each employee shall be paid for these holidays at straight time rates for the number of hours that would normally have been worked.

To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work or stand ready to work the regular work day preceding and following the day on which the holiday is kept.

d) The obligation to pay double time for all work performed during the above mentioned holidays shall neither apply to watchmen, firemen (stokers) and stationary enginemen nor to repair men on machines and buildings.

5. Section VI is deleted and replaced by the following:

VI. *Printing Work — Zone I and II: For* the purposes of the present decree, printing employees designate and comprise all persons engaged in the production of printing in plants manufacturing paper boxes. The working conditions of theses employees shall be the same as those set out in all the other sections of this decree with, however, the following modifications and supplemental changes:

a) *Definitions:* 1. The word "journeyman" means an employee who has completed the term of apprenticeship as set forth in subsection "h" of the present section.

2. The word "apprentice" means an employee who is learning a journeyman's trade. The number of years of his or her apprenticeship shall be as set forth in subsection "h" of the present section.

3. The words "feeder" or "feeder operator" mean any employee who manually feeds stock to "letter press" presses or who tends the paper feeding mechanism of such presses.

4. The word "helper" means an unskilled male employee engaged on work not requiring previous experience or training.

b) *Hour week:* The regular work week shall consist of forty-five (45) hours divided into periods not exceeding nine (9) hours per shift from Monday to Friday inclusively.

c) *Overtime:* 1. Overtime shall be all time worked by any employee before or after the regular hours of his shift and shall be paid ar the rate of time and a half for the first three (3) hours, and at the rate of double time thereafter.

2. If an employee works on more than one shift within any twenty-four (24) hour period, he shall be deemed to belong to the first shift on which he worked, and any time he works after the regular quitting time of the first shift shall be deemed to be overtime.

d) Jours de fêtes payés: 1. Les jours de fêtes suivants sont des jours de fêtes payés:

i) Dans les ateliers français: Le Premier de l'An, l'Epiphanie, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la St-Jean-Baptiste et le jour de Noël.

ii) Dans les ateliers anglais: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël.

2. Lorsqu'un jour de fête tombe ou est observé un jour régulier de travail et qu'aucun travail n'est exécuté ce jour-là, les salariés doivent être payés aux taux des heures régulières de travail pour le nombre d'heures de travail qu'ils auraient faites ce jour-là. (Tout travail exécuté l'un de ces jours de fête doit être rémunéré à un taux double de salaire tel que prévu à l'article V).

3. Pour avoir droit à la rémunération ci-haut prévue pour les jours de fêtes payés, le salarié doit, a moins qu'il ne soit malade ou excusé par l'employeur, travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et celle qui suit le jour où la fête est observée.

e) Apprentissage: 1. Le nombre maximun d'apprentis alloué à chaque équipe pour chaque département, tant pour le temps régulier que pour le temps supplémentaire est le suivant:

Pour 1, 2 ou 3 compagnons (employés régulièrement) ..... 1 apprenti
Pour 4, 5 ou 6 compagnons (employés régulièrement) ..... 2 apprentis
Pour 7, 8 ou 9 compagnons (employés régulièrement ..... 3 apprentis
Pour chaque groupe de trois (3) compagnons additionnels, (employés régulièrement) ..... 1 apprenti

2. Dans aucun cas, les apprentis et ou les margeurs ne peuvent travailler hors la présence d'un compagnon.

3. Un apprenti de première année peut être ajouté au personnel du département lorsqu'un apprenti déjà régulièrement employé dans ce département entre dans sa quatrième (4) année d'apprentissage.

4. Les assistants-pressiers, les margeurs et les aides n'entrent pas en ligne de compte dans la détermination du nombre d'apprentis.

f) Fonctionnement des presses: Les conditions régissent le fonctionnement de l'atelier d'impression sont comme suit:

1. Pour toutes les presses à plateau et les petites presses automatiques (automatic job presses), pas moins d'un compagnon pressier pour les trois (3) premières presses en opération ou fraction d'icelles, et un compagnon pressier additionnel pour chaque trois (3) presses additionnelles en opération ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis — ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre au paragraphe "e" du présent article.

2. Pour toutes les presses cylindriques à l'exception des petites presses automatiques (automatic job presses), pas moins d'un compagnon pressier pour les deux (2) premières presses en opération ou fraction d'icelle, et un (1) compagnon pressier additionnel pour chaque deux (2) presses additionnelles en opération ou fraction d'icelles. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis, ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre au paragraphe "e" du présent article.

3. Pour toutes les presses cylindriques à deux couleurs et plus, soit automatiques ou margées

d) Holidays with pay: 1. The following days shall be kept as holidays with pay:

i) *In French plants:* New Year's Day, Epiphany, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, St. John the Baptist Day and Christmas Day.

ii. *In English plants:* New Year's Day, Good Friday, May 24, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

2. If a day observed as a holiday occurs or is kept on a regularly scheduled work day, employees shall be paid for such holiday, when not worked, at straight time rates for the number of hours that would normally have been worked. (When worked, double time rates shall prevail, as provided for in Section V).

3. To qualify for holiday pay as aforesaid, an employee must, unless ill or excused by the management, work or stand ready to work the regular work day preceding and the regular work day following the day on which the holiday is kept.

e) Apprenticeship: 1. The maximum number of apprentices allowed, for regular and overtime work, in each, department, on each shift, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeyman (regularly employed) ..... 1 apprentice
For 4, 5 or 6 journeyman (regularly employed) ..... 2 apprentices
For 7, 8 or 9 journeyman (regularly employed) ..... 3 apprentices
For each 3 additional journeymen (regularly employed) ..... 1 apprentice

2. In no case shall apprentices and/or feeders be permitted to work unless there is a journeyman present.

3. A first year apprentice may be added to the department when a n apprentice actually employed in the said department enters his fourth year.

4. Assistant-pressmen, feeders and helpers shall no be included in reckoning the number of apprentices.

f) Operation of presses: The rules governing the operation of presses shall be as follows:

1. For all platen presses and automatic job presses, not less than one journeyman pressman, for the first three (3) presses or fraction thereof in operation, and one additional journeyman pressman for each three (3) additional presses or fraction thereof in operation, shall be employed. other employees engaged on such presses may be assistant pressmen, feeders or apprentices — the last named being subject, in respect of numbers, to sub-section "*e*" of the present section.

2. For all cylinder presses (excluding automatic job presses), not less than one journeyman presseman for the first two (2) presses or fraction thereof in operation, and one (1) additional journeyman pressman for every two (2) additional presses or fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant-pressmen, feeders or apprentices — the last named being subject, in respect of numbers, to sub-section "*e*" of the present section.

3. For all multicolour cylinder presses — whether automatic or hand fed — not less than

à la main, pas moins d'un compagnon pressier pour chaque presse en opération. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des assistants-pressiers, des margeurs ou des apprentis — ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre au paragraphe "e" du présent article.

g) Vacances payées: 1. Tout salarié, qui, au 1er mai de chaque année a été quatre (4) mois ou plus au service du même employeur a drpit, dans la période annuelle s'étendant du 1er mai au 1er octobre, à des vacances payées continués d'une durée égale à autant de demi-journées qu'il a de mois de service avec ledit employeur, et ce, jusqu'a concurrence d'une semaine complète. Il doit recevoir pour sa période de vacances un montant d'argent égal à celui qu'il autait reçu s'il avait travaillé.

2. Tout salarié qui compte au 1er mai de chaque année deux (2) ans de service ou plus avec le même employeur, a droit au cours de ladite année à des vacances payées comme suit:

2 ans de service: 7 jours de vacances.
3 ans de service: 8 jour de vacances.
4 ans de service: 9 jours de vacances.
5 ans de service: 10 jours de vacances.

Dans le cas où un salarié a droit au cours d'une année, à un ou plusieurs jours additionnels de vacances en vertu du présent paragraphe, il est laissé à la discrétion de l'employeur, après avoir pris avis du salarié, de déterminer à quelle date ce ou ces jours additionnels de vacances seront pris au cours de ladite année.

3. Si un jour de fête prévu au paragraphe "d" du présent article ou un jour observé comme tel survient durant la période de vacances d'un salarié, une journée additionnelle de vacances doit être accordée au salarié à une date que l'employeur et le salarié détermineront ensemble, ou un montant d'argent équivalent pour y tenir lieu doit lui être accordé.

one (1) journeyman pressman for each press in operation shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant-pressmen, feeders or apprentices — the last named being subject, in respect of numbers, to subsection "e" of the present section.

g) Vacation with pay: 1. An employee who, on the first of May of each year, has been four (4) months or more in the service of the same employer shall be entiled between the first of May and the first of October, to a continuous vacation with pay equal in duration to one half-day for each month of service for the employer up to one complete working week. He shall receive for his vacation the amount he would have received had he worked.

2. An employee who, on May 1st, of any year, has had two or more year's service with the same employer shall be entiled to a vacation with pay, in that year, as follows:

2 years' service: 7 days vacation
3 years' service: 8 days vacation
4 years' service: 9 days vacation
5 years' service: 10 days vacation

In the case where an employee is entitled in any year to one or more additional days' vacation in virtue of this sub-section, it will be left to the discretion of the employer, after notification by the employee, to determine when such additional day or days of vacation shall be taken during the course of the said year.

3. Should one of the statutory holidays provided for in subsection "d" of the present section, or a day kept as such fall during an employee's vacation period an additional day's vacation shall be granted at a time mutually agreed upon between employer and employee, or the equivalent in pay in lieu thereof.

h) Taux minima — Minimum rates:

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates Zones I	Zones II
Atelier de composition — Composing room:		
Compagnon typographe — Journeyman Compositor	$ 1.60	$ 1.32
Presses à plateau — Platen presses:		
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.32	1.10
Margeurs sur presses ci-dessus — Feeders	1.07	0.88
Presses cylindriques (une couleur) — Cylinder Presses (one colour):		
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.60	1.32
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.32	1.10
Margeurs sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	1.15	0.93
Presses cylindriques (2 couleurs) — Cylinder Presses (Multicolour):		
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.77	1.38
Assistant pressier ou margeur sur presses ci-dessus — Assistant pressman or feeder on above presses	1.38	1.00
Apprenti-masculin — Apprentice-Male:		
1ère année — 1er semestre — 1st year — 1st six months	0.65	0.62
— 2e semestre — 2nd six months	0.75	0.71
2e année — 1er semestre — 2nd year — 1st six months	0.85	0.81
— 2e semestre — 2nd six months	0.95	0.90
3e année — 1er semestre — 3rd year — 1st six months	1.05	1.00
— 2e semestre — 2nd six months	1.15	1.09
4e année — 1er semestre — 4th year — 1st six months	1.25	1.19
— 2e semestre — 2nd six months	1.35	1.28
Aide inexpérimenté (masculin) — Helper (male) unskilled		
1ère année — 1er semestre — 1st year — 1st six months	0.65	0.62
Subséquemment — Thereafter	0.75	0.71

6° Les paragraphes "a" et "h" de l'article VII sont radiés et remplacés par les suivants:

"VII. *Clauses générales — Zones I et II:*

a) Vacances payées: 1. Tout salarié, qui, au 1er mai de chaque année a été quatre (4) mois ou plus au service du même employeur a droit, dans la période annuelle s'étendant du 1er mai au 1er octobre, à des vacances payées continues d'une

6) Sub-sections "a" and "h" of Section VII are deleted and replaced by the following:

VII — *General Provisions — Zone I and II:*

a) Vacation with pay: 1. An employee who, on the first of May of each year, has been four (4) months or more at the service of the same employer shall be entitled between the first of May and the first of October, to a continuous vaca-

durée égale à autant de demi-journées qu'il a de mois de service avec ledit employeur, et ce, jusqu'à concurrence d'une semaine complète. Il doit recevoir pour sa période de vacances un montant d'argent égal à celui qu'il aurait reçu s'il avait travaillé.

2. Tout salarié, qui, au 1er mai de chaque année, a été cinq années ou plus au service du même employeur a droit à deux semaines de vacances payées, durant la période s'étendant du 1er mai au 1er octobre de la même année. Il doit recevoir pour ladite période de vacances en montant d'argent égal à celui qu'il aurait reçu s'il avait travaillé.

3. Un salarié qui a droit à des vacances selon les conditions sus-mentionnées, mais qui cesse de travailler pour ledit employeur avant de prendre ses vacances doit recevoir pour ses vacances, le salaire auquel il a droit mais qu'il n'a pas reçu."

"*h) Carte de service:* Le Comité paritaire émettra une carte de service à tout salarié exécutant une opération classifiée au décret.

Pour être éligible à ladite carte, un salarié doit avoir été au service du même employeur pour une période d'au moins une année.

Le temps de service acquis par un salarié sur une opération classifiée est permanent et est enregistré sur cette carte.

Le temps ainsi acquis est déductible sur la période d'apprentissage requise par le décret pour une même opération. Un salarié doit recevoir au moins le taux de salaire minimum de l'opération classifiée qu'il a exécutée si ce dernier présente à son employeur, au moment de son engagement, une carte de service indiquant une période de temps supérieur pour ladite opération à celle requise par la clause d'apprentissage."

7° Les articles VIII et VIII-A son radiés.

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
32424-o Greffier du Conseil Exécutif.

tion with pay equal in duration to one half-day for each month of service for the employer up to one complete working week. He shall receive for his vacation the amount he would have received had he worked.

2. An employee, who on the first of May of each year, has had five (5) years or more service with the same employer, shall be entitled to receive two working weeks vacation with pay between the first of May and the first of October of the same year. He shall receive for this vacation the amount he would have received had he worked.

3. An employee who is entitled to the above vacation but who ceases to work for the employer before taking the vacation shall receive the wages for the vacation to which he is entitled but which he did not receive.

h) Service Cdrd: The Joint Committee will issue a service card to any employee performing an operation classified in the Decree.

To be eligible to this card, an employee must have been at the service of the same employer for a period of not less than one year.

The period of service acquired by an employee on a classified operation, is permanent and is registered on this card.

The period of service so acquired with is deductible from the apprenticeship period required on the same operation. An employee shall receive not less than the minimum wage rate of the classified operation he is performing if he furnishes his employer upon being hiredwith a service card showing a longer period of service on the said operation than the one required by the apprenticeship clause.

7) Sections VIII and VIII-A are deleted.

(Document "F" annexed to the order)

A. MORISSET,
32424-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 412

Québec le 17 avril 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuilles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuilles, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 540-B du 30 mai 1951, soit prolongé jusqu'au 5 juillet 1952, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,
32424-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 412

Quebec, April 17, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry in the district of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, authorized by a By-law approved by Order in Council number 540-B of May 30, 1951, be extended until July 5, 1952, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,
32424-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 412

Québec, le 17 avril 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "G"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à la

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 412

Quebec, April 17, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an extension of the decree ralating

fabrication des produits de métal en feuille dans la région de Montréal.

—

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 456 du 26 avril 1951, amendé par les arrêtés en conseil numéros 829-B, 1196-C et 1431-E des 1er août, 25 octobre et 20 décembre 1951, relatif à l'industrie de la fabrication du métal en feuille dans l'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 5 juillet 1952.

(Document "G" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
32424-o Greffier du Conseil Exécutif.

—

to the Sheet Metal Fabricating Industry in the district of Montreal.

—

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 456 of April 26, 1951, as amended by Orders 829-B, 1196-C and 1431-E of August 1, October 25 and December 20, 1951, relating to the Sheet Metal Fabricating Industry in the Island of Montreal and a radius of fifteenth (15) miles from its limits, be extended until July 5, 1952.

Document "G" annexed to the Order).

A. MORISSET,
32424-o Clerk of the Executive Council.

—

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—

Numéro 369

—

Québec, le 9 avril 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—

CONCERNANT "La Semaine de l'arbre".

—

ATTENDU QUE la forêt est une des plus importantes richesses de la province;

ATTENDU QU'il importe d'en assurer la conservation et la restauration, par tous les moyens possibles;

ATTENDU QUE ceci ne peut se réaliser que dans la mesure où la population a une mentalité vraiment forestière;

ATTENDU QUE cette mentalité est la base du culte de l'arbre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts:—

QU'une semaine doit nommément être consacrée au culte de l'arbre et que la période du 4 au 11 mai 1952 soit déclarée la "Semaine de l'Arbre" dans la Province de Québec.

A. MORISSET,
32423-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—

Number 369

—

Quebec, April 9, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

—

CONCERNING "Arbor Week".

—

WHEREAS the forest is one of the most important resources of the Province;

WHEREAS it is important that conservation and its restoration be assured by all possible means;

WHEREAS this can only be realized insofar as the public is truly forestry-minded;

WHEREAS this mental attitude is the basis for the love and care of trees;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Lands and Forests:—

THAT a week be especially dedicated to implant in the public mind the love of trees and that the period from the 4th to the 11th of May, 1952, be declared "Arbor Week" in the Province of Quebec.

A. MORISSET,
32423 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DU BASSIN DE CHAMBLY COMTÉ DE CHAMBLY

—

Avis public par les soussignés, que dans le mois suivant le trois mai prochain, le conseil municipal présentera une requête au Lieutenant-Gouverneur en conseil, le priant d'ériger le territoire actuel du village du Bassin de Chambly, dans le comté de Chambly, en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Chambly," (Town of Chambly), sous l'empire de la Loi des cités et villes (S.R.Q. de 1941, chap. 233); et que le chiffre de la population permanente dudit village est de 2,275, d'après un recensement spécial fait sur l'ordre du conseil, conformément à l'article 12 de ladite loi.

Chambly Bassin, Qué. le 7 avril 1952.

Maire.
LÉO LAREAU, N.P.
Secrétaire-trésorier,
32358-15-4-0 GÉRARD BLAIN.

—

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF VILLAGE DU BASSIN DE CHAMBLY COUNTY OF CHAMBLY

—

Public notice by the undersigned, that during the month following the third day of may next, the town council will submit a requisition to the Lieutenant-Governor in council, applying for the erection of the actual territory known as Municipalité du Village du Bassin de Chambly, in the county of Chambly, into a town municipality to be known as "Town of Chambly" (Ville de Chambly); under the provisions of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233); and that the permanent population of the said village is 2,275 according to a special census ordered by the council, in accordance with article 12 of the said Act.

Chambly Bassin, Que. April 7th., 1952.

LÉO LAREAU. N.P.
Mayor.
GÉRARD BLAIN,
32358-15-4-0 Secretary-treasurer.

—

Avis est par les présentes donné, que conformément à la loi du régime des Eaux Courantes, "Les Industries de Pulpe de Val-Barrette Ltée", compagnie incorporée ayant sa principale place d'affaires à Val-Barrette, Comté de Labelle, P.Q., propriétaire d'un terrain situé sur la rive Est de la rivière Kiamika et du bail emphythéotique consenti par la Province de Québec à David Galbraithe et passé devant Édouard Hamel, notaire, le cinq juillet mil neuf cent treize, demande au Lieutenant-gouverneur en Conseil, la permission de construire, de maintenir et d'exploiter un barrage en béton et une centrale hydro-électrique à l'endroit du vieux barrage en bois situé sur la première chute, dite "Chute Renaud", sur la rivière Kiamika en front des lots 11 et 12, rang J, canton Campbell, Comté de Labelle.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Ressources Hydrauliques de la Province de Québec et copie des dits plans et devis a été déposée au bureau de la division d'enregistrement du Comté de Labelle à Mont Laurier.

La demande contenue dans cette requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle*.

Québec ce 8 avril 1952.

L'Ingénieur Conseil,
32368-15-4-o ZACHÉE LANGLAIS.

Notice is hereby given, that, pursuant to the Water-Course Act, the company, "Les Industries de Pulpe de Val-Barrette Ltée", duly incorpoated and having its head office at Val-Barrette, county of Labelle, P.Q., proprietor of a lot of land situate on the east bank of the Kiamika river and of the emphyteutic lease consented by the Province of Quebec to David Galbraithe and passed before Edouard Hamel, notary, on the fifth of July, one thousand nine hundred and thirteen, applies to the Lieutenant-Governor in Council for leave to build, maintain and operate a concrete dam and a hydro-electric power-house at the site of the old wooden dam situate on the first falls, called "Chute Renaud", on the Kiamika river in front of lots 11 and 12, range J, Township Campbell, County of Labelle.

The originals of the plans and specifications have been filed in the Department of Hydraulic Resources of the Province of Quebec, and a copy of said plans and specifications has been filed in the office of the Registration Division of the County of Labelle at Mont-Laurier.

The application contained in the said petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Official Gazette*.

Quebec, April 8, 1952.

ZACHÉE LANGLAIS,
32368-15-4 Consulting Engineer.

Règlement N° 26

Qu'il soit resolu que l'actif de la compagnie soit partagé au pro rata entre les actionnaires de la compagnie.

Montréal, le 16 avril 1952.

(sgd) N. L. RAPPAPORT,
L'Avocat de la Clinton Realties
32426-o Incorporated.

By-Law No. 26

Be it resolved that the assets of the Company be divided rateably among the shareholders of the Company.

Montreal, April 16, 1952.

(sgd) N. L. RAPPAPORT,
Attorney for Clinton Realties
32426-o Incorporated.

NORTHERN CANADA SUPPLY (QUEBEC) LIMITED

Règlement N° 36

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Northern Canada Supply (Quebec) Limited (ci-après nommée la compagnie) ce qui suit:

1. Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de cinq (5) à trois (3).
2. Que le quorum du bureau de direction soit et il est, par les présentes, fixé à deux (2).
3. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Décrété ce 20e jour de mars 1952.

Témoin: Le sc au corporatif de la compagnie.
(Sceau) Le Président,
(Signé) D. E. JEMMETT.
Le Secrétaire,
32427 (Signé) JNO. F. JEMMETT.

NORTHERN CANADA SUPPLY (QUEBEC) LIMITED

By-Law No. 36

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Northern Canada Supply (Quebec) Limited, (hereinafter called the Company), as follows:

1. The number of the Board of Directors of the Company be and is hereby decreased from five (5) to three (3).
2. The quorum of the Board of Directors be and is hereby fixed as two (2).
3. The By-laws of the Company be and the same are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 20th day of March, 1952.

Witness the Corporate Seal of the Company.
(Seal) (Sgnd) D. E. JEMMETT,
President.
(Sgnd) JNO. F. JEMMETT.
32427-o Secretary.

SENECA WEAVERS LIMITED

Règlement N° 22

Il a été résolu que la distribution de l'actif de la compagnie soit faite au pro rata entre les actionnaires.

Montréal, le 18 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
32428 EDNA MOSCOVITCH.

SENECA WEAVERS LIMITED

By-Law No. 22

Resolved that distribution of the assets of the Company be made Pro rata to the Shareholders.

Montreal, April 18th, 1952.

EDNA MOSCOVITCH,
32428-o Secretary-Treasurer.

Canada, Province de Québec, district de Montréal

BORTRITE APARTMENTS LIMITED

Il a été résolu que la distribution de l'actif de la compagnie soit faite au prorata entre les actionnaires.

Montréal, le 2 janvier, 1952.

Le Secrétaire,
32429-o IRVING SHAPERA.

Canada, province de Québec, district de Montréal

BORTRITE APARTMENTS LIMITED

Avis est par les présentes donné que Bortrite Apartments Limited demandera la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, le 9 avril 1952.

Le Secrétaire,
32430 IRVING SHAPERA.

POPULAR JOBBERS INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Popular Jobbers Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, disposera de ses biens, distribuera son actif au prorata entre ses actionnaires et s'adressera subséquemment au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 17 avril 1952.

Le Procureur de la requérante,
32442 EDWARD G. TANNAGE.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 17 avril 1952, les règlements 1 à 13 inclusivement de "Association des Chirurgiens de la Province de Québec" — "Association of Surgeons of the Province of Quebec," tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 20 février 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 avril 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32450-o JEAN BRUCHÉSI.

GLOBE PAPER BOX CO. LIMITED

Règlement N° 28

Attendu qu'il est jugé nécessaire de diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de quatre à trois;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en diminuant le nombre des dits directeurs de quatre à trois.

Et, que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Daté de ce dix-septième jour de mars, mil neuf cent cinquante-deux.

Le Secrétaire,
32451 DANIEL WAINBERG.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

BORTRITE APARTMENTS LIMITED

Resolved that distribution of the assets of the Company be made pro rata to the shareholders.

Montreal, January 2nd, 1952.

IRVING SHAPERA,
32429-o Secretary.

Canada, province of Quebec, district of Montreal

BORTRITE APARTMENTS LIMITED

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies' Act, Bortrite Apartments Limited will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, April 9th, 1952.

IRVING SHAPERA,
32430-o Secretary.

POPULAR JOBBERS INC.

Notice is hereby given that "Popular Jobbers Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, April 17th, 1952.

EDWARD G. TANNAGE,
32442-o Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-laws 1 to 13 inclusively of the "Association des Chirurgiens de la Province de Québec" — "Association of Surgeons of the Province of Quebec" as adopted at the meeting held on February 20, 1952, has been approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 17, 1952, and the same, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, April 18, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32450 Under Secretary of the Province.

GLOBE PAPER BOX CO. LIMITED

By-law No. 28

Whereas it is expedient to decrease the number of directors of the company from four to three;

Now therefore be it enacted as a by-law of the company:

That the number of directors of the company be varied by decreasing the number of such directors from four to three.

And that By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Dated this seventeenth day of March, one thousand nine hundred and fifty-two.

DANIEL WAINBERG,
32451-o Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 17 avril 1952, les règlements généraux de "L'Association des Chemins d'Hiver de St-Adrien de Ham", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 8 mars 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 avril 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32452-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of "L'Association des Chemins d'Hiver de St-Adrien de Ham", as adopted at the meeting held on March 8, 1952, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 17, 1952, and the same, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, April 17, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32452 Under Secretary of the Province.

PAUL COLLET & CO. LTD.
PAUL COLLET & CIE LTÉE

Règlement N° 3A

(réduisant le nombre des directeurs de la compagnie de 5 à 3)

1. Le nombre des directeurs de "Paul Collet & Co. Ltd" — "Paul Collet & Cie Ltée", est par les présentes réduit de cinq (5) à trois (3).

2. Le règlement N° 3 de la compagnie est amendé en conséquence.

Certifié vraie copie.

Le Président,
32453-o PAUL COLLET.

PAUL COLLET & CO. LTD.
PAUL COLLET & CIE LTÉE

By-law No. 3A

(Reducing the number of Directors of the company from 5 to 3)

1. The number of directors of "Paul Collet & Co. Ltd." — "Paul Collet & Cie Ltée" is hereby reduced from five (5) to three (3).

2. By-law No. 3 of the company is amended accordingly.

Certified true copy.

PAUL COLLET,
32453 President.

STANCREST LIMITED

Règlement N° B

(Diminuant le nombre des directeurs de 4 à 3)

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de quatre à trois."

Certifié copie conforme du règlement N° B, décrété par les directeurs le 18e jour de mars 1952 et confirmé à l'unanimité par les actionnaires le 18e jour de mars 1952.

Le Secrétaire,
32454 HARRY MILLER.

STANCREST LIMITED

By-law No. B

(reducing the number of directors from 4 to 3)

"That the number of directors of the company be decreased from four to three".

Certified copy of By-law No. B, enacted by the directors on the 18th day of March, 1952, and unanimously confirmed by the shareholders on the 18th day of March, 1952.

HARRY MILLER,
32454-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "The Aldred Building Service Employees' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 avril 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 3435, rue Evelyn, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32455 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "The Aldred Building Service Employees' Association" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 17, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 3435 Evelyn Street, Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
32455-o Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 17 avril 1952, les règlements de "The Sept Iles Yacht Club", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 23 avril 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 avril 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32456 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of the "Sept Isles Yacht Club", as adopted at the general special meeting held on April 23, 1951, has been approved by the Honourable the Provincial Secretary, on April 17, 1952, and the same, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 18, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32456 Under Secretary of the Province.

THE GLADE CORPORATION

Règlement spécial "A"

Un règlement concernant la distribution de l'actif de la compagnie et l'abandon de sa charte.

Sommaire

La compagnie cessera d'exercer son commerce le 31 décembre 1951; à la suite de cette discontinuation, l'actif de la compagnie sera distribué entre les actionnaires et une demande sera faite afin d'obtenir l'abandon de la charte de la compagnie.

Montréal, 22 avril 1952.

[Sceau] Le Secrétaire,
32458 RALPH C. TEES.

AVIS PUBLIC
R-2

Avis est par la présente donné qu'à son assemblée régulière du 9 avril 1952, le Conseil de la ville de Roxboro a adopté une résolution décidant en principe de changer la date des élections et que dans un délai de 30 jours à compter de la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, la Ville de Roxboro s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en son Conseil pour fixer au premier jour juridique de juillet la date des élections municipales.

Daté à Montréal, ce 21ième jour d'avril 1952.

Copie conforme.

Le Secrétaire-trésorier.
32466-17-4-o JEAN FILION.

THE GLADE CONSTRUCTION

Special By-law "A"

Being a By-law respecting the distribution of the assets of the company and the surrender of its charter.

Summary

The company shall cease to carry on business as at December 31, 1951; following such discontinuance the assets of the company shall be distributed amonst the shareholders and application made for the surrender of the charter of the company.

Montreal, April 22, 1952.

[Seal] RALPH C. TEES,
32458-o Secretary.

PUBLIC NOTICE
R-3

Notice is hereby given that at its regular meeting of April the 9th, 1952, the Council of the Town of Roxboro has adopted a resolution deciding to change the date of the Municipal elections and that at the expiration of 30 days of the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, the Town of Roxboro will petition the Honorable Lieutenant Governor in Council to fix the date of the Municipal elections on the 1st judical day of July.

Dated in Montreal, this 21st, day of April 1952.

True copy.

JEAN FILLION,
32466-17-4-o Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

Avis est donné par les présents que "Dominion Sales Corporation Ltd.", demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixé.

DOMINION SALES CORPORATION LTD.,
Par le Secrétaire,
R. HODGE.

Les procureur de Dominion Sales Corporation Ltd
Louis & Berger. 32431-o

AVIS

BERRY INDUSTRIES LIMITED

Avis est donné que la compagnie Berry Industries Limited, constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1952.

Le Secrétaire,
32432 K. HUGHES.

AVIS

INTREPID TIME RECORDERS LIMITED (1940)

Avis est donné que la compagnie Intrepid Time Recorders Limited (1940), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Mont-

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Dominion Sales Corporation Ltd.", will apply for leave to surrender its Charter at a date to be fixed.

DOMINION SALES CORPORATION LTD.,
Per: R. HODGE,
Secretary.

Louis & Berger, Attorneys for
Dominion Sales Corporation Ltd. 32431-o

NOTICE

BERRY INDUSTRIES LIMITED

Notice is hereby given that Berry Industries Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of April 1952.

K. HUGHES,
32432-o Secretary.

NOTICE

INTREPID TIME RECORDERS LIMITED (1940)

Notice is hereby given that Intrepid time Recorders Limited (1940), a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office on the City of Montreal, will apply

réal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1952.

Le Secrécaire,
32433 C. FRED BERRY.

BALMORAL LIQUORS LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "Balmoral Liquors Limitée", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 16 avril 1952.

Les Procureurs de
"BALMORAL LIQUORS LIMITÉE,
32439-o MEUNIER & HÉBERT.

LAURENTIAN RESORTS LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Laurentian Resorts Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 16 avril 1952.

Les Procureurs de
LAURENTIAN RESORTS LIMITED,
32440-o MEUNIER & HÉBERT.

AVIS LÉGAL

Conformément à la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276 et amendements), la compagnie "Lann Specialties Ltd.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1952.

Le Secrétaire,
32441 A. J. ISAIF.

AVIS LEGAL

Selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec "City Parcel Delivery Inc." par les présentes donne avis qu'elle demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa Charte à compter de la date qu'il déterminera.

Montreal, mars 31, 1952.

Le Procureur de la Compagnie,
32467-o LAZ. L. LINKOFF.

NOTRE-DAME SECURITIES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Notre Dame Securities Ltd", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charge en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'avril 1952.

Le Secrétaire,
32468 H. DENIGER.

to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of April 1952.

C. FRED BERRY,
32433-o Secretary.

BALMORAL LIQUORS LIMITED

Notice is hereby given that "Balmoral Liquors Limited", incorporated by letters patent of the province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, April 16, 1952.

MEUNIER & HÉBERT,
Attorneys for
BALMORAL LIQUORS LIMITED.
32439-o

LAURENTIAN RESORTS LIMITED

Notice is hereby given that "Laurentian Resorts Limited", incorporated by letters patent of the province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, April 16, 1952.

MEUNIER & HÉBERT,
Attorneys for
32440-o LAURENTIAN RESORTS LIMITED.

LEGAL NOTICE

Under the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276 and amendments), "Lann Specialties Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the charter of the company.

Dated at Montreal, this 17th of April, 1952.

A. J. ISAIF,
32441-o Secretary.

LEGAL NOTICE

In accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, "City Parcel Delivery Inc." hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from and after such date as he may determine.

Montreal, March 31, 1952.

LAZ. L. LINKOFF.
324670 Solicitor for the Company.

NOTRE DAME SECURITIES LTD

Notice is hereby given that the "Notre Dame Securities Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Compagnies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of April, 1952.

H. DENIGER.
32468-o Secretary.

Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276,

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability

article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Artrust Holding Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 septembre. 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 avril 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gorn's Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 novembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 avril 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Crackle Gold Mines Limited"(No Personal Liability)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 septembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 avril 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie Industrielle de Mistassibi, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 septembre 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 avril 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie " La Corporation d'Aqueduc C.F.L. P.R.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 mai 1935.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Artrust Holding Corporation" incorporated by letters patent dated September 15, 1931.

Notice is also hereby given that from and after April 15, 1952, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, April 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Gorn's Limited" incorporated by letters patent dated November 27, 1950.

Notice is also hereby given that from and after April 15, 1952. the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, April 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Crackle Gold Mines Limited" (No Personal liability) incorporated by letters patent dated September 12, 1945.

Notice is also hereby given that from and after April 15, 1952 the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this April 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie Industrielle de Mistassibi, Limitée" incorporated by letters patent dated September 26, 1927.

Notice is also hereby given that from and after April 15, 1952. the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, April 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Corporation d'Aqueduc C.F.L.P.R." incorporated by letters patent dated May 18, 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mai 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Notice is also hereby given that from and after May 1st, 1952, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, May 2, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Ferme Laviolette Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 décembre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 avril 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Ferme Laviolette Limitée" incorporated by letters patent dated December 29, 1938.

Notice is also hereby given that from and after April 15, 1952. the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, April 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lutom Manufacturing Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 avril 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 avril 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 16 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lutom Manufacturing Corporation" incorporated by letters patent dated April 23, 1945.

Notice is also hereby given that from and after April 15, 1952. the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, April 16, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rialto Investment & Realties Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 1er mai 1952 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 mai 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rialto Investment & Realties Limited" incorporated by letters patent dated November 30, 1945.

Notice is also hereby given that from and after May 1st, 1952, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, May 2, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

No. 398-52.

Québec, le 9 avril, 1952.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean, en celui de "Cité de Saint-Jean".

Le Surintendant de l'Instruction publique.
32397-16-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 398-52

Quebec, April 9, 1952.

Application is made to change the name of the school municipality of the town of St-John's, in the County of St-John's, into that of "City of St-John's".

O. J. DESAULNIERS.
32397-16-2 Superintendent of Education.

N° 540-50.

Québec, le 21 avril 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Théophile, dans le comté de Beauce et de former en municipalité scolaire distincte sous le nom de Metgermette, même comté, le territoire suivant savoir:

1. Tout le canton de Metgermette-Sud;

2. Tout le rang du chemin de Kennebec, canton de Marlow;

3. Toute cette partie du canton de Linière, borné au sud-est par la limite entre la Province de Québec et l'État du Maine, U.S.A., au nord-est par le canton de Metgermette-Sud, au sud-ouest par les cantons de Jersey et de Marlow et enfin au nord-ouest par la ligne tel que tracée comme suit: en partant de la rivière du Loup, au sud-ouest du canton de Linière, cette ligne suit d'abord la ligne séparative entre les lots 77 et 78 du rang 1, du canton de Linière, à compter d'Aubin de l'Isle jusqu'à la continuation ou aux abouts, de là elle suit ensuite la ligne séparative entre les abouts 77 et 78 de la continuation du rang 1 du canton de Linière, à compter d'Aubin de l'Isle jusqu'au rang 2 section B, canton de Linière, de là elle suit la ligne séparative entre le rang 2 section B Linière et les abouts de la continuation du rang 1, Linière à compter d'Aubin de l'Isle jusqu'à la ligne séparative entre les lots 65 et 66 du rang 2 section B, canton de Linière, de là elle suit cette dernière ligne séparative jusqu'au rang 3 section B Linière ensuite elle suit le côté nord-ouest des lots 35 rang 3 section B, canton de Linière et 35 rang 4, section B, canton de Linière jusqu'au canton de Metgermette-Sud.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32447-17-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 540-50.

Quebec, April 21, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Théophile, in the county of Beauce and to form into a separate school municipality, under the name of Metgermette, same county, the following territory, to wit:

1. All the township of Metgermette-South;

2. All the Range of Kennebec Road, township of Marlow;

3. All that part of the Township of Linière, bounded on the southeast by the limit between the Province of Quebec and the State of Maine, U.S.A., on the northeast, by the Township of Metgermette-South, on the southwest by the townships of Jersey and Marlow and finally, on the northwest, by the line traced as follows, starting from the Rivière du Loup, on the southwest of the township of Linière, this line first follows the division line between lots 77 and 78 of Range 1, of the township of Linière, beginning from d'Aubin de l'Isle, up to the continuation or abutments, thence, the line follows the division line between abutments 77 and 78 of the continuation of Range 1 of the township of Linière, starting from d'Aubin de l'Isle up to Range 2, section B, Township of Linière, thence, this line follows the division line between Range 2, section B Linière and the abutments of the continuation of Range 1, Linière, starting from d'Aubin de l'Isle up to the division line between lots 65 and 66 of Range 2, section B, Township of Linière, thence, the said line follows the last division line up to Range 3, section B Linière; then, the said line follows the northwest side of lots 35, Range 3, and 35, range 4, section B, Township of Linière, section B, Township of Linière, up to the Township of Metgermette-South.

O. J. DESAULNIERS,
32447-17-2 Superintedent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Assemetquagan Division d'enregistrement de Matapédia.

Avis est par la présente donné que les lots 1 à 50 du Rang Assemetquagan, 34 à 40 du Rang Ouest du Chemin Kempt et les lots 33 à 49 du Rang Est du Chemin Kempt sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 avril 1952.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
32425-o Sous-ministre.

AVIS

Cadastre officiel de la Paroisse de Chicoutimi (Maintenant partie du village de Rivière du Moulin) division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 19A-99 à 19A-104, 20A-28 à 20A-30, 20A-40 à 20A-42, 20A-75 à 20A-83, 20A-154 à 20A-156 du Rang II N.-E., C.S., sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 avril 1952.

Département des Treres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
32425-o Sous-ministre.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Assemetquagan registration division of Matapédia.

Notice is hereby given that lots 1 to 50 of Range Assemetquagan, 34 to 40 of Range West of Chemin Kempt and lots 33 to 49 of Range East of Chemin Kempt, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 10th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32425-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Chicoutimi (now part of the village of Rivière du Moulin) registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 19A-99 to 19A-104, 20A-28 to 20A-30, 20A-40 to 20A-42, 20A-75 to 20A-83, 20A-154 to 20A-156 of Range II N.-E., C.S. are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 5th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32425-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du canton de La Verendrye division d'enregistrement de Matapédia.

Avis est par la présente donné que les lots 3 à 12 des Rangs II et III, 14 à 23 du Rang VII sont annulés en vertu de l'article 2174 A du Code civil.

Québec, le 10 avril 1952.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
32425-o Sous-Ministre.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Nemtaye division d'enregistrement de Matapédia.

Avis est par la présente donné que les lots 71, 72, 73, 74, 75 et 76 du Rang I et les lots 71, 72 et 73 du Rang II sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 avril 1952.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.
AVILA BÉDARD,
32245-o Sous-Ministre.

AVIS

Cadastre official de la paroisse de St-Joseph-de-Chambly (terrain situé dans la municipalité de Chambly) division d'enregistrement de Chambly).

Avis est par la présente donné que les lots 315-22 à 315-74, 315-112A, 315-91 à 315-141, 315-158 à 315-206, 315-213 à 315-225, 315-229 à 315-236, 315-240 à 315-297, 315-300 à 315-1758, partie des lots 315-11 à 315-16, 315-19 à 315-21, 315-75, 315-84, à 315-90, 315-142, 315-151 à 315-157 sont annulés en vertu de l'article 2174 A du Code civil.

Québec, le 17 avril 1952.
Départment des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
32425-o Sous-Ministre.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Recollet (maintenant partie de la ville de Montréal-Nord) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 67 est annulé et les lots 66, 70, 71 et 72 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 avril 1952.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
32425-o Sous-Ministre.

NOTICE

Official cadastre of the township of La Verendrye registration division of Matapédia.

Notice is hereby given that lots 3 to 12 of Ranges II and III, 14 to 23 of Range VII are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 10th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32425-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the township of Nemtaye registration division of Matapédia.

Notice is hereby given that lots 71 ,72, 73, 74, 75 and 76 of Range I and lots 71, 72, and 73 of Range II are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 10th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32425-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Joseph-de-Chambly(situated in the municipality of Chambly) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 315-22 to 315-74, 315-112A, 315-91 to 315-141, 315-158 to 315-206, 315-213 to 315-225, 315-229 to 315-236, 315-240 to 315-297, 315-300 to 315-1758, part of lots 315-11 to 315-16, 315-19 to 315-21, 315-75, 315-84 to 315-90, 315-142, 315-151 to 315-157 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 17th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32425-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Sault-au-Recollet (now part of the town of Montreal-Nord) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 67 is cancelled and lots 66, 70, 71 and 72 are corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April, the 16th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32425-o Deputy Minister.

Action en séparation de biens

Prenez avis que Dame Aurore Grenier, épouse d'Eugène A. Dupuis, de Sherbrooke, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sherbrooke, 21 avril 1952.
Les Procureurs de la demanderesse,
32449-o TURMEL & BEAUDRY.

Action for separation as to property

Take notice that Dame Aurore Grenier, wife of Eugène A. Dupuis, of Sherbrooke, has entered agairst her husband an action for separation as to property.

Sherbrooke, April 21, 1952.
TURMEL & BEAUDRY,
32449 Attorneys for the plaintiff.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 412 du 17 avril 1952, section "E", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts, refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1952 au 1er mai 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2347 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. *Mode de perception*

Les cotisations son payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses copérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1952 et 31 mars 1953.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 412, of April 17, 1952, part "E", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1952 to May 1, 1953; such levy is applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 2347 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid ot their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. *Mode of collection*

The assessments are payable, every month between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, in assessments.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating, on forms supplies by the said Committee, the name in full and address of all his employees, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees.

All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement, Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of his financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1952 and March 31, 1953.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale

de l'Alimentation en Gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1952 et le 1er mai 1953.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1952 et le 1er mai 1953.

Recette:	
Cotisation (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	$9,000.00
Salariés	9,000.00
	$18,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Inspecteurs	$6,400.00
Secrétariat	5,200.00
Ameublement	200.00
Frais de représentation	520.00
Papeterie	450.00
Loyer	600.00
Timbres, téléphone	150.00
Assurance-fidéjussion	5.00
Frais d'inspection	1,000.00
Frais de vérification	100.00
Frais légaux	1,000.00
Jetons de présence et frais de déplacement	1,250.00
Bureau des examineteurs	500.00
Divers	225.00
Surplus réserve	400.00
	$18,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 avril 1952. 32424-o

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1952, to May 1, 1953.

Receipts:	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	$ 9,000.00
Employees	9,000.00
	$18,000.00
Expenses:	
Salaries:	
Inspectors	$ 6,400.00
Secretary's office	5,200.00
Furniture	200.00
Representation fees	520.00
Stationery	450.00
Rent	600.00
Postage and telephone	150.00
Fidelity-bond	5.00
Expenses re: Inspection	1,000.00
Expenses re: Audition	100.00
Legal fees	1,000.00
Meeting and travelling expenses	1,250.00
Board of Examiners	500.00
Miscellaneous	225.00
Surplus	400.00
	$18,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1952. 32424-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, établi en exécution du décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 412 du 17 avril 1952 (section "A"), le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1952 au 30 avril 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés des métiers visés par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon dans leur propres métier.

c) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, formed under decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 412 of April 17, 1952, (section "A"), pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments,) to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the 1st of May 1952, to the 30th of April 1953 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen of their own trade.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equi-

à ½ de 1% de leur salaire fixe, pourcentage et boni.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met des formules de rapport à la disposition des employeurs professionnels. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé et adressé au Comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois. Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction pour les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville, pour la période comprise entre le 1er mai 1952 et le 30 avril 1953.

BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE SAINT-HYACINTHE, BAGOT ET ROUVILLE
du 1er mai 1952 au 30 avril 1953.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$4,650.00
Salariés	4,650.00
Artisans	650.00
Certificats de qualification	350.00
Divers	250.00
	$10,550.00
Déboursés:	
Salaires et frais d'inspections	$7,550.00
Loyer	425.00
Tones, électricité, téléphone, poste	175.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau	100.00
Bureau des examinateurs	320.00
Frais judiciaires et professionnels	40.00
Vérification des livres	30.00
Jetons de présence et frais de déplacement	1,210.00
Divers et imprévus	700.00
	$10,550.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 avril 1952. 32424-o

valent of ½ of 1% of their regular wages, percentages and bonus.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate he collection of these levies, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms. The professinoal employer shall have these report forms filled in and sent to the parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity a committee and forward same tohe said Committee together with his own levies.

The report of every professionnal employer, together with the levies, must be signed and sent to the Parity Committee on or before the 5th day of each month. The Parity Committee has the right to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financiel operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties for the period comprised between May 1st, 1952, and April 30th, 1953 in annexed thereto.

BUDGET OF THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE BAGOT AND ROUVILLE COUNTIES
from May 1st, 1952, to April 30th, 1953

Probable receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$4,650.00
Employees	4,650.00
Artisans	650.00
Certificates of competency	350.00
Miscellaneous	250.00
	$10,550.00
Probable expenses:	
Salaries and inspection expenses	$7,550.00
Rent	425.00
Taxes, telephone, electricity, and postage	175.00
Printed matters, stationary, office equipment	100.00
Board of examiners	320.00
Judicial and professional fees	40.00
Auditing	30.00
Attendance fees and travelling expenses	1,210.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	700.00
	$10,550.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1952. 32424-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 412 du 17 avril 1952, section "B" le tout, d'accord avec les dispostions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1952 au 1er mai 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salariés, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la dispostion des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées par lui chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient dûment remplis, signés et transmis au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au Comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant; conséquemment, le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 juin et ainsi de suite, de mois en mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1952 et le 1er mai 1953.

COMITE CONJOINT DU COMMERCE DES TAVERNIERS DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1952 et le 1er mai 1953.

NOTICE OF LEVY

The honourable Antonio Barrette, Minister of labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec, formed under decree number 695 of May 7, 1938 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 412, of April 17, 1952, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1st, 1952 to May 1st 1953; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 695 of May 7, 1938, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses and allocutions.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name in full and address of every employee in their employ, his qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

The professionnal employer shall see that these forms be filed in, signed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send them to the said Committee every month, together with his own assessments

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so forth, from month to month.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quartely report covering its financial activites on the following dates: March 31, June 30, September 30, December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the period between May 1st, 1952 and May 1st 1953.

PARITY COMMITTEE OF THE TAVERN KEEPERS OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the period between May 1st, 1952 and May 1st 1953.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,600.00
Salariés	1,600.00
	$3,200.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	1,560.00
Sténographe	260.00
Inspecteur	1,040.00
Vérification des livres	40.00
Administration (loyer du bureau, télephone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, etc...	300.00
	$3,200.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 avril 1952. 32424-o

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,600.00
Employees	1,600.00
	1,200.00

Disbursements:

Salary Secretary	1,560.00
Stenographer	260.00
Inspector	1,040.00
Audition	40.00
Administration (rent of office telephone, travelling, expenses, furniture, stationery, etc.)	300.00
	3,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec April 26, 1952. 32424-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Chambre de Construction inc., Section de la fabrication en métal en feuilles,

Et, D'AUTRE PART:
The Sheet Metal Workers International Association, Local 116, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Pour les fins d'application de la convention les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "*sous-contremaître*" désigne un salarié nommé par son employeur à cette position et dont les fonctions sont d'aider le contremaître dans l'exécution de son travail régulier.

b) Le terme "*chef d'équipe*" désigne un mécanicien chargé de l'exécution d'un travail et qui a un groupe de salariés travaillant sous sa juridiction.

c) Le terme "*mécanicien en métal en feuille*" désigne tout salarié qualifié qui peut lire les plans et exécuter d'après les dessins, toute opération relative à la fabrication du métal en feuille et des métaux similaires, sans aide ou surveillance.

d) *Soudeurs:* 1° Le terme "soudeur classe A", désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

Note: Un soudeur qualifié en vertu de l'article 25 des règlements en exécution de la loi des Appareils sous pression et approuvés par le Unfired Pressure Vessel Code, édition 1943, doit être considéré comme un soudeur de la classe "A";

2° Le terme "*soudeur classe B*", désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique du métal en

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The Builders' Exchange Inc., Sheet Metal Fabricating Section,

And, ON THE OTHRE PART:
The Sheet Metal Workers International Association, Local 116,
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:*
For the purpose of the present agreement, the following words have the meaning hereinafter given to them:

a) *Assistant Foreman* shall be an employee appointed by his employer to such position and his functions shall be to assist the Foreman in the execution of his regular duties.

b) *A charge hand* shall be a mechanic in charge of the fabrication of a job and who has a group of men working under his direction.

c) *A sheet metal mechanic* shall be an employee skilled in his trade, competent to work from drawings and carry out the fabrication of sheet metal and allied materials without direction from others.

d) *Welders:* 1. *A Class "A" welder* is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly from drawings and specifications and able to carry out operations in his trade without direction from others.

Note: A welder qualified under article 25 of the regulations for the carrying out of the Pressure Vessels Act and as approvee under the "Unfired Pressure Vessels Code, 1943 Edition", shall be classified as a Class "A" Welder.

2. *A Class "B" welder* is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials

feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter, d'après les plans et devis, les opérations de son métier, selon les instructions qu'il reçoit.

3° Le terme "*soudeur classe "C"* désigne tout salarié possédant une certaine connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu'il reçoit.

4° Le terme "*soudeur en série*" désigne tout salarié affecté à un travail de routine en soudure dont le taux de salaire est automatiquement majoré de la façon indiquée à l'article VII.

e) Machiniste: 1° Le terme "*machiniste-mécanicien*" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

2° Le mot "*machiniste*" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier, sous surveillance.

f) Le mot "*outilleur*" désigne tout salarié spécialisé dans la fabrication des poinçons, guides et outils. L'outilleur doit être capable de produire ces articles d'après les dessins ou esquisses en employant l'outillage régulier de l'atelier, sans aide ou surveillance.

g) Le terme "*compagnon peintre*" désigne tout salarié qui a toute l'expérience voulue pour peinturer les métaux et autres matériaux de même nature, soit au pinceau, au pistolet ou par immersion et pour faire le nettoyage et la cuisson nécessaire. Il doit pouvoir préparer les couleurs et mélanger sa propre peinture et avoir été engagé spécifiquement comme peintre.

h) Le terme "*peintre au pistolet*" désigne tout salarié travaillant durant au moins 70% de son temps à peinturer au pistolet et qui peut mélanger la peinture utilisée pour cette opération et prendre soin du pistolet.

i) Le mot "*forgeron*" désigne tout salarié capable d'exécuter le travail appartenant au métier de forgeron.

j) Les mots "*préposé aux machines*" désignent tout salarié capable de monter et d'ajuster sa machine pour les opérations ordinaires à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente. Les préposés à la cisaille mécanique, à la plieuse et découpeuse mécanique ou à la machine à rouler (roll forming)—à l'exception de la machine à ourler (lock former) Pittsburg — sont considérés comme préposés aux machines.

k) Les mots "*assembleur*" et "*ouvrier spécialisé*" désignent tout salariés qui peuvent exécuter toute opération d'après les instructions, lire les détails apparaissant sur les plans et exécuter des travaux requérant moins de compétence que ceux qu'exécutent les ouvriers qualifiés.

l) Le terme "*ouvrier de la production*" désigne tout salarié qui, ayant reçu l'entraînement nécessaire, exécute du travail ayant trait à la fabrication en série, lequel requiert moins d'expérience que celui des assembleurs et ouvriers spécialisés; tel salarié n'est pas requis de lire les détails sur les plans.

Par "fabrication en série", on entend une fabrication qui nécessite la répétition des mêmes opérations plusieurs fois durant la même journée.

m) Le terme "*chef de groupe*" désigne tout salarié qui n'est pas un mécanicien et qui est chargé de la direction d'un groupe d'hommes en vue de l'exécution d'instructions déterminées tombant sous le coup de sa propre classification ou d'une classification inférieure.

and competent to work directly from detailed drawings and able to carry out operations in his trade with direction from others.

3. *A Class "C" welder* is an employee with knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to carry out operations in his trade under supervision.

4. "*Production welder*" is a workman employed on routine welding operations and whose rate shall be increased automatically as indicated in section VII.

e) Machinist: 1. A "*Machinist Mechanic*" shall be an employee with full knowledge of machine shop practive and competent to work directly from drawings and specifications and to carry out any operations in his craft without direction from others.

2. A "*Machinist*" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice and competent to work directly from drawings and specifications and to carry out any operations in his craft with direction from others.

f) A "*Toolmaker*" shall be an employee engaged in the fabrication of dies, jigs and tools. He shall be capable of producing these from working drawing or sketches, using standard tool room equipment without direction from others.

g) "*Journeyman Painter*" shall be an employee is thoroughly experienced in painting metal and allied materials by brush, spray and dipping methods, and in the cleaning and baking procedure necessary. He shall be competent to blend colors and mix his own paint, and shall have been employed specifically as a painter.

h) "*Spray Painter*" shall be an employee engaged a minimum of 70% of his time in spray painting and capable of mixing the paint to be used in said operation and of taking care of the spray gun.

i) "*Blacksmith*" shall be an employee capable of doing the usual work appertaining to the trade of blacksmith.

j) A "*Machine Operator*" shall be an employee competent to set up and adjust his machine for ordinary operations to be performed and to operate his machine in a skillful manner. Workmen who operate a power shear, power brake or brake or roll forming machine (with the exception of Pittsburg Lock Former) shall be classified as Machine Operators.

k) "*Assemblers and Specialists*" shall be employees competent to carry out operations according to instructions and shall be able to read detailed drawings and engage in work requiring less skill than a journeyman.

l) "*Production Workers*" shall be employees occupied under supervision in repetitive work that requires less skill than the qualifications of assemblers and specialists; they shall not be required to read detailed drawings.

The words "repetitive work" shall mean repeated operations several times a day.

m) "*Leading hand*" shall be an employee who is not a mechanic and who is handling a group of men to carry out specific instructions within the scope of his own or a lesser classification.

n) *Aides:* Les aides sont des salariés qui assistent et qui aident les ouvriers qualifiés appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production.

o) *Apprentis:* Les apprentis sont des garçons ou jeunes gens de 16 à 21 ans; ils reçoivent un carnet d'apprentissage du Comité paritaire. Ce carnet doit être dûment rempli par les employeurs avec mention des périodes de travail dans le métier.

p) *Garçons:* Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement peuvent être affectés à un travail de routine, aux taux établis pour les apprentis dans le paragraphe "*i*" de l'article VII, jusqu'à ce qu'ils atteignent le taux régulier des aides. Par travail de routine, on entend le travail des messagers, des commissionnaires ou autre occupation de semblable nature.

Si un garçon est placé dans une autre classification, il doit être rémunéré en conséquence.

Les garçons autres que ceux affectés à un travail de routine ne peuvent, toutefois, dépasser en nombre le cinquantième des salariés de l'établissement.

q) *Divers:* Les salariés employés régulièrement comme expéditeurs, hommes d'entrepôts ou magasiniers doivent recevoir $0.05 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Le salarié en charge de ces départements doit recevoir $0.15 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Toutefois, les salariés employés temporairement à ces fonctions continuent de recevoir leurs taux réguliers de salaire.

r) Le terme "*polisseur classe A*", désigne un salarié qui polit les métaux et alliages de formes variées sans en altérer la forme et les contours; prépare les colles et autres bases adhérentes choisit les différents abrasifs; forme et ajuste les meules en vue d'obtenir un rendement uniforme.

II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de la présente convention comprend l'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III. *Juridiction industrielle et professionnelle.* *a*) La présente convention s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille. Les produits de métal en feuille comprennant tout matériel usiné ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à .1875 de pouce. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage.

b) La présent convention ne s'applique pas aux établissements industriels ou aux salariés de ces établissements déjà régis par une convention collective de travail rendue obligatoire par décret en vertu de la Loi de la convention collective; il ne s'applique pas non plus à la construction de navire, d'avions ou à la fabrication des produits suivants: cannettes en métal et ustensiles; poêles et fournaises fabriqués par des fonderies; chaufferettes et radiateurs électriques; réfrigérateurs et humidificateurs électriques; lampes, appareils et accessoires électriques.

IV. *Durée du travail: a*) La semaine régulière de travail est de quarante-deux (42½) heures et demie. La durée journalière ne doit pas excéder huit heures et demie (8½), sans détermination des heures de commencement et de cessation du travail.

b) *Déductions pour retard: 1° Horloge de présence à la minute:* Une déduction de quinze (15) minutes est imposée pour tout retard excédant trois minutes par quart d'heure sur les horloges qui enregistrent les minutes, i.e. pour les retards

n) "*Helpers*" shall be employees occupied to help and give useful assistance to a more experienced workman classified above the classification of production workers.

o) "*Apprentices*" shall be boys or young men between the ages of sixteen and twenty-one and they shall receive an apprenticeship book from the Joint Committee. Said book shall be properly filed by employers, crediting time worked at trade.

p) "*Boys*": Boys between the ages of 16 and 18 inclusively may be employed for routine operations at the rates set for apprentices in section VII-*i* until such time as they acquire the standard rate for helpers. Routine operations shall comprise such work as messengers, stock-chasers and the like. If a boy be placed in any other classification, he shall be paid accordingly.

Boys other than those employed on routine operations may, however, be employed at a ratio not greater than one to every 50 employees in the plant.

q) *Miscellaneous:* Workmen regularly employed as shippers, warehousemen or stock-keepers shall be paid 0.5 per hour in excess of the helpers' minimum rate. The employee in charge of these departments shall be paid $0.15 per hour in excess of the helpers' minimum rate. However, workmen temporarily employed as above shall retain their regular rates of pay.

r) "*Class "A" Buffer and Polisher*" shall be a workman who polishes and buffs metal and alloys of usual and unusual design and shape, maintains contours and shape within reasonable dimensions, prepares glue or other grain lock, selects various abrasives, heads and balances polishing and abrasive wheels for uniformity of production.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present agreement shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III. *Industrial and professional jurisdiction:* *a*) This agreement shall apply to all establishments engaged in the manufacture or fabrication of sheet metal products which include all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal of a tickness ranging from .0043 of an inch to .1875 of an inch. Sheet metal shall be considered as meaning steel an iron as well as non-ferrous metals and alloys.

b) The agreement shall not apply industrial establishments and their employees already regulated by a collective labour agreement rendered legal and obligatory by decree issued under the authority of the Collective Agreement Act, nor does it apply to the construction of ships, aircraft or to the manufacture and fabrication of the following products: cans and utensils; stoves and furnaces manufactured by foundries electric radiators and heaters; domestic refrigerators and humidifiers; electric lamps, fixtures and acessories.

IV. *Standard working hours:* The standard working week is one of fourty-two and a half (42½) hours. The standard working day consits of eight and a half (8½) hours. There shall, however, be no specified hours of starting and finishing.

b) *Deductions:* 1. *Clocks punching minutes:* Late starting shall be penalized to the amount of fifteen (15) minutes for lateness clocks which punch in minutes, i.e. for lateness from four (4) to eighteen (18) minutes, the penalty will be

de quatre (4) à dix-huit (18) minutes, la déduction est de-quinze (15) minutes; pour les retards de dix-neufs (19) à trente-trois (33) minutes, la déduction est d'une demi-heure et ainsi de suite.

2° *Horloge de présence au dixième d'heure:* Dans les établissements où ces horloges sont en usage les salariés doivent poinçonner leur temps dans les six minutes qui précèdent l'heure fixée pour le commencement du travail et dans les six (6) minutes qui suivent la cessation du travail. La déduction imposée pour les retards en regard de ce système est la suivante: quinze (15) minutes pour les retards d'un (1) ou deux(2) points (6-12) minutes) et une demi-heure pour les retards de trois (3) quatre (4) et cinq (5) points (18-24-30 minutes).

V. *Travail supplémentaire: a*) Tout travail exécuté en plus de huit heures et demie (8½) par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

c) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la fête de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'actions de Grâces, le jour de Noël, ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'une des fêtes ci-haut mentionées.

Toutefois, à la discrétion des employeurs et des salariés de tout établissement agissant par l'intermédiaire de l'association les représentant, il est permis de substituer à une fête statutaire mentionnée dans le décret une autre journée mutuellement acceptée; dans ce cas, le taux de salaire régulier est payable le jour de congé staturaire mais le taux de salaire double doit être payé le jour convenu.

VI. *Congés payés:* Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, le Jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâces et Noël ,sont des congés payés aux taux réguliers aux conditions suivantes:

a) i. Lorsqu'un desdits jours de fête tombe un dimanche, le lundi suivant doit être observé comme un jour de congé payé.

ii. Lorsqu'un des jours de congé tombe le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi ou le vendredi, la rémunération est celle d'une journée de travail au taux régulier de salaire.

b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours.

c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut de plus, que les salariés ne soient pas absent le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, exception faite, cependant des absences causées par 1° un décès dans la famille même du salarié; 2° la maladie; 3° une permission écrite de l'employeur; et 4° la participation à un jury.

d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chômé.

"VII. *Salaires:* Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées. Aucune des dispositions du décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classifications:	*Taux horaires minima*
a) Compagnons:	
Mécanicien en métal en feuille	$1.57
Sous-contremaître	1.71

fifteen (15) minutes; from nineteen (19) to thirty-three (33) minutes, the penalty will be one half hour, etc.

2. *Clocks punching tenths of hours:* On time clocks which punch in tenths of an hour, an employees time must be punched one (1) point (within six minutes) before starting time and one point (six minutes) after quitting time. Lateness on cards punched on these clocks shall be penalized as follows: employees late one (1) or two (2) tenths of an hour (6 to 12 minutes) shall be penalized fifteen (15) minutes; there (3), four (4) and five (5) tenths (18-24-30 minutes) shall be penalized one half hour.

V. *Overtime: a*) All time worked over eight and a half (8½) hours in any one day and all time worked on Saturday is overtime.

b) Overtime shall be paid at the rate of time and one half of the regular hourly rates.

c) Double time shall be paid for all work on Sundays and the following Statutory Holidays: New Year's Day, Good Friday, May 24, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day Christmas Day or the day designated by Statute or Decree to be observed as one of the above holidays.

However, at the option of the employers and the employees in any establishments acting throught the second party, it shall be permissable to substitute for any Statutory Holiday herein specified another day mutually agreed upon, in which event regular rates shall be paid on the Statutory Holiday and double time on the substitute date.

VI. *Paid holidays:* New Year's Day, Good Friday, May 24, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates.

a) i. When a paid Holiday falls on Sunday, the succeeding Monday shall be declared a holiday with pay.

ii. Payment shall be made for one standard work day at current rates of pay, if such holiday falls on a Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday.

b) Employees must have been in the service of the employer at least 30 days to qualify.

c) Employees must not be absent on the work days immediately preceding and succeeding the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to: 1. death in the immediate family; 2. illness; 3. written permission from the employer and 4. Jury duty.

d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed.

"VII. *Wage rates:* The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in the agreement shall have the effect of reducing any employees' hourly rate now in force

Classifications:	*Minimum hourly rates*
a) Journeymen:	
Shett Metal Mechanic	$1.57
Assistant-foreman	1.71

Chef d'équipe	1.64	Charge hand	1.64
Soudeur classe "A"	1.64	Welder, Class "A"	1.64
Soudeur classe "B"	1.51	Welder, Class "B"	1.51
Soudeur classe "C"	1.38	Welder, Class "C"	1.38
Soudeurs en série:		Production Welders:	
Premier semestre	1.12	First six months	1.12
Deuxième semestre	1.18	Second six months	1.18
Troisième semestre	1.25	Third six months	1.25
Quatrième semestre	1.30	Fourth six months	1.30

Subséquemment, ils sont éligibles à la classe "C", à $1.38 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.

They then become eligible for Class "C", at $1.38 per hour, if they qualify.

Polisseur, classe "A"	1.45	Buffer and Polisher, Class "A"	1.45
Machiniste	1.38	Machinist	1.38
Mécanicien-machiniste	1.59	Machinist mechanic	1.59
Outilleur	1.64	Toolmaker	1.64
Peintre	1.49	Painter	1.49
Peintre au pistolet	1.31	Painter (Spray)	1.31
b) Forgeron	1.51	*b*) Blacksmith	1.51
c) Préposé au fonctionnement des machines	1.30	*c*) Machine operator	1.30
d) Assembleur et ouvrier spécialisé	1.38	*d*) Assembler and specialist	1.38
e) Ouvrier de la production	1.15	*e*) Production worker	1.15
f) Aide	1.10	*f*) Helper	1.10

g) *Chefs de groupe:* Les chefs de groupe doivent recevoir $0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

Les aides qui ont atteint le taux de $1.15 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

g) *Leading Hands:* Leading Hands shall receive $0.10 per hour more than the minimum determined in the agreement for their classification.

Helpers who have attained a wage of $1.15 an hour may be employed regularly as Production Workers if the employer can arrange accordingly.

h) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:

Première année: 50% du taux du mécanicien.

Deuxième année: 60% du taux du mécanicien.

Troisième année: 70% du taux du mécanicien.

Quatrième année: 85% du taux du mécanicien.

h) Apprentice sheet metal mechanics shall be paid on the following basis:

First year: 50% of the Sheet Metal Mechanics' rate;

Second year: 60% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Third year: 70% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Fourth year; 85% of the Sheet Metal Mechanic's rate.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à $0.75 l'heure et reçoivent une augmentation de $0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

i) Boys from 16 to 18 years of age shall start at $0.75 an hour with increase of $0.05 an hour every six months of continous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) Divers.

Conducteur de camion, magasinier, homme d'entrepôt, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises	$1.15

j) *Miscellaneous:*

	Hourly rates
Truck Driver, Stock and Store Keeper, Warehouseman, shipping and receiving	$1.15

k) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir $0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés."

k) Employees working on night shifts shall be paid five cents ($0.05) an hour in excess of the above rates.

VIII. *Taux pour équipes irrégulières:* Un boni de cinq cents ($0.05) l'heure doit être payé aux salariés des équipes irrégulières pourvu que la majeure partie du temps consacré à ces équipes tombe en dehors des heures régulières du travail quotidien de l'établissement ou de l'atelier visé.

VIII. *Irregular or "off" shift rate:* A premium of five cents ($0.05) an hour shall be paid to all workmen employed on any irregular or "off" shift provided that the major portion of the time so worked falls outside the regular daily hours of work of the factory or shop concerned.

IX. *Vacances payées: a*) Tous les salariés qui ont douze mois de service continu pour le même employeur au premier mai, ont droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% du salaire actuel du salarié lors des vacances; le calcul de la rémunération est basé sur le nombre d'heures régulières de travail (surtemps non compris) effectuées durant les douze mois précédents.

IX. *Vacation with pay: a*) All employees who have had twelve months continous service with the same employer as at May 1st, shall be entitle to one week's vacation with pay based on 2% of the employees actual wage rate at the time of vacation computed on the number of standard hours worked (excluding overtime) during the preceeding months.

b) Les salariés qui n'ont pas déjà reçu de rémunération de vacances et qui y ont droit parce qu'ils ont travaillé pendant douze mois continus pour le même employeur à la date du premier mai doivent, à la période de vacances, être rémunérés selon le nombre d'heures régulières effectuées de la date de l'embauchage original au trente avril au taux de salaire en vigueur à la date des vacances.

b) Employees who have not previously received holiday pay but who have qualified by having worked twelve months continously for the same employer, upon reaching May 1st, shall, at the holiday period, be paid for the number of standard hours worked from the date of their original employment to April 30th at the actual wage rate in effect at the time of vacation.

c) Tous les salariés qui ont cinq ans ou plus de service pour le même employeur au premier mai ont droit à deux semaines de vacances payées à raison de 4% des heures régulières effectuées durant les douze mois précédents, du premier mai au trente avril, au taux en vigueur à la date des vacances.

d) Tous les salariés qui quittent leur emploi avant de prendre leurs vacances annuelles doivent recevoir la rémunération de vacances à laquelle ils ont droit en vertu des présentes dispositions ainsi que celle qu'ils ont gagnée dans l'année courante à la suite de services qualifiés, calculée à compter du premier mai jusqu'à la date de cessation de l'emploi.

e) Les salariés qui quittent leur employeur avec plus de douze mois de service pour ce dernier et qui, jusqu'à cette date, n'ont reçu aucune rémunération de vacances ont droit à une rémunération de vacances égale à 2% des heures régulières de travail effectuées à compter de la date de l'embauchage original au taux du salaire en vigueur lors du départ.

f) Les salariés qui quittent leur employeur ou qui sont renvoyés avant d'avoir terminé une année de service ont droit à une rémunération pour vacances égale au salaire de 2% des heures régulières effectuées depuis l'embauchage original ou depuis la date des vacances précédentes, selon le cas.

g) L'employeur peut exiger que l'établissement soit fermé pour la période de vacances; il lui est loisible, également, d'échelonner les vacances de ses salariés en vue de maintenir un rendement continu. Dans ce dernier cas, il doit s'efforcer de plaire à ses salariés lorsqu'il s'agit de fixer la date de leurs vacances.

h) Les vacances doivent être prises entre le premier (1er) mai et le trente (30) septembre.

Toutefois, après entente entre l'employeur et le salarié, ce dernier peut prendre ses vacances après le trente (30) septembre.

X. *Apprentissage:* a) La période d'apprentissage est de quatre (4) années; il faut que l'apprenti termine son apprentissage pendant cette période.

b) Dans le calcul de cette période de quatre années, tout temps perdu par l'apprenti doit être compensé. A l'expiration de ladite période, si selon l'employeur, l'apprenti ne s'est pas qualifié mécanicien, il peut être requis de travailler une période additionnelle ne dépassant pas six (6) mois.

c) Il peut y avoir un apprenti tôlier par deux mécaniciens de métal en feuilles (tôliers) et la même proportion doit être observée dans le cas des machinistes et apprentis machinistes.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études dans les métiers du métal en feuille et au résultat de leurs examens.

XI. *Retenues:* Les retenues sur les salaires, sauf celles requises par la Loi, ne sont faites qu'à la suite d'une autorisation écrite du salarié.

XII. *Classement:* Le salarié est classifié par son employeur, lequel doit fournir à chaque salarié une carte de classement convenablement remplie et signée. On procédera à ce classement en tenant compte de la nature du travail tel que défini et classé dans la présente convention. Au cas de désaccord, le salarié a l'opportunité de prouver qu'il est compétent pour exécuter le travail de la catégorie pour laquelle il se croit qualifié.

c) All employees who have five years or more service with the same employer at May 1st shall be entitled to two weeks' vacation with pay based on 4% of the standard hours worked during the preceeding twelve months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at the time of vacation.

d) All employees who leave prior to their vacation for the year, shall receive the vacation pay to which they are entitled under this plan, plus vacation pay which has been earned during current year by qualified service, calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the employer.

e) Employees with more than twelve months service with the same employer who, until that time, have received no vacation pay and who leave the employ of the employer shall be entitled to vacation pay based on 2% of their standard hours worked, computed from the date of their original employment at the actual wage rate at time of leaving.

f) Employees who leave or are dismissed before they have completed a year of service, shall be entitled to vacation pay on the basis of 2% of their standard hours worked , computed from the date of their original employment or from the date of their previous vacation, as the case may be.

g) The employer may require the plant to be closed for the purpose of providing a vacation period or, at his option, may stagger vacation periods of employees so that continuous production may be maintained. In the latter case, the employer shall make every reasonable effort to meet with the wishes of employees in allocating vacation periods.

h) Vacation shall be taken between May 1st and September 30th.

However, subject to mutual agreement between the employees and employer, an employee may take his vacation after September 30th.

X. *Apprenticeship:* a) The term of indenture shall be four (4) years during which period the apprentice should successively complete his apprenticeship.

b) In calculating the four (4) year period, any time lost by the apprentice must be made up. At the end of the four year period, if, in the opinion of the employer, the apprentice has not become a qualified mechanic, he may be required to serve additional time not exceeding six (6) months.

c) There may be one sheet metal apprentice to every two sheet metal mechanics and the same ratio shall apply to apprentice-machinists and machinists.

d) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act, shall receive a credit in proportion to the duration of their studies in the sheet metal trades and to the results of their examinations.

XI. *Deduction:* Deduction from wages, except those required by law, shall be made only on written authorization of the employee.

XII. *Rating:* The rating of the employees shall be done by the employer who shall furnish each employee with a classification card properly completed and signed. Such rating shall be done in accordance with the nature of the work as defined and classified in the present agreement. Such cards will be supplied by the Parity Committee. In case of disagreement, the employee concerned shall be given the opportunity to show whether or not he can qualify for the classification which he seeks.

XIII. *Griefs:* Toute mésentente relative au décret et tout grief des salariés sont soumis, par le comité d'atelier, au surintendant de l'établissement; à défaut d'un règlement satisfaisant, le tout peut être soumis à l'employeur concerné. Dans le cas ou l'employeur et le comité d'atelier ne peuvent s'entendre, le tout est soumis par écrit, au Comité paritaire qui est chargé de la mise à exécution du décret.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

XV. *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pendant une période d'une année après cette date, sans reconduction.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 avril 1952. 32424-o

XIII. *Disputes:* All disputes arising under the decree, and all grievances of employees, shall be submitted by the Shop Committee to the Superintendent of the Plant concerned and, failing settlement, may be brought before the employer affected. Should the employer and the Shop Committee fail to reach an agreement, the matter in dispute shall be submitted, in writing to the Parity Committee administering the decree.

XIV. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement shall remain in office and administer the present agreement until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said former committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, under the previous decree.

XV. *Duration of the decree:* The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council and remain effective for a period of one year from that date, without reopening.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1952. 32424-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre

D'UNE PART
"The Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec";
La Corporation des Coiffeurs pour dames de la province de Québec, section des employés;

Et, D'AUTRE PART
"The Master Ladies Hairdressers and Wig Makers' Guild, Inc.";
L'Association professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, Inc.;
Le Syndicat des Coiffeurs pour Dames de Montréal, Inc.;
L'Association des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Montréal et du District, Inc.;
La Corporation des Coiffeurs pour Dames de la province de Québec, section des employeurs;
pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites

I. *Définitions:* Pour les fins du décret, les mots et termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée

a) L'art de la coiffure pour dames faisant l'objet du présent décret comprend, mais non limitativement, les opérations suivantes

1. *Ondulation* — Arranger, tresser, coiffer, friser et/ou onduler les cheveux par l'ondulation permanente, le komol, le marcel, le papier, la mise-en-plis ou toute autre façon d'onduler où de friser les cheveux;

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The Hairdressers' Employees Association of the Province of Quebec;
"La Corporation des coiffeurs pour dames de la Province de Québec, section des employés";

Et, ON THE OTHER PART:
The Master Ladies Hairdressers' and Wig Makers' Guild, Inc.:
"L'Association professionnelle des Coiffeurs pour Dames de la Province de Québec, Inc.";
"Le Syndicat des Coiffeurs pour Dames de Montréal, Inc.";
"L'Association des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs de Montréal et du District, Inc.";
"La Corporation des coiffeurs pour dames de la province de Québec, section des employeurs";
for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purposes of the decree the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) Ladies hairdressing, to which the decree shall apply, includes but is not limited to the following operations:

1. *Wave:* To Arrange, braid, dress, curl and/or wave the hair by means of a permanent wave, Komol wave, Marcel wave, paper wave, finger wave or any other way of curling or waving the hair;

2. *Teinture* — Décolorer, teindre les cheveux totalement ou partiellement, ou retoucher par la teinture sous toutes ses formes les sourcils et les cils;

3. *Coupe de cheveux* — Couper, amincir, effiler, étager les cheveux;

4. *Massage* — Masser, nettoyer, stimuler, manipuler ou embellir le visage, les bras, les mains, le cou ainsi que maquiller le visage;

5. *Manucure* — Enlever les cuticules, corriger la pousse des ongles, former, polir, émailler, faire disparaître les taches, embellir, limer, couper, faire briller les ongles avec ou sans l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes ou poudres.

6. *Epilation* — Enlever les poils par l'usage de crèmes, cires, poudres dépilatoires ou au moyen d'instruments spéciaux, exception faite pour les appareils à l'électrolyse;

7. *Traitement du cuir chevelu* — Traiter les cheveux en général, enlever les pellicules, reconditionner ou nettoyer les cheveux, donner des shampooings, des traitements à l'huile avec ou sans appareils spéciaux, avec ou sans lampes solaires, lampes à rayons ultra-violets, lampes à rayons infra-rouges ou vibrateurs à haut voltage;

8. L'ondulation permanente ou l'indéfrisable est l'art de donner à des cheveux une vague ou frisure imitant toute ondulation ou frisure naturelle; l'ondulation dite permanente ou l'indéfrisable, à froid ou avec chaleur, s'obtient au moyen de l'une ou de l'autre des opérations suivantes ou de toutes à la fois, mais non limitativement;

a) l'enroulement de cheveux par mèches sur un cylindre appelé onduleur ou bigoudi;

b) l'application de solutions chimiques ou l'usage d'appareils dégageant de la chaleur;

c) l'application sur des cheveux d'une solution chimique ne produisant aucune chaleur;

d) toute autre opération ou produit utilisé donnant à des cheveux une ondulation et/ou frisure à caractère permanent ou indéfrisable;

e) l'ondulation permanente ou l'indéfrisable, en plus, comprend toutes ou l'une ou l'autre des opérations suivantes: shampooing, coupe de cheveux ou mise-en-plis;

b) Le terme "maître-coiffeur" désigne toute personne qui a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier;

c) Le mot "coiffeur" désigne toute personne qui a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier.

d) Le terme "compagnon-coiffeur" désigne toute personne qui a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier.

e) Le terme "manucure-esthéticienne" désigne toute personne qui, ayant obtenu un certificat de qualification comme telle du Comité paritaire, suivant les prescriptions des règlements de ce dernier, fait les opérations décrites aux sous-paragraphes 4, 5 et 6 du paragraphe "*a*" du présent article dans un salon de beauté ou de coiffure pour dames.

f) Le terme "artisan-coiffeur" désigne tout maître-coiffeur ou coiffeur qui exerce son art seul ou en société, pour son propre bénéfice, dans un salon de coiffure, selon les prescription du décret. Il comprend aussi une personne opérant un salon de coiffure dans lequel elle travaille à l'exercice de sa profession en même temps qu'elle agit com-

2. *Dyeing:* To discolour, dye the hair, in whole or part, or retouch eyebrows and eyelashes by mens of any kind of dyeing;

3. *Haircut:* To cut, thin, taper the hair;

4. *Massage:* To massage, clean, stimulate or embellish the face, the arms, the hands, the neck, including make-up;

5. *Manicure:* To remove cuticles, to polish and correct the growth of nails, remove stains, embellish, file, cut, shine nails with or without the use of cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, cream for powder;

6. *Depilation:* To remove hairs by the use of depilatory cream, wax, powder or by means of special instruments but excepting electrolysis apparatus;

7. *Scalp treatment:* To treat the hair in general, remove dandruffs, recondition and clean the hair, give shampoos, oil treatments with or without special equipment, with or without solar lamps, ultra-violet or infra-red lamps or high-voltage vibrators;

8. A permanent wave consists in giving the hair a wave or curl which imitates a natural one; a cold wave or one requiring the use of heat is obtained by means of any one or all of the following (or other) operations:

a) the winding of the hair (in locks) around a cylinder (waver of hair curler);

b) the application of chemical solutions or the use of heat producing devices;

c) the application of a chemical solution producing no heat;

d) any other operation or product in use that gives the hair a permanent wave or curl;

e) besides, the permanent wave comprises all or any one of the following operations: shampoo, haircut or finger wave;

b) The term "master-hairdresser" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws.

c) The term "hairdresser" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws.

d) The term "journeyman hairdresser" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws.

e) the term "manicure-æsthetician" means any person who has obtained a certificate of competency in that capacity from the Parity Committee, pursuant to the provisions of the Committee's by-laws, and who executes the operations described in paragraphs 4, 5 and 6 of subsection *a*) of this section in a beauty or ladies hairdressing parlor.

f) The term "artisan-hairdresser" means any master-hairdresser or hairdresser who plies his trade alone or in partnership, for his own benefit, in a hairdressing parler, in pursuance of the provisions of the decree. The term also includes a person operating a hairdressing parlor in which he plies his trade and, at the same time,

me employeur, au sens du paragraphe *j*) du présent article.

g) Le terme "artisan-manucure-esthéticienne" désigne toute manucure-esthéticienne qui exerce son art seule ou en société, pour son propre bénéfice, dans un salon de beauté, selon les prescription du décret. Il comprend aussi une personne opérant un salon de beauté dans lequel elle exerce sa profession en même temps qu'elle agit comme employeur, au sens du paragraphe *j*) du présent article.

h) Les termes "apprenti-coiffeur" ou "apprenti-manucure-esthéticienne" désignent toute personne qui fait un stage d'apprentissage dans un salon de coiffure ou de beauté en vue d'exercer l'art défini au paragraphe *a*) du présent article pour l'apprenti-coiffeur, et aux sous-paragraphes 4, 5 et 6 du paragraphe *a*) du présent article pour l'apprentie-manucure-esthéticienne.

i) Le terme "écolier" désigne toute personne qui fait l'apprentissage de la coiffure ou de manucure-esthéticienne dans une école régie soit par le chapitre 63 ou le chapitre 64 (S.R.Q. 1941 et amendements) ou à la Commission d'apprentissage des coiffeurs pour dames et messieurs.

g) Le terme "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui posède un ou plusieurs salons de coiffure ou de beauté et qui retient les services d'un ou plusieurs maîtres-coiffeurs, coiffeurs, compagnons-coiffeurs, apprentis-coiffeurs, manucures-estéticiennes ou apprenties-manucures-esthéticiennes.

k) Le terme "salon de coiffure" désigne tout établissement spécialement meublé pour excercer en entier ou en partie l'art de la coiffure pour dames tel que décrit au paragraphe *a*) du présent article et pour lequel est émis un permis des autorités municipales.

l) Le terme "salon de beauté" comprend tout établissement spécialement meublé pour y exercer en entier ou en partie les opérations mentionnées aux sous-paragraphes 4, 5 et 6 du paragraphe *a*) du présent article et pour lequel est émis un permis des autorités municipales.

m) Le terme "salarié" désigne toute personne qui, moyennant rémunération, exécute en entier ou en partie le travail mentionné à l'article I du présent décret.

n) Les termes "maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, manucure-esthéticienne réguliers" désignent tout maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur ou manucure-esthéticienne travaillant comme salarié au moins quarante-six (46) heures par semaine.

o) Les termes "maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, manucure-esthéticienne surnuméraires" désignent tout maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur ou manucure-esthéticienne travaillant comme salarié moins de quarante-six (46) heures par semaine.

II. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale déterminée par le décret comprend les cités de Montréal, de Westmount, d'Outremont, de Verdun, de Lachine, de Montréal-Nord, de Montréal-Est, et les villes de St-Michel-de-Laval, Mont-Royal, la ville et la paroisse Saint-Laurent, Ville Saint-Pierre, Ville LaSalle et Pointe-aux-Trembles.

III. *Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle du décret s'applique à toute personne qui exécute une ou plusieurs des opérations définies aux paragraphes "*a*" de l'article I du décret.

IV. *Durée du travail:* La semaine de travail de tout salarié régulier et apprenti sera de quarante-six (46) heures.

acts as employer within the meaning of subsection *j*) of the present section.

g) The term "artisan-manicure-æsthetician" means any manicure-æsthetician who plies her trade alone or in partnership, for her own benefit, in a beauty parler, in pursuance of the provisions of the decree. The term also includes a female person operating a beauty parlor in which she plies her trade and, at the same time, acts in the capacity of employer within the meaning of subsection j) of the present section.

h) The terms "apprentice-hairdresser" or "apprentice-manicure-æsthetician" mean any person who serves an apprenticeship period in a hairdressing or beauty parlor for the purpose of plying the trade defined in subsection "*a*) of the present section in the case of an apprentice-hairdresser, and in paragraphs 4, 5 and 6 of subsection *a*) of the present in the case of an apprentice-manicure-æsthetician.

i) The term "student" means any person who makes his apprenticeship, either in the hairdressing or in the manicure-æsthetician's trade, in a school governed by chapter 63 or chapter 64 (R.S.Q. 1941, and amendments) or by the Apprenticeship Commission for Ladies and Men's Hairdressers.

j) The term "employer" means any person, association or corporation who owns one or more hairdressing or beauty parlors and who hires the services of one or more master-hairdressers, hairdressers, journeymen hairdressers, apprentice-hairdressers, manicures-aestheticians or apprentice-manicures-aestheticians.

k) The term "hairdressing parlor" means any establishment specially furnished and equipped for the plying, in whole or part, of the ladies' hairdressing trade, as described in subsection *a*) of the present section, and for which a permit is issued by the municipal authorities.

l) The term "beauty parlor" comprises any establishment furnished and equipped to execute any or all of the operations mentioned in paragraphs 4, 5 and 6 of subsection *a*) of the present section, and for which a permit is issued by the municipal authorities.

m) The term "employee" means any person who, considering remuneration, executes, in whole or part, the work mentioned in section I of the present decree.

n) The terms "regular master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser, manicure-aesthetician" mean any master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser or manicure-aesthetician working, as employee, at least forty-six (46) hours per week.

o) The term "occasional master-hairdresser, hairdresser, journeyman hairdresser, manicure-aesthetician" mean any master-hairdresser, hairdresser, journeyman hairdresser or manicure-aesthetician working, as employee, a minimum of forty-six (46) hours per week.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction determined by the decree comprises the cities of Montreal, Westmount, Outremont, Verdun, Lachine, Montreal-North, Montreal-East and the towns of St. Michel-de-Laval, Mount-Royal, the town and parish of St. Laurent, Ville St. Pierre, Ville Lasalle and Pointe-aux-Trembles.

III. *Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the decree applies to any person who executes one or more of the operations defined in subsection *a*) of section I of the decree.

IV. *Duration of work:* The work week of every regular employee and apprentice shall consist of forty-six (46) hours.

Les heures de travail seront réparties de la façon suivante

a) Entre 9.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi et mercredi;

Entre 9.00 a.m. et 7.00 p.m. les jeudi;

Entre 9.00 a.m. et 8.00 p.m. les vendredis et les veilles des fêtes chomées mentionnées dans le décret;

Entre 9.00 a.m. et 5.00 p.m. les samedi;

b) Entre 9.00 a.m. et 9.00 p.m., tous les jours à compter du 15 décembre au 31 décembre inclusivement, chaque année.

Nonobstant le paragraphe *b*) du présent article il sera permis à tout salarié de travailler jusqu'à un maximum de cinquante-cinq (55) heures par semaine entre le 15 décembre et le 31 décembre de chaque année.

c) L'heure mentionnée ci-dessus sera l'heure légale dans chacune des cités, villes ou municipalités mentionnées dans la juridiction territoriale du présent décret, c'est-à-dire que dans les cités, villes ou municipalités où l'avance de l'heure aura été décrétée pour une certaine période de l'année, l'heure ainsi avancée deviendra l'heure légale pour l'application des heures de travail du décret.

d) L'employeur devra allouer aux salariés qui sont à son emploi au moins une (1) heure chaque jour pour le repas du midi et une (1) heure pour le repas du soir les vendredi et tous les jours entre le 15 et le 31 décembre de chaque année, lorsque le travail peut se continuer jusqu'à 9 heures p.m.

e) L'employeur devra donner aux salariés réguliers à son emploi, sans affecter leur salaire, quatre (4) heures consécutives de congé à chaque semaine n'ayant pas de fête chômée obligatoire, et chaque salarié sera tenu de s'abstenir de tout travail de coiffure durant les quatre (4) heures de congé hebdomadaire.

f) Aucun travail ne pourra être commencé avant 9.00 a.m. à tous les jours de la semaine et devra cesser à 6.00 p.m. les lundi, mardi et mercredi, à 7.00 p.m. les jeudi, à 8.00 p.m. les vendredi et veilles de fêtes chômées mentionnées dans le décret et à 5.00 p.m. les samedi; cependant, le travail pourra se terminer à 9.00 p.m. tous les jours de la semaine durant la période du 15 au 31 31 décembre de chaque année;

Proviso: Les dispositions du présent article ne devront, en aucun cas, constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q., 1925, chapitre 182 et amendements), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V. *Fêtes chômées obligatoires:* Aucun travail ne pourra être exécuté dans les salons de coiffure ou de beauté le 1er et le 2 janvier de chaque année, à l'Epiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, le jour de l'Action-de-Grâces, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

VI. *Taux minima de salaires:* *a*) Les taux minima de salaires sont les suivantes

1° Pour le maître-coiffeur régulier trente-et-un ($31.00) dollars par semaine, plus une commission de 10% sur toutes recettes supérieures au salaire minimum, ou du salaire de base si celui-ci est supérieur au minimum ci-devant mentionné;

2° Pour le coiffeur régulier vingt-huit ($28.00) dollars par semaine, plus une commission de 10% sur toutes recettes supérieures au salaire minimum, ou du salaire de base si celui-ci est supérieur au minimum ci-devant mentionné;

3° Pour le compagnon-coiffeur régulier vingt-cinq ($25.00) dollars par semaine, plus une commission de 10% sur toute recettes supérieures

The hours of work shall be distributed as follows:

a) 9.00 a.m. to 6.00 p.m. Monday, Tuesday and Wednesday;

9.00 a.m. to 7.00 p.m. Thursday;

9.00 a.m. to 8.00 p.m. Friday and eves of holidays mentioned in the decree;

9.00 a.m. to 5.00 p.m. Saturday.

b) 9.00 a.m. to 9.00 p.m. every day of the week from December 15 to December 31, inclusive, each year.

Notwithstanding subsection *b*) of the present section, an employee may work a maximum of fifty-five (55) hours per week between December 15 and December 31, each year.

c) The hours above mentioned shall be based on the legal time in force in the cities, towns or municipalities mentioned in the territorial jurisdiction of the present decree, meaning that in the cities, towns or municipalities where the Saving Time is adopted for a certain period of the year, the said Saving Time shall become the legal time for the enforcement of the working hours of the decree.

d) The employer shall give his employees at least one (1) hour each day for the noon meal, and one (1) hour for the evening mean on Friday and every day between December 15 and 31, where work may be extended until 9.00 p.m.

e) The employer shall give the regular employees in his employ, without affecting their wages, four (4) consecutive hours of each week in which there is no legal holiday, and every employee shall perform no hairdressing work during these four hours.

f) No work shall be started before 9.00 a.m. any day of the week and it shall cease at 6.00 p.m. on Monday, Tuesday and Wednesday, at 7.00 p.m. on Thursday, at 8.00 p.m. on Friday and eves of holidays mentioned in the decree, and at 5.00 p.m. on Saturday. However, work may be extended until 9.00 p.m. every day of the week during the period from December 15 to December 31 of each year.

Proviso: The provisions of the present section must never entail a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 182 and amendments), of the decrees enacted under its authority and of the regulations adopted by competent municipalities.

V. *Legal holidays:* No work shall be performed in a hairdressing or beauty parlors on January 1st and January 2 of each year, on Epiphany day, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Thanksgiving Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

VI. *Minimum wage rates:* *a*) The minimum wage rates shall be as follows:

1. Regular master-hairdresser: thirty-one dollars ($31.00) per week plus a 10% commission on all receipts exceeding the minimum wage or the basic wage, whichever be the higher;

2. Regular hairdresser: twenty-eight dollars ($28.00) per week plus a 10% commission on all receipts exceeding the minimum wage or the basic wage, whichever be the higher;

3. Regular journeyman hairdresser: twenty-five dollars ($25.00) per week plus a 10% commission on all receipts exceeding the minimum

au minimum, ou du salaire de base si celui-ci est supérieur au minimum ci-devant mentionné.

4° Pour la manucure-esthéticienne régulière: vingt-deux ($22.00) dollars par semaine, plus une commission de 10% sur toutes recettes supérieures au minimum, ou du salaire de base si celui-ci est supérieur au minimum ci-devant mentionné.

b) Tout travail supplémentaire, c'est-à-dire, toutes les heures de travail faites par un maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, apprenti-coiffeur, manucure-esthéticienne ou apprentie manucure-esthéticienne en surplus de quarante-six (46) heures durant la période s'étendant entre le 15 décembre et le 31 décembre sera rémunéré au prorata du salaire régulièrement payé audit salarié.

c) Le taux minimum de salaire du maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, manucure-esthéticienne surnuméraire sera de cinq dollars ($5.00) par jour ou fraction de journée, plus 10% des recettes supérieures au salaire minimum mentionné dans le décret, ou du salaire de base si celui-ci est supérieur au minimum ci-devant mentionné.

d) Toute somme additionnelle payée par le client, en plus des charges ordinaires, dans un salon de coiffure ou de beauté, sera la propriété de chaque salarié à qui elle aura été donnée et ne devra pas être partagée avec l'employeur ni faire partie du salaire régulièrement payé.

e) Toute rémunération doit être payée conformément aux dispositions du décret et tout contrat à commission sera considéré comme illégal, à moins qu'il ne soit au moins égal au salaire minimum mentionné au présent article.

f) Les salaires et commissions doivent être payés en monnaie légale du pays à chaque semaine; le paiement doit être fait sous enveloppe et l'employeur doit indiquer sur ou dans l'enveloppe ou sur une feuille séparée, le nom, prénom du salarié, la date de la période de paye, les heures de travail, le salaire-horaire ou hebdomadaire et la commission, les recettes, les déductions faites et le montant net payé.

g) Il sera interdit à tout employeur de diminuer le salaire d'un salarié les semaines où il y a fête chômée obligatoire.

h) Il sera interdit à tout employeur de diminuer ou réduire directement ou indirectement le salaire payé au salarié lors de la sanction du décret si celui-ci reçoit un salaire supérieur au minimum mentionné au présent article.

i) Tout tenancier d'un salon de coiffure ou de beauté qui loge ou nourrit un salarié ne peut exiger plus de cinq dollars ($5.00) par semaine pour le gîte et de sept dollars ($7.00) par semaine pour la nourriture.

Ces exigences du gîte et de la nourriture ne doivent pas être réduites des montants de salaires et commissions qui doivent apparaître au complet sur les rapports faits au Comité paritaire.

j) *Vacances payées:* Tout employeur doit allouer une semaine (1) de vacances payées à tout salarié, maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur réguliers, apprenti-coiffeur, manucure-esthéticienne régulière, apprentie-manucure-esthéticienne ayant été à son emploi durant une période de douze (12) mois consécutifs de calendrier, sans perte de temps, sauf pour des absences jugées légitimes et ne dépassant pas une semaine de travail.

Cependant, si l'employeur est dans l'impossibilité de trouver un remplaçant à un salarié ci-devant mentionné pour la durée de ses vacances, il lui sera permis, avec le consentement du salarié et du Comité paritaire, de remplacer la semaine de vacances par un boni égal au taux du salaire de base pour la semaine du travail.

wage or the basic wage, whichever be the higher

4. Regular manicure-æsthetician: twenty-two dollars ($22.00) per week plus a 10% commission on all receipts exceeding the minimum wage or the basic wage, whichever be the higher;

b) All overtime, that is, all hours worked by a master-hairdresser, a hairdresser, a journeyman hairdresser, an apprentice-hairdresser, a manicure-æsthetician or an apprentice-manicure-æsthetician in excess of forty-six (46) hours during the period between December 15 and December 31 shall be remunerated at the prorata of the wages regularly paid to the said employee.

c) The minimum wage of the occasional master-hairdresser, hairdresser, journeyman hairdresser, manicure-æsthetician shall be five dollars ($5.00) per day or fraction thereof plus 10% of the receipts exceeding the minimum wage mentioned in the decree or the basic wage, whichever be the higher.

d) Any additional sum paid by the customer, in excess of the ordinary charges, in a hairdressing or beauty parlor, shall be the property of the employee to which it has been given and shall not be divided with the employer nor shall it become part of the wages regularly paid.

e) All remunerations shall be paid in conformity with the provisions of the decree and any contract on a comission basis shall be illegal unless it insures wages not lower than the minimum ones established in the present section.

f) Wages as well as commissions shall be paid in currency, each week. They shall be in an envelope and the employer shall mention, either on or on the envelope, or on a separate sheet, the name in full of the employee, the date of the pay period, the hours of work, the hourly or weekly rate of pay and the commission, the receipts, the deductions made and the net amount paid.

g) No employer shall reduce the wages of employee because of a holiday occurring in the week.

h) No employer shall reduce, either directly or indirectly, the wages actually paid to an employee at the time of sanction of the decree if such wages be higher than the minimum rate established in the present section.

i) The operator of a hairdressing or beauty parlor who provides an employee with room or board shall not charge more than five dollars ($5.00) per week for room and seven dollars ($7.00) per week for board.

The cost of room or board shall not be reduced from the wages and commissions reported to the Parity Committee.

j) *Vacation with pay:* Every employer shall give a vacation of one week with pay to every regular employee, master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser, to every apprentice-hairdresser, to every regular or apprentice-manicure-æsthetician who has been in his employ during a period of twelve (12) consecutive calendar months, without loss of time, except for justified absences not exceeding one work week.

However, should the employer be unable to find another employee to replace one above mentioned during the vacation period, he may, with the consent of the employee and of the Parity Committee, replace the vacation week by a bonus equal to the basic wage for the work week.

k) Dans le cas de vente ou de transfert d'un salon de coiffure ou de beauté au cours des douze (12) mois de service d'un salarié, le nouveau propriétaire-employeur assumera l'obligation de l'employeur précédent concernant les vacances, à moins que ledit salarié n'ait perdu droit à ses vacances avant la date de prise de possession du salon par le nouvel employeur.

VII. *Prix minima des services:* Les taux minima suivants, payables comptant en monnaie légale du pays, doivent être exigés du public qui retient les services d'un artisan-coiffeur, d'un artisan-manucure-esthéticienne ou d'un propriétaire d'un salon de coiffure ou de beauté, ou d'un maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, apprenti-coiffeur, apprentie-manucure-esthéticienne exerçant son métier dans tels établissements:

Ondulation permanente ou indéfrisable	$5.00
Ondulation au papier	1.25
Ondulation Komol	1.25
Ondulation à l'eau (mise-en-plis)	1.00
Ondulation Marcel	1.25
Repeignage à sec	0.50
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing Henna naturel	0.75
Shampooing Camomille	0.75
Shampooing sec	0.75
Shampooing à l'huile, sans savon	1.00
Rinçage	0.50
Flambage des cheveux	0.75
Epilation des sourcils	0.50
Coupe de cheveux	1.00
Traitement du cuir chevelu	1.25
Teinture ou retouche de teinture	5.00
Shampoo colorant (tint), retouche ou décolorant	5.00
Décoloration (par application)	3.00
Henna Pack naturel	3.50
Application de fixatif	0.25
Massage ordinaire	1.00
Massage masque	1.25
Massage contre les comédons	1.25
Manucure ordinaire	0.75
Manucure à l'huile	1.00

VIII. *Apprentissage: a*) Pour être admis à l'apprentissage de la coiffure ou de manucure-esthéticienne, l'apprenti doit:

1° Avoir complété avec succès sa neuvième année du cours primaire et détenir un certificat officiel;

2° S'enregistrer au Comité paritaire, fournir deux (2) photographies de dimensions satisfaisantes, des preuves d'identification à la satisfaction du Comité paritaire et obtenir un certificat d'apprentissage portant le sceau du Comité paritaire.

b) L'apprentissage doit se faire:

1° Dans une école régie soit par le chapitre 63 (S.R.Q. 1941 et amendements) ou le chapitre 64 (S.R.Q. 1941 et amendements ou

2° dans un salon de coiffure ou de beauté ou à la Commission d'apprentissage.

c) Si l'apprentissage se poursuit dans une école régie par le chapitre 63 (S.R.Q. 1941 et amendements) ou le chapitre 64 (S.R.Q. 1941 et amendements) ou à la Commission d'apprentissage, l'enseignement doit:

1° Se faire par des personnes détenant un certificat de maître-coiffeur émis par le Comité paritaire;

2° Le programme d'enseignement doit couvrir toutes les matières ou opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret et être approuvé par la Commission conjointe des coiffeurs pour dames et messieurs de Montréal.

k) In the event of the sale or transfer of a hairdressing or beauty parlor during the twelve (12) months of service of an employee, the new owner-employer shall assume the obligations of the former employer regarding the vacation unless an employee has lost the right to his vacation before the new employer has taken possession of the parlor.

VII. *Minimum prices of services:* The following minimum rates, payable in cash, shall be charged to the public hiring the services of an artisan-hairdresser, an artisan-manicure-æsthetician or a owner of hairdressing or beauty parlor, or of a master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser, apprentice-hairdresser, apprentice-manicure-æsthetician plying his trade in such establishments:

Permanent wave	$5.00
Paper wave	1.25
Komol wave	1.25
Water wave	1.00
Marcel wave	1.25
Dry recombling	0.50
Ordinary shampoo	0.50
Natural Henna shampoo	0.75
Camomille Shampoo	0.75
Dry shampoo	0.75
Oil shampoo, soarless	1.00
Rinse	0.50
Singeing of the hair	0.75
Plucking of eyebrows	0.50
Haircut	1.00
Scalp treatment	1.25
Dyeing or retouching	5.00
Tint shampoo, retouching or bleacher	5.00
Bleaching (by application)	3.00
Natural Henna Pack	3.50
Fixature	0.25
Ordinary massage	1.00
Mask massage	1.25
Blackheads massage	1.25
Ordinary manicure	0.75
Oil manicure	1.00

VIII. *Apprenticeship: a*) To be admitted to apprenticeship, either as hairdresser or manicure-æsthetician, the apprentice shall:

1. have completed (successfully) the ninth year of the primary course and hold an official certificate;

2. register with the Parity Committee, furnish two (2) photographs of required size, give proofs of identification accepted by the Parity Committee and obtain a certificate of apprenticeship with the seal of the Parity Committee.

b) Apprentice shall be served:

1. In a school governed either by chapter 63 (R. S. Q. 1941 and amendments) or chapter 64 (R. S. Q. 1941 and amendments), or

2. In a hairdressing or beauty parlor or with the Apprenticeship Commission.

c) Whether the apprenticeship be served in a school governed by chapter 63 (R. S. Q. 1941 and amendments) or by chapter 64 (R. S. Q. 1941 and amendments), or with the Apprenticeship Commission, the following rules shall apply:

1. The teaching shall be made by persons holding a master-hairdresser's certificate issued by the Parity Committee.

2. The programme shall cover all subjects and operations comprised in the professional jurisdiction of the decree and be approved by the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade and the Apprenticeship Commission for the Profession of Ladies Hairdressing of Montreal.

3° Le nombre d'élèves par professeur ne doit pas être supérieur à six (6) pour l'enseignement du marcel et du komol, et à quinze (15) pour les autres item de la coiffure.

4° Aucune charge quelconque ne peut être exigée du public qui sert de modèle aux élèves pour pratiquer.

5° L'écolier ayant suivi un cours d'une durée minimum de cinq cents heures (500) d'études théoriques et pratiques dans une école de coiffure dont le programme a été approuvé par le Comité paritaire et la Commission d'apprentissage pourra, à la fin du cours, être admis à un examen de classification, lequel déterminera le temps servi ou à servir comme apprenti.

d) Si l'apprentissage se fait dans un salon de coiffure ou de beauté, il n'est permis et ne vaut que si les dispositions ci-dessous sont rigoureusement suivies:

1° La durée de l'apprentissage est de trente-six (36) mois de calendrier à compter de la date de l'émission du certificat d'apprentissage pour l'apprenti-coiffeur, et de douze (12) mois pour la manucure-esthéticienne;

2° L'apprenti doit, à tous les six (6) mois, subir un examen oral afin de laisser constater les progrès accomplis;

3° Le nombre d'apprentis-coiffeurs et d'apprenties-manucures-esthéticiennes par salon de coiffure est réparti de la façon suivante et ne doit jamais excéder la proportion ci-dessous indiquée;

Un (1) apprenti-coiffeur ou manucure-esthéticienne par personne détenant un certificat de maître-coiffeur, de coiffeur ou de compagnon-coiffeur réguliers, jusqu'au maximum de six (6) apprentis par salon de coiffure.

Une (1) apprentie-manucure-esthéticienne par salon de beauté où travaillant une ou plusieurs personnes détenant un certificat de compétence de manucure-esthéticienne.

4° Un apprenti-coiffeur ou une apprentie-manucure-esthéticienne ne peut être employé ni ne peut travailler comme employé surnuméraire mais doit nécessairement travailler au moins quarante-six (46) heures par semaine ou les heures régulièrement travaillées au salon au cas où les heures d'opération du salon seraient moindre que quarante-six (46) heures.

5° Le salaire minimum de l'apprenti-coiffeur est le suivant:

	par semaine
Premier semestre	$ 6.00
Deuxième semestre	10.00
Troisième semestre	12.00
Quatrième semestre	15.00
Cinquième semestre	18.00
Sixième semestre	20.00

6° Le salaire minimum de l'apprentie-manucure-esthéticienne est le suivant:

	par semaine
Premier semestre	$10.00
Deuxième semestre	15.00

7° Avant la fin de la durée de son apprentissage, l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne doivent suivre un cours d'hygiène et de cosmétologie approuvé par le Comité paritaire et obtenir un certificat d'étude à cet effet.

8° A l'expiration de la durée d'apprentissage déterminée dans le décret, l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne doivent se présenter au Comité paritaire pour subir l'examen de compétence.

A défaut par l'apprenti-coiffeur et l'apprenti-manucure-esthéticienne de se présenter aux examens dans un délai de trois (3) mois suivant la

3. The number of students per teacher shall not exceed six (6) for Marcel and Komol teaching, and fifteen (15) for the other hairdressing items.

4. No charge whatever shall be made to the public serving as models to the students.

5. The student who has followed a course totalling five hundred (500) hours of theoretical and practical study in a hairdressing school with programme approved by the Parity Committee and the Apprenticeship Commission may, at the completion of such course, be admitted to a classification examination which will determine the time served as well as the time yet to be served as apprentice.

d) In the vent of the apprenticeship being made in a hairdressing or beauty parlor, it shall be permitted and valid only if the following provisions are strictly complied with:

1. The duration of apprenticeship is thirty-six (36) calendar months from the date of issue of the certificate of apprenticeship in the case of an apprentice-hairdresser, and twelve (12) months for the manicure-aesthetician;

2. The apprentice shall, every six (6) months, sit for an oral examination which will show the progress made;

3. The number of apprentice-hairdressers and apprentice-manicures-aestheticians per hairdressing parlor shall never exceed the proportion hereunder mentioned:

One (1) apprentice-hairdresser or manicure-aesthetician per person holding a certificate as regular master-hairdresser, hairdresser or journeyman hairdresser up to a maximum six (6) apprentices per hairdressing parlor;

One (1) apprentice-manicure-aesthetician per beauty parlor where one or more persons holding a certificate of competency as manicure-aesthetician are working.

4. An apprentice-hairdresser or an apprentice-manicure-aesthetician shall not be employed and shall not work as occasional employee but shall work a minimum of forty-six (46) hours per week or the hours regularly worked in the parlor should the business hours of the parlor be less than forty-six (46) hours.

5. The minimum wages of the apprentice-hairdressers shall be as follows:

	Per week
First six months	$ 6.00
Second six months	10.00
Third six months	12.00
Fourth six months	15.00
Fifth six months	18.00
Sixth six months	20.00

6. The minimum wages of the apprentice-manicure-aesthetician shall be as follows:

	per week
First six months	$10.00
Second six months	15.00

7. Before completion of apprenticeship, the apprentice-hairdresser and the apprentice-manicure-aesthetician shall follow a hygiene and cosmetology course approved by the Parity Committee and obtain a study certificate to that effect.

8. At the expiration of duration of apprenticeship determined in the decree, the apprentice-hairdresser and the apprentice-manicure-aesthetician shall sit for the examination required to obtain the certificate of competency.

Should the apprentice-hairdresser or the apprentice-manicure-aesthetician fail to sit for the examinations within three (3) months fol-

fin de leur apprentissage, il leur est interdit de faire tout travail mentionné dans la juridiction professionnelle du décret jusqu'à ce que le Comité paritaire ait statué sur leur cas.

Au cas d'insuccès à cet examen, l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne doivent subir un autre examen dans un délai de six (6) mois ; tout insuccès après cet examen élimine lesdits apprentis du métier dans la juridiction territoriale du décret.

A défaut par l'apprenti-coiffeur et l'apprentie-manucure-esthéticienne de se présenter à l'examen de reprise la fin du délai prescrit, tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du présent décret leur est interdit jusqu'à ce que le Comité ait statué sur leur cas.

L'apprenti-coiffeur et l'apprenti-manucure-esthéticienne qui, pour des raisons valables, n'ont pas suivi le cours d'hy ième ou qui, l'ayant suivi, n'ont pu obtenir un permis spécial les autorisant à travailler pendant la reprise du cours.

IX. L'employeur désirant se dispenser des services d'un salarié après une période d'emploi d'une (1) semaine, devra lui donner un avis d'au moins une (1) semaine à l'avance ou sinon, il devra lui payer le salaire d'une (1) semaine.

Un salarié désirant quitter son emploi après une semaine en service devra en donner avis à son employeur au moins une (1) semaine à l'avance.

X. *Uniformes:* Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils seront fournis et blanchis par l'employeur, sans frais pour le salarié.

XI. *Dispositions spéciales: a*) Il est interdit à tout propriétaire de salon de coiffure ou de beauté de louer, de sous-louer ou même de disposer de façon gratuite ou onéreuse d'une partie de chaises ou d'une partie du matériel ou d'un espace comprenant un salon de coiffure ou de beauté pour y exercer tout travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

b) Aucun artisan-coiffeur, maître-coiffeur, coiffeur, compagnon-coiffeur, apprenti-coiffeur, manucure-esthéticienne ou apprentie-manucure-esthéticienne ne peut exercer son art ailleurs que dans les endroits ou établissements décrits dans le décret ou les hôpitaux. Tout travail exécuté dans des conditions autres que celles du décret doit être autorisé préalablement par le Comité paritaire.

c) Il est interdit d'offrir gratuitement les services mentionnés à l'article VII du décret, d'en réduire le prix ou de donner quelque objet que ce soit comme prime ayant pour effet de réduire les prix ou d'attirer la clientèle par des moyens ayant pour effet d'en réduire le prix ou par tout autre procédé que ce soit; il est également interdit d'offrir ces services à des prix inférieurs que ceux-ci qui y sont mentionnés, par voie de publicité, panneau-réclame ou de tout autre manière.

d) Chaque salon de coiffure ou de beauté, propriétaire d'une compagnie d'une association, d'une corporation ou d'une personne ne pratiquant pas l'art faisant l'objet de la juridiction professionnelle du présent décret, doit avoir comme gérant actif, et permanent un salarié porteur d'un certificat de maître-coiffeur, de coiffeur, pour la salon de coiffure, et d'un certificat de compétence de manucure-esthéticienne pour le salon de beauté.

lowing the completion of their apprenticeship, they shall perform no work covered by the professional jurisdiction of the decree until the Parity Committee has taken a decision in their case.

In the event of failure in the examination, the apprentice-hairdresser and the apprentice-manicure-aesthetician shall sit for another examination within six (6) months; any further failure (after this examination) shall eliminate the apprentice from the trade in the territorial jurisdiction of the decree.

Should the apprentice-hairdresser or the apprentice-manicure-æsthetician fail to sit for the second examination at the end of the prescribed delay, they shall perform no work covered by the professional jurisdiction of the decree until the Parity Committee has taken a decision in their case.

The apprentice-hairdresser or the apprentice-manicure-æsthetician who, for sufficient reasons, has not followed the hygiene course or who having followed it, has not obtained the study certificate during his apprenticeship may obtain a special permit which will authorize him (or her) to work while following the course.

IX. The employer wishing to dispense with the services of an employee after a period of employment of one (1) week shall notify the employee at least one (1) week in advance or, if not, pay him one week's wages.

An employee who wishes to leave after one week of service shall notify his employer at least one (1) week in advance.

X. *Uniforms.* Should special uniforms be required, they shall be supplied and cleaned at the employer's expense.

XI. *Special provisions:a*) No hairdressing or beauty parlor owner shall let, sub-let or even dispose of, gratuitously or nor, part of the chairs or of the material or space comprising a hairdressing or beauty parlor for the execution of any work covered by the professional jurisdiction of the decree.

b) No artisan-hairdresser, master-hairdresser, hairdresser, journeyman-hairdresser, apprentice-hairdresser, manicure-æsthetician or apprentice-manicure-æsthetician may ply his trade anywhere but in places or establishments described in the decree or in hospitals. Any work done in conditions other than those set forth in the decree must be previously authorized by the Parity Committee.

c) No one shall offer gratuitously the services mentioned in section VII of the decree, or offer to reduce the prices or give any object whatever, whether as a premium in order to reduce the prices or to attract the customers by means resulting in a reduction of the prices or any other way. It is also prohibited to offer such services at prices lower than those herein mentioned by way of publicity, sign-boards or otherwise.

d) Every hairdressing or beauty parlor owned by a company, an association, a corporation or a person not plying the trade to which the decree applies shall have, as active and permanent manager, an employee who holds a certificate as master-hairdresser, hairdresser in the case of a hairdressing parlor, and a certificate as manicure-æsthetician in the case of a beauty parlor.

e) Toute personne agisaant comme démonstrateur ou consultant dans les opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, à moins qu'il ne soit détenteur d'un certificat de compétence émis par le Comité paritaire, ne pourra agir comme tel à moins d'avoir obtenu dudit Comité paritaire un permis spécial.

f) Les certificats de qualification émis par le Comité paritaire aux salariés assujettis au décret sont la propriété des détenteurs et doivent en tout temps être gardés à l'endroit de travail de ceux-ci.

g) Toute personne, association, ou corporation, propriétaire de plusieurs salons de coiffure ou de beauté, doit considérer chacun de ces établissements comme des entités distinctes, soumis, chacun, aux prescriptions du décret.

h) Dans un salon de coiffure, il doit y travailler au moins un maître-coiffeur ou coiffeur réguliers et, dans un salon de beauté, une personne détenant un certificat de compétence de manucure esthéticienne .

i) Cependant les personnes détenant un certificat de compagnon-coiffeur et qui étaient propriétaires d'un salon de coiffure avant le 31 mai 1947 ont les mêmes privilèges que ceux accordés aux maîtres-coiffeurs ou coiffeurs. Après cette date, toute personne détenant un certificat de compagnon-coiffeur dans le présent cas particulier et cessant d'être propriétaire du même salon de coiffure perdra le privilège mentionné au présent paragraphe et devra se conformer aux prescriptions du décret en devenant détenteur d'un certificat de maître-coiffeur ou de coiffeur.

j) Dans le présent texte, le genre masculin inclut et comprend le genre féminin et l'un ou l'autre s'applique indistinctement.

XII. La présente convention sera valable pour une (1) année à compter de la date de la publication du décret l'ayant approuvée dans la *Gazette officielle*. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, a moins que l'une des parties contractantes en donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans une délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant son expiration. Un tel avis devra être également adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 avril 1952. 32424-o

e) Any person acting as demonstrater or adviser as regards the operations governed by the decree is not permitted to do so unless he has obtained a certificate of competency or a special permit from the Parity Committee.

f) Certificates of competency issued by the Parity Committee in favour of employees governed by the decree are the property of the holders and shall, at all times, be kept where the employees are working.

g) Every person, association or corporation who owns more than one hairdressing or beauty parlors shall consider each establishment as a distinct entity and subject to the provisions of the decree.

h) There shall be, in a hairdressing parlor, at least one regular master-hairdresser or hairdresser and, in a beauty parlor, one person holding a certificate of competency as manicure-æsthetician.

i) However, persons holding a journeyman-hairdresser's certificate and who owned a hairdressing parlor before May 31, 1947, have the same privileges as those awarded master-hairdressers or hairdressers. After that date, any person holding a certificate as journeyman-hairdresser and who ceases to own the same hairdressing parlor shall forfeit the privilege mentioned in this subsection shall comply with the provisions of the decree and obtain a certificate as master-hairdresser or hairdresser.

j) In the present text, the masculine gender includes and applies to the feminine gender and either one applies indistinctly.

XII. The present agreement shall remain in force for one (1) year from the date of publication of the decree rendering it obligatory in the *Quebec Official Gazette*. It will then renew itself automatically from year to year unless either one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day proceding its expiration. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 26, 1952. 32424-o

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 52-Sp-VII

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 23 avril 1952, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 52-Sp-VII

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, April 23rd, 1952, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-

trand, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région du Lac St-Jean.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à tout marchand de lait qui, directement, ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région du Lac Saint-Jean.

2° La région du Lac Saint-Jean comprend la cité de Chicoutimi, la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, les villes de Jonquières et de Kénogami, la cité d'Arvida, les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred, la municipalité du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, les municipalités de villes de Saint-Joseph d'Alma, de Riverbend et d'Ile Maligne, la cité de Roberval, la municipalité de la ville de Dolbeau, la municipalité du village de Dolbeau et celle du village de Mistassini et de Sainte-Anne de Chicoutimi, la ville de Saint-Félicien et le territoire compris entre les cités d'Arvida et de Chicoutimi.

3° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région du Lac Saint-Jean que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,
J. A. CHARTRAND, Commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

32473-o

trand, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy Industry within the region of Lake St. John.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any milk dealer, who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lake St. John.

2. The region of Lake St. John includes the city of Chicoutimi, the village municipality of Rivière-du-Moulin, the towns of Jonquière and Kénogami, the city of Arvida, the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, the village municipality of Saint-Alexis de la Grande-Baie, the town municipalities of Saint-Joseph d'Alma, of Riverbend and of Ile Maligne, the city of Roberval, the town municipality of Dolbeau, the village municipality of Dolbeau and the village municipality of Mistassini and of Sainte-Anne de Chicoutimi, the town of Saint-Félicien, and the territory between the cities of Arvida and Chicoutimi.

3. Delivery of milk or cream within the region of Lake St. John will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.
J. A. CHARTRAND, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

32473-o

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

LA CORPORATION DES AGRONOMES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique

Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms — Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Allard, Jean	23	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Bélanger, Léon	27	Sherbrooke	Institut Agricole d'Oka.
Bélanger, Rosaire, abbé	30	Ste-Anne-de-la-Pocatière	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bertrand, Ernest	24	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Chartier, Yves	28	Québec	Institut Agricole d'Oka.
Darragh, Richard (au 30 avril-on April 30).	21	Verdun	Institut Agricole d'Oka.
Ford, John D.	22	Strathmore	Macdonald College.
Geoffrion, J.-M.	28	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Gravel, Jean-Paul	25	St-Martin, Cté Laval	Institut Agricole d'Oka.
Lambert, Martial	24	St-Marcel	Institut Agricole d'Oka.
Laurin, Marc-Aurèle	25	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Lavallée, Jean-Guy	25	Cap Santé	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Legrand, Albert	28	Compton	Macdonald Collège
Léonard, Maurice	23	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Marchand, Jean-Denis	21	Joliette	Institut Agricole d'Oka.
Morissette, Yvon	30	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Pouliot, Camille	23	St-Laurent	Ecole Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Prieur, Jean-Bernard	25	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Richer, Ls-Robert	23	St-André-Avellin	Institut Agricole d'Oka.
Rinfret, Charles-B.	25	Outremont	Macdonald College.
Robert, Ls-Georges	24	Trois-Rivières	Institut Agricole d'Oka.
Rodrigue, Clément	23	Rivière-des-Prairies	Institut Agricole d'Oka.
Savoie, Pierre	23	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Tremblay, Jean-Paul	25	Ste-Anne-de-Beaupré	Institut Agricole d'Oka.

Montréal, le 1er avril 1952.—
Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.
RENÉ MONETTE.

32400-16-2-o

Montreal, April 1, 1952.
RENÉ MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

32400-16-20

Lettres patentes supplémentaires

United Auto Parts Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 avril 1952, à la compagnie "United Auto Parts Limited", modifiant les dispositions des lettres patentes supplémentaires du 9 avril 1948, par l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à sept.

Daté du bureau du Procureur général le 21 avril 1952.

L'Assistant-procureur général,
32423-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

United Auto Parts Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "United Auto Parts Limited", modifying the provisions of the supplementary letters patent of April 9, 1948, by the increase of the number of its directors from five to seven.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1952.

L. DÉSILETS,
32423 Deputy Attorney General.

Ministère des Finances

Avis est, par les présentes, donné conformément à la résolution adoptée en date du 7 avril 1952, par le bureau de direction de la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse Notre-Dame de Liesse de la Rivière-Ouelle, que toutes les résidences d'été soient refusées dans ladite Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse Notre-Dame de la Rivière-Ouelle, et que les assurances couvrant lesdites résidences d'été soient considérées nul et de nul effet à partir de la trentième journée que lesdites notifications auront été envoyées par lettres enregistrées ou par avis public dans la *Gazette officielle de Québec.*

Rivière-Ouelle, 15 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
32445-o GEORGES MICHAUD'

Department of Finance

Notice is hereby given, pursuant to the resolution adopted on April 7, 1952, by the Board of Directors of the "Compagnie d'Assurance Mutuelle against fire in the parish of Notre-Dame de Liesse de la Rivière-Ouelle", that all summer residences be refused in the said "Compagnie d'Assurance Mutuelle against fire in the parish Notre-Dame de la Rivière-Ouelle", and that the insurances covering the said summer residences be considered nul and void from and after the thirtieth day that the said notifications shall have been sent by registered letters or by public notice in the *Quebec Official Gazette.*

Rivière-Ouelle, April 15, 1952.

GEORGES MICHAUD,
32445 Secretary-Treasurer.

Avis d'Émission de permis et de certificat d'Enregistrement

Avis est donné par les présentes que "The Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Limited", enregistrée sous le numéro 525, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 547 qui l'autorise, à compter du 19 décembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle limitée, ouragan, température, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens mobiliers; Garantie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à Toronto, province d'Ontario, Canada.

La compagnie a nommé M. Erskine Buchanan, C.R., 437 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Finances, le 21 avril 1952.

Pour le Ministre des Finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
32446 Surintendant des Assurances.

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Limited", registered under number 525, has obtained the license and certificate of registration number 547 authorizing it, as from the 19th of December 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Employers' liability; Guarantee; Inland transportation; Personal property; Public liability; Theft.

The head office of the company is situate at Toronto, Province of Ontario, Canada.

The company has appointed Mr. Erskine Buchanan, Q.C., 437 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 21st of April, 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
32446-o Superintendent of Insurance.

Avis d'Émission de Permis et de Certificat d'Enregistrement

Avis est donné par les présentes que "The Mercantile and General Reinsurance Company Li-

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Mercantile and General Reinsurance Company Limited",

mited", enregistrée sous le numéro 524, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 546 qui l'autorise, à compter du 19 décembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance uivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle limitée, ouragan, température, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur; Faux; Garantie; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à Londres, Angleterre.

La compagnie a nommé M. Erskine Buchanan, C.R., 437 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Finances, le 21 avril 1952.

Pour le Ministre des Finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
32446 Surintendant des Assurances.

registered under number 524, has obtained the license and certificate of registration number 546 authorizing it, as from the 19th of December 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler; Employers' liability; Forgery; Guarantee; Inland transportation; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Theft.

The head office of the company is situate at London, England.

The company has appointed Mr Erskine Buchanan, Q.C., 437 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 21st of April, 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
32446 Superintendent of Insurance.

Nominations

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 27 février 1952.

MM. le Révérend Horace G. Baugh, Recteur de l'Église de la Trinité, de Morin Heights, Linton Armstrong de Lachute: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Paul Lahaye, de Batiscan, Nestor St-Cyr, marchand, de Villers, cté de Nicolet: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; J.-Émile Laberge, enquêteur, Commission des Allocations sociales de Québec, de Châteauguay village: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; Jules-Émile Thibault, agent de recouvrements, 3223, ave Verdun, Verdun, Louis Gousset, expéditeur en chef à la Dominion Oil Cloth & Linoleum Co. Ltd., 716, rue Jarry, J.-Jacques Poulin, instituteur, 857, rue Desnoyers, Roland Lacombe, 2060, rue Delorimier, Leo O'Connell, B.A., professeur, 4647, rue Earnscliff, Frank Holdship, garagiste, 3815 ouest, rue St-Jacques, Rolland Lamoureux, investigateur et collecteur, 3974, rue Masson, tous six de la cité de Montréal, F.A. Storen, enquêteur, Commission des allocations sociales du Québec, 15, Blvd Désaulniers, St-Lambert, Paul Deschênes, 667, Avenue Moffet, Verdun, Conseiller au département des finances de la ville de Verdun: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Arthur Larouche, de Rivière du Moulin: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Roland Côté, gérant de la Caisse Populaire de Notre-Dame de Grâce, Québec, 166, de Mazenod, Québec, Charles-Auguste Sansfaçon, 51, rue Turgeon, Québec, inspecteur du comité paritaire du camionnage de Québec, Louis Morin, 43½, avenue Cartier, Québec, gérant du crédit, La Compagnie Paquet Limitée, Robert Béland, 19, 16ième rue est, Gros Pin, Québec, Commis en chef, La Compagnie Paquet Limitée,: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Jean-Marie Lapointe, 9, de la Normandie, Québec, adjoint au secrétaire-exécutif de la

Appointments

His Honour the lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments

Quebec, February 27, 1952.

Messrs. The Reverend Horace G. Baugh, Rector of Trinity Church, of Morin Heights, Linton Armstrong, of Lachute to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Paul Lahaye, of Batiscan, Nestor St-Cyr, merchant, of Villers, Co. of Nicolet to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; J. Émile Laberge, Investigator, on the Quebec Social Allowances Commission, of Châteauguay Village to be Justice of the Peace over the judicial district of Beauharnois; Jules-Émile Thibault, Collector, 3223 Verdun Avenue, Verdun, Louis Gousset, Head shipper of the Dominion Oil Cloth & Linoleum Co. Ltd., 716 Jarry Street, J. Jacques Poulin, Teacher, 857, Desnoyers Street, Roland Lacombe, 2060 Delorimier Street, Leo O'Connell, B.A. Professor, 4647, Earnscliff, Frank Holship, Garage-keeper, 3815, St. James Street, West, Rolland Lamoureux, Investigator and Collector, 3974 Masson Street, all six of the City of Montreal, F.A. Storen, Investigator, on the Quebec Social Allowances Commission, 15 Desaulniers Blvd., St-Lambert, Paul Deschênes, 667, Moffat Avenue, Verdun, Councillor of the Finance Department of the Town of Verdun to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal 'Arthur Larouche, of Rivière du Moulin; to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi Roland Côté, Manager of the Caisse Populaire of Notre-Dame de Grâce, Quebec, 166, de Mazenod, Quebec; Charles-Auguste Sansfaçon, 51, Turgeon Street, Quebec, Inspector of the Parity Committee of the Quebec Truckers, Louis Morin, 43½ Cartier Avenue, Quebec, Credit Manager, "La Compagnie Paquet Limitée," Robert Béland, 19, 16th Street East, Gros Pin, Quebec, Chief Clerk, "La Compagnie Paquet Limitée," to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial

Corporation des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; M. l'abbé Louis-Philippe Duclos, Collège de Lévis, Aumônier de la Caisse Populaire et vicaire desservant de la mission de Kinnear's Mills, comté de Mégantic: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaire de Québec et d'Arthabaska; Paul Dumulon, de Rouyn, maître de poste, Roch Fortin, de Rouyn, gérant de la Compagnie d'assurance l'Industrielle: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda; Jacques Lavallée, 154, rue Lajoie Nord, Joliette, sténographe officiel: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Roland Henri Lefebvre, de Chibougamau, registraire de "Claims", à Chibougamau: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; David Richer, 33, rue Bourque, Hull, commerçant: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Amable Legros, directeur du bien-être social, de la cité de Granby: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Roland St-Pierre, secrétaire, de Senneterre: juge de paix avec juridiction sur le district judiciare d'Abitibi; Albert Alarie, de Ste-Anne-de-la-Pocatière: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des Tribunaux judiciaires, Status Refondus, 1941, chapitre 15.

20 mars 1952.

MM. J.-Adrien Boileau, 327, 1ère Rue, à l'emploi de The Independent Order of Foresters, Léopold Poulin, ingénieur à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, tous deux de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-E. Beaulieu, 924, est, rue Bélanger, Montréal, député-protonotaire de la Cour supérieure, Montréal, Robert Remington, B.A., 179, Bould des Prariries, Laval-des-Rapides, secrétaire-greffier de la Régie des Loyers sur l'Ile Jésus, A.-E. Beaupré, Lachine, lieutenant de section, Corps d'aviation Royal Canadien à Lachine, A. S. Carpentier, agent d'assurance, 2399, rue Monsabré, Montréal, tous six: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Yves Boivin, de Naudville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Robetval; Christophe Chouinard, marchand et Ambroise Picard, entrepreneur, tous deux de Pentecôte; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des Tribunaux judiciaires, Statuts refondus 1941, chapitre 15.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

9 avril 1952.

M. Antonio Pelletier, de Québec, membre du Barreau de la province: conseil en Loi de la Reine.
32423-o

district of Québec; Jean-Marie Lapointe, 9 de la Normandie, Quebec, Assistant to the Executive-Secretary of the Plumbing and Heating Contractors Corporation of the Province of Quebec; to be Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec: Rev. Father Louis-Philippe Duclos, Levis College, Chaplain of "La Caisse Populaire" and curate for the Kinnear's Mills Mission, county of Megantic to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Quebec and Arthabaska Paul Dumulon, of Rouyn, Post-Master, Roch Fortin, of Rouyn, Manager of the "Compagnie d'Assurance l'Industrielle to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda; Jacques Lavallée, 154 Lajoie Street, North, Joliette, Official Stenographer to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Roland Henri Lefebvre, of Chibougamau, Registrar of Claims, at Chibougamau to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval; David Richer, 33 Bourque Street, Hull, dealer to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Amable Legros, Director of Social Welfare, of the City of Granby to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford Roland St-Pierre, Secretary, of Senneterre to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi: Albert Alarie, of Ste-Anne-de-la-Pocatière: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purposes of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justices Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15.

March 20, 1952.

Messrs. J. Adrien Boileau, 327 1st Street, in the employ fo The Independent Order of Foresters, Léopold Poulin, Engineer at "Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, both of Quebec: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec; J.-E. Beaulieu, 924, Bélanger Street, East, Montreal, Deputy-Prothonotary of the Superior Court, Montreal, Robert Remington B.A., 179 Bould. des Prairies, Laval-des-Rapides, Secretary-Clerk of the Rental Commission on "Ile Jésus", A.E. Beaupré, Lachine, Section-Lieutenant, Royal Canadian Aviation Corps at Lachine, A.S. Carpentier, Insurance Agent, 2399 Monsabré Street, Montreal, all six: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montréal; Yves Boivin, of Naudville: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval: Christophe Chouinard, merchant and Ambroise Picard, contractor, both of Pentecôte; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; the Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358, of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15.

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the person whose name follows, to wit:

April 9, 1952.

Mr. Antonio Pelletier, of Quebec, Member of the Bar of the Province: Queen's Counsel.
32423

Sièges sociaux

"Bédard & Donaldson Limitée"

Avis est donné que la compagnie "Bédard & Donaldson Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mars 1952, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son bureau principal à Québec, P. Q. a établi son bureau au numéro 190 avenue Plante, dans la ville de Québec-Ouest.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré comme le bureau principal de la Compagnie.

Daté à Québec, ce 20ième jour de mars 1952.

Le Secrétaire,
32434-o ALBERT PAQUET.

"Duchesne Auto Limitée"

Avis est par les présentes donné que la compagnie Duchesne Auto Limitée, corporation constituée par lettres patentes de la Province de Quebec en date du onze mars mil neuf cent cinquante-deux, ayant le siège de ses affaires à Naudville, dans le district judiciaire de Roberval, a établi son bureau ou domicile légal: boulevard Dequen, à Naudville, comté de Lac St-Jean.

Chicoutimi, le 18 mars 1952.

Le Secrétaire,
32435-o JEAN-CHARLES DUCHESNE.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Le Palais des Sports Inc." tenue le 29 février 1952.

"Sur proposition dûment secondée il est résolu que le siège social de la compagnie soit fixé à 67, Côte d'Abraham, Québec."

Québec, 29 février 1952.

Certifié vraie copie.

(Sceau) Le Président,
32436-o E.-FERNAND GUAY.

Avis est donné que la Compagnie "Quebec Glassheat Limited" a établi son siège social à 3, rue Des Callières, en les cités et district de Québec, Province de Québec.

Signé, ce 1er jour d'avril 1952.

Le Secrétaire,
32437-o HENRI BEAUPRÉ.

La Cie Martel, Limitee

Règlement N° 1
(Changeant le siège social de la compagnie)

Il est statué par le règlement n° 1:

Que le bureau principal de "La Cie Martel, Limitée" soit changé de localité du village de St-Nazaire, comté de Chicoutimi, province de Québec, en la ville de St-Félicien, 9, rue Carillon, comté de Roberval, province de Québec.

Le Secrétaire-trésorier,
32438 PAUL MARTEL.

Canadian Sport Enterprises Inc. Limited

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Canadian Sport Enterprises Inc. Limited", tenue le 12 mars 1952, à laquelle assemblée assistaient tous les actionnaires de la compagnie, qui ont adopté le règlement suivant:

Head Offices

"Bédard & Donaldson Limitée"

Notice is given that the company "Bédard & Donaldson Limitée" incorporated by letters patent bearing date March 14, 1952, under the Québec Companies' Act, and having its head office in Quebec, P. Q. has established its office at 190 Avenue Plante, in the town of Quebec Ouest.

From and after the date of the present notice the said office will be considered as being the head office of the Company.

Given at Quebec, this 20th day of March 1952.

ALBERT PAQUET,
32434-o Secretary.

"Duchesne Auto Limitée"

Notice is hereby given that the company "Duchesne Auto Limitée", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the eleventh day of March, one thousand nine hundred and fifty-two, having its head office at Naudville, in the judicial district of Roberval, has established its office or legal domicile at: Boulevard Dequen, at Naudville, county of Lake St. John.

Chicoutimi, March 18, 1952.

JEAN-CHARLES DUCHESNE
32435 Secretary.

Extract from the Minutes of a meeting of Directors of "Le Palais des Sports Inc.", held on February 29, 1952.

"On motion duly seconded, it is resolved that the head office of the Company be fixed at 67, Côte d'Abraham, Quebec."

Quebec, February 29, 1952.

Certified True Copy.

(Seal) E. FERNAND GUAY,
32436 President.

Notice is hereby given that the Company "Quebec Glassheat Limited" has established its head office at 3 Des Callières Street, in the city and District of Quebec, Province of Quebec.

Signed, this 1st day of April, 1952.

HENRI BEAUPRÉ,
32437 Secretary.

La Cie Martel, Limitee

By-law N° 1
(Changing the head Office of the Company)

It is enacted by By-law N°. 1.

That the head office of "La Cie Martel, Limitée" be changed from the locality of the village of St-Nazaire, county of Chicoutimi, Province of Quebec, to the town of St-Félicien, 9 Carillon Street, county of Roberval, Province of Quebec.

PAUL MARTEL,
32438 Secretary-Treasurer.

Canadian Sport Enterprises Inc. Limited

Extract of the Minutes of a special general meeting of the shareholders of "Canadian Sport Enterprises Limited", held on March 12, 1952, at which meeting assisted all the shareholders of the company, who adopted the following by-law:

Règlement N° 43:

Le siège social de la compagnie est changé d'endroit, du no 2110 est, rue Ontario au no 2490, rue Mont-Royal, en les cité et district de Montréal.

Cer ifié copie conforme.

Le Secrétaire,
32457-o PAUL-MARCEL LORTIE.

By-law No. 43

The head office of the company is changed from No. 2110 Ontario Street East, to No. 2490, Mount Royal Street, in the city and district of Montreal.

Certified true copy.

PAUL-MARCEL LORTIE,
32457 Secretary.

Canada, province de Québec,
district de Bedford

AVIS DE LA SITUATION
DU SIÈGE SOCIAL
DE "GRANDMONT CONSTRUCTION INC."

Avis est donné que la Compagnie "Grandmont Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patents en vertu de la loi des compagnies de Québec, en date du 16 mai 1951, et ayant son bureau principal dans la cité de Granby, a établi son siège social au numero 263 de la rue Principale, dans la cité de Granby, district de Bedford.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Granby, le 22ième jour d'avril 1952.

Le Président,
32470-o GASTON POULIOT.

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

NOTICE OF THE SITUATION OF
THE HEAD OFFICE OF
"GRANDMONT CONSTRUCTION INC"

Notice is hereby given that the company "Grandmont Construction Inc", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on the 16th day of May, 1951, and having its head office in the city of Granby, has established its office at number 263 Principale Street, in the City of Granby, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Granby, April 22, 1952.

GASTON POULIOT,
32470 President.

Soumissions

La Commission Scolaire de Saint-David, comté de Lévis, demande des soumissions pour la construction d'une école à 6 classes avec garage pour l'autobus scolaire.

Les plans et devis sont présentement au bureau du soussigné, secrétaire-trésorier.

Il est entendu que la Commission Scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus basse ni la plus haute soumission, ni même aucune, si elle le juge à propos.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté équivalent à 10% de ladite soumission.

Les soumissions seront reçues jusqu'à samedi soir le 10 mai à 7 heures p.m., heure avancée ou elles seront ouvertes.

Le Secrétaire-trésorier,
32472-o Signé: LÉON PAUL GAGNON.

Province de Québec

ST-SIMON-DE-DRUMMOND
(Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Conrad Fouquette sec.-trés., St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 12 mai 1952, pour l'achat de $244,000 d'obligations de la corporation de St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond datées du 1er juin 1952, et remboursables par séries du 1er juin 1953, au 1er juin 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

The School Commission of Saint-David, Co. Lévis, is asking for tenders for the erection of a six-room school house, with a garage, for a schoolbus.

Plans and specifications are actually in the office of the undersigned, the Secretary-Treasurer.

It is understood that the School Commission does not bind itself to accept the highest, nor the lowest, nor any of the tenders, should they deem advisable.

Tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to 10% of the said tender.

Tenders will be received up to 7 o'clock p.m., (Daylight Saving Time, May 10, 1952, at which time they will be opened.

LÉON PAUL GAGNON,
32472 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

ST-SIMON-DE-DRUMMOND
(Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Conrad Fouquette Sec.-Trea., St-Simon of Drummond, county of Drummond, until 8 o'clock p.m., Monday, May 12, 1952, for the purchase of an issue of $244,000 of bonds of the Municipal Corporation of St-Simon of Drummond, county of Drummond dated June 1st, 1952 and redeemable serially from June 1st, 1953 to June 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $244,000. — 20 ans.

Année	*Capital*
1er juin 1953.	$ 6,000.00
1er juin 1954.	6,500.00
1er juin 1955.	7,000.00
1er juin 1956.	7,500.00
1er juin 1957.	8,000.00
1er juin 1958.	9,500.00
1er juin 1959.	10,000.00
1er juin 1960.	10,500.00
1er juin 1 61.	11,500.00
1er juin 1962.	12,000.00
1er juin 1963.	12,500.00
1er juin 1964.	13,000.00
1er juin 1965.	13,500.00
1er juin 1966.	14,500.00
1er juin 1967.	15,000.00
1er juin 1968.	15,500.00
1er juin 1969.	16,500.00
1er juin 1970.	17,000.00
1er juin 1971.	18,500.00
1er juin 1972.	19,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Québec, à Montréal ou à Drummondville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil qui sera tenue lundi, le 12 mai 1952, à 8 heures p.m., à l'école Notre-Dame de St-Simon-de-Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Simon-de-Drummond (Comté de Drummond), ce 23 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
M. CONRAD FOUQUETTE,
St-Simon-de-Drummond,
(Drummond), P.Q. 32471-o

Table of redemption — $244,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1st, 1953.	$ 6,000.00
June 1st, 1954	6,500.00
June 1st, 1955	7,000.00
June 1st, 1956	7,500.00
June 1st, 1957	8,000.00
June 1st, 1958	9,500.00
June 1st, 1959	10,000.00
June 1st, 1960	10,500.00
June 1st, 1961	11,500.00
June 1st, 1962	12,000.00
June 1st, 1963	12,500.00
June 1st, 1964	13,000.00
June 1st, 1965	13,500.00
June 1st, 1966	14,500.00
June 1st, 1967	15,000.00
June 1st, 1968	15,500.00
June 1st, 1969	16,500.00
June 1st, 1970	17,000.00
June 1st, 1971	18,500.00
June 1st, 1972	19,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Quebec, Montreal or at Drummondville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the of date their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a special meeting of the Council to be held on Monday, May 12, 1952, at 8 o'clock p.m., at Notre-Dame of St-Simon of Drummond school.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Simon-of-Drummond (County of Drummond), April 23, 1952.

CONRAD FOUQUETTE,
Secretary-Treasurer,
St-Simon-of-Drummond,
(Drummond) P.Q. 32471

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE VICTORIAVILLE
(COMTÉ D'ARTHABASKA)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" sreont reçues par le soussigné, J.-Rod. Houle, sec.-trés., C.P. 22, Victoriaville, comté d'Arthabaska ou à l'hôtel de ville de Victoriaville jusqu'à 8 heures p.m., jeudi le 15 mai 1952, pour l'achat de $340,000. d'obligations de la commission scolaire de la ville de Victoriaville datées du 1er avril 1952 et remboursables par séries du 1er avril 1953 au 1er avril 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'exc. pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

SCHOOL COMMISIOIN OF THE TOWN OF VICTORIAVILLE
(COUNTY OF ARTHABASKA)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. Rod. Houle, Sec.-Treas., P.O. Box 22, Victoriaville, county of Arthabaska or at the Town Hall of Victoriaville, Thursday, May 15, 1952, until 8 o'clock p.m., for the purchase of an issue of $340,000. of bonds of the School Commission of the town of Victoriaville dated April 1st, 1952 and redeemable serially from April 1st, 1953 to April 1st, 1972, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $340,000. — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1953	x$17,000.00
1er avril 1954	x 18,000.00
1er avril 1955	x 19,000.00
1er avril 1956	x 19,500.00
1er avril 1957	x 20,500.00
1er avril 1958	x 21,500.00
1er avril 1959	x 23,000.00
1er avril 1960	x 24,000.00
1er avril 1961	x 25,000.00
1er avril 1962	x 26,500.00
1er avril 1963	10,000.00
1er avril 1964	10,500.00
1er avril 1965	11,000.00
1er avril 1966	11,500.00
1er avril 1967	12,000.00
1er avril 1968	13,000.00
1er avril 1969	13,500.00
1er avril 1970	14,000.00
1er avril 1971	15,000.00
1er avril 1972	15,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $177,222.50 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en dix versements de $17,722.25 de 1953 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de l'emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Victoriaville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 15 mai 1952, à 8 heures p.m., à l'hôtel de ville de Victoriaville.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Victoriaville (Comté de Arthabaska), ce 22 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
J,-ROD. HOULE.

C P. 22, Hôtel de ville,
Victoriaville, Qué.
32462-o

Table of redemption — $340,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1st, 1953	x$17,000.00
April 1st, 1954	x 18,000.00
April 1st, 1955	x 19,000.00
April 1st, 1956	x 19,500.00
April 1st, 1957	x 20,500.00
April 1st, 1958	x 21,500.00
April 1st, 1959	x 23,000.00
April 1st, 1960	x 24,000.00
April 1st, 1961	x 25,000.00
April 1st, 1962	x 26,500.00
April 1st, 1963	10,000.00
April 1st, 1964	10,500.00
April 1st, 1965	11,000.00
April 1st, 1966	11,500.00
April 1st, 1967	12,000.00
April 1st, 1968	13,000.00
April 1st, 1969	13,500.00
April 1st, 1970	14,000.00
April 1st, 1971	15,000.00
April 1st, 1972	15,500.00

The letters x indicate the years during annual payments of a total amount of $177,222.50 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of $17,722.25 from 1953 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Victoriaville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on the Thursday, May 15, 1952, at 8 o'clock p-m. at the Town Hall of Victoriaville.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Victoriaville (County of Arthabaska), April 22nd, 1952.

J. ROD. HOULE,
Secretary-Treasurer.

P. O. Box 22, Town Hall,
Victoriaville, Que.
32462

Province de Québec

—

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE MATANE
(Comté de Matane)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-E. Dionne, sec.-trés., Hôtel de ville, Matane, comté de Matane, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 13 mai 1952 pour l'achat de $400,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Matane, comté de Matane datées du 1er mars 1952 et remboursables par séries du 1er mars 1953 au 1er mars 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'exc. pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le

Province of Quebec

—

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE MATANE
(County of Matane)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. E. Dionne, Sec-Treas., Town Hall, Matane, county of Matane, until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 13, 1952, for the purchase of an issue of $400,000 of bonds of the School Commission of the town of Matane, county of Matane, dated March 1st, 1952, and redeemable serially from March 1st, 1953 to March 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same

même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $400,000. — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1953.	x$19,500.00
1er mars 1954.	x 20,000.00
1er mars 1955.	x 21,000.00
1er mars 1956.	x 22,000.00
1er mars 1957.	x 23,000.00
1er mars 1958.	x 24,000.00
1er mars 1959.	x 25,000.00
1er mars 1960.	x 26,000.00
1er mars 1961.	x 27,500.00
1er mars 1962.	x 28,500.00
1er mars 1963.	x 30,000.00
1er mars 1964.	x 31,000.00
1er mars 1965.	11,000.00
1er mars 1966.	11,500.00
1er mars 1967.	12,000.00
1er mars 1968.	12,500.00
1er mars 1969.	13,000.00
1er mars 1970.	13,500.00
1er mars 1971.	14,000.00
1er mars 1972.	15,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $260,000 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en une annuité de $21,674.00 et 11 annuités de $21,666.00 de 1953 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de l'emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Matane ou à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 13 mai 1952 à 8 heures p.m., à l'hôtel de ville de Matane, comté de Matane.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane (Comté de Matane), ce 21ième jour d'avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. DIONNE,

Hôtel de ville,
Matane, (Comté de Matane). 32461-o

for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$400,000—20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1953.	x$19,500.00
March 1st, 1954.	x 20,000.00
March 1st, 1955.	x 21,000.00
March 1st, 1956.	x 22,000.00
March 1st, 1957.	x 23,000.00
March 1st, 1958.	x 24,000.00
March 1st, 1959.	x 25,000.00
March 1st, 1960.	x 26,000.00
March 1st, 1961.	x 27,500.00
March 1st, 1962.	x 28,500.00
March 1st, 1963.	x 30,000.00
March 1st, 1964.	x 31,000.00
March 1st, 1965.	11,000.00
March 1st, 1966.	11,500.00
March 1st, 1967.	12,000.00
March 1st, 1968.	12,500.00
March 1st, 1969.	13,000.00
March 1st, 1970.	13,500.00
March 1st, 1971.	14,000.00
March 1st, 1972.	15,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $260,000 granted by the Provincial Secretary and payable in an annuity of $21,674.00 and 11 annuities of $21,666.00 from 1953 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the chartered bank mentionned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Matane or at Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, May 13, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Matane, County of Matane.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Matane, (County of Matane), this April 21st, 1952.

J. E. DIONNE,
Secretary-Treasurer,

Town Hall,
Matane, (County of Matane). 32461

Province de Québec

VILLE DE MONTMORENCY
(Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston St-Pierre, secrétaire-trésorier, B. P. 169, Ville de Montmorency, jusqu'à 8 heures P.M., lundi le 12 mai 1952, pour l'achat de $50,000.00 d'obligations de la ville de Montmorency, datées du 1er mai 1952 et remboursables par séries du

Province of Quebec,

VILLAGE DE MONTMORENCY
(Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston St-Pierre, Secretary-Treasurer, P.O. Box 169, Town of Montmorency, until 8 o'clock p.m., Monday, May 12, 1952, for the purchase of an issue of $50,000 of bonds of the town of Montmorency, dated May 1st, 1952 and redeemable serially from May 1st,

1er mai 1953 au 1er mai 1967, inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $50,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mai 1953	$4,000.00
1er mai 1954	2,000.00
1er mai 1955	2,500.00
1er mai 1956	3,000.00
1er mai 1957	3,000.00
1er mai 1958	3,000.00
1er mai 1959	3,000.00
1er mai 1960	3,000.00
1er mai 1961	3,000.00
1er mai 1962	3,500.00
1er mai 1963	3,500.00
1er mai 1964	3,500.00
1er mai 1965	4,000.00
1er mai 1966	4,500.00
1er mai 1967	4,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou à Montmorency.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 mai 1952, à 8 heures P.M., à l'hôtel de ville de Montmorency.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de Montmorency (Comté de Québec), ce 23 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
M. GASTON ST-PIERRE
Ville de Montmorency, B. P. 169.
(Québec), P. Q. 32469-o

Table of Redemption — $50,000 — 15 years

Year	*Capital*
May 1st, 1953	$4,000.00
May 1st, 1954	2,000.00
May 1st, 1955	2,500.00
May 1st, 1956	3,000.00
May 1st, 1957	3,000.00
May 1st, 1958	3,000.00
May 1st, 1959	3,000.00
May 1st, 1960	3,000.00
May 1st, 1961	3,000.00
May 1st, 1962	3,500.00
May 1st, 1963	3,500.00
May 1st, 1964	3,500.00
May 1st, 1965	4,000.00
May 1st, 1966	4,500.00
May 1st, 1967	4,500.00

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Montmorency.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday May 12, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Montmorency.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of Montmorency, (County of Quebec), April 23, 1952.

GASTON ST-PIERRE,
Secretary-Treasurer.
P.O.Box 169, Town of Montmorency,
(Quebec) P.Q. 32469

Province de Québec

VILLE DE BOURLAMAQUE

(Comté d'Abitibi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Philbert, secrétaire-trésorier, 42 avenue Perrault, Bourlamaque, comté d'Abitibi, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 14 mai 1952, pour l'achat de $113,000 d'obligations de la ville de Bourlamaque, comté d'Abitibi, datées du 1er mai 1952 et remboursables par séries du 1er mai 1953 au 1er mai 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission, ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

TOWN OF BOURLAMAQUE

(County of Abitibi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Philbert, Secretary-treasurer, 42, Perrault Avenue, Bourlamaque Abitibi County, until 8 o'clock p.m, Wednesday, May 14th, 1952, for the purchase of an issue of $113,000 of bonds of the Town of Bourlamaque, Abitibi Country, dated May 1st, 1952 and redeemable serially from May 1st, 1953 to May 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $113,000 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er mai 1953	$5,000.00
1er mai 1954	5,000.00
1er mai 1955	5.00 .00
1er mai 1956	5,000.00
1er mai 1957	5,000.00
1er mai 1958	5,000.00
1er mai 1959	5,000.00
1er mai 1960	6,000.00
1er mai 1961	6,000.00
1er mai 1962	6,000.00
1er mai 1963	6,000.00
1er mai 1964	6,000.00
1er mai 1965	6,000.00
1er mai 1966	6,000.00
1er mai 1967	6,000.00
1er mai 1968	6,000.00
1er mai 1969	6,000.00
1er mai 1970	6,000.00
1er mai 1971	6,000.00
1er mai 1972	6,000.00

Ces obligations sont émises en vertu du règlement d'emprunt No. 57. Le règlement No. 57, au montant de $113,000, avec un terme de vingt ans, a pour objet de financer la contruction d'une station de pompage pour égouts, de conduites d'égouts et d'une fosse septique.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Bourlamaque.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il effectura les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 14 mai 1952, à 8 heures p.m., au bureau du soussigné, 42, avenue Perrault, Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bourlamaque, (Comté de Abitibi), ce 19 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT PHILBERT,

42, avenue Perrault,
Bourlamaque, (Comté d'Abitibi), P.Q.
32443-o

Province de Québec

VILLE DE COWANSVILLE
(COMTÉ DE MISSISQUOI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-R. Ouellette, sec.-trés. C.P. 880, Cowansville ou à l'hôtel de ville 153, rue Principale, Cowansville, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 13 mai 1952 pour l'achat de $150,000. d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi datées du 1er mars 1952 et remboursables par séries du 1er mars 1953 au 1er mars 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux n'exc. pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er

Table of redemption — $113,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1st, 1953	$5,000.00
May 1st, 1954	5,000.00
May 1st, 1955	5,000.00
May 1st, 1956	5,000.00
May 1st, 1957	5,000.00
May 1st, 1958	5,000.00
May 1st, 1959	5,000.00
May 1st, 1960	6,000.00
May 1st, 1961	6,000.00
May 1st, 1962	6,000.00
May 1st, 1963	6,000.00
May 1st, 1964	6,000.00
May 1st, 1965	6,000.00
May 1st, 1966	6,000.00
May 1st, 1967	6,000.00
May 1st, 1968	6,000.00
May 1st, 1969	6,000.00
May 1st, 1970	6,000.00
May 1st, 1971	6,000.00
May 1st, 1972	6,000.00

The said bonds will be issued under Loan By-Law No. 57 for the amount of $113,000 with twenty-year term, the object being to finance the construction of a sewage disposal plant, pump house and sewer line.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Bourlamaque.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the Council to be held on Wednesday May 14th, 1952, at 8 o'clock p.m., at the office of the undersigned, 42 Perrault Avenue, Bourlamaque, Abitibi County.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bourlamaque, (County of Abitibi), this April 19th, 1952.

ALBERT PHILBERT,
Secretary-Treasurer,

42, Perrault Avenue,
Bourlamaque, (Abitibi County), P. Q.
32443-o

Province of Quebec

TOWN OF COWANSVILLE
(COUNTY OF MISSISQUOI)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. R. Ouellette, Sec.-Treas., P. O. Box 880, Cowansville, or at the Town Hall, 153, Principale Street, Cowansville, Tuesday, May 13, 1952, until 8 o'clock p.m., for the purchase of an issue of $150,000 of bonds of the town of Cowansville, county of Missisquoi, dated March 1st, 1952, and redeemable serially from March 1st, 1953 to March 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on September

septembre et 1er mars de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $150,000. — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1953	$5,000.00
1er mars 1954	5,000.00
1er mars 1955	5,000.00
1er mars 1956	6,000.00
1er mars 1957	6,000.00
1er mars 1958	6,000.00
1er mars 1959	7,000.00
1er mars 1960	7,000.00
1er mars 1961	7,000.00
1er mars 1962	8,000.00
1er mars 1963	8,000.00
1er mars 1964	8,000.00
1er mars 1965	9,000.00
1er mars 1966	9,000.00
1er mars 1967	9,000.00
1er mars 1968	9,000.00
1er mars 1969	9,000.00
1er mars 1970	9,000.00
1er mars 1971	9,000.00
1er mars 1972	9,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Cowansville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 13 mai 1952 à 8 heures p.m., à l'hotel de ville, 153, rue Principale, Cowansville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville (Comté de Missisquoi), ce 21 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. OUELLETTE.

C.P. 880, Hôtel de Ville, 153, rue Principale,
Cowansville, (Missisquoi). P.Q.
32460-o

Table of redemption — $150,000 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1953	$5,000.00
March 1st, 1954	5,000.00
March 1st, 1955	5,000.00
March 1st, 1956	6,000.00
March 1st, 1957	6,000.00
March 1st, 1958	6,000.00
March 1st, 1959	7,000.00
March, 1st 1960	7,000.00
March 1st, 1961	7,000.00
March 1st, 1962	8,000.00
March 1st, 1963	8,000.00
March 1st, 1964	8,000.00
March 1st, 1965	9,000.00
March 1st, 1966	9,000.00
March 1st, 1967	9,000.00
March 1st, 1968	9,000.00
March 1st, 1969	9,000.00
March 1st, 1970	9,000.00
March 1st, 1971	9,000.00
March 1st, 1972	9,000.00

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Cowansville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 13, 1952, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 153 Principale Street, Cowansville.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville, (County of Missisquoi), April 21, 1952.

J. R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer,

P. O. BOX 880, Town Hall, 153, Principale Street,
Cowansville, (Missisquoi), P. Q.
32460

Province de Québec

Commission scolaire de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts (Comté de Gaspé-Nord)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jos Simard, secrétaire-trésorier, Anse Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 12 mai 1952, pour l'achat de $100,000 d'obligations de la commission scolaire de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, datées du 1er avril 1952 et remboursables par séries du 1er avril 1953 au 1er avril 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux

Province of Quebec

School Commission of the parish of Ste-Anne-des-Monts (County of Gaspé-North)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jos Simard, Secretary-Treasurer,, Anse Ste-Anne-des-Monts, County of Gaspé-North, until 8 o'clock p.m., Monday, May 12, 1952, for the purchase of an issue of $100,000 of bonds of the School Board of Ste-Anne-des-Monts, dated April 1st, 1952 and redeamable serially from April 1st, 1953 to April 1st 1967, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole

d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $100,000 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er avril 1953	x$22,000.00
1er avril 1954	x 23,000.00
1er avril 1955	x 24,000.00
1er avril 1956	2,000.00
1er avril 1957	2,000.00
1er avril 1958	2,000.00
1er avril 1959	2,500.00
1er avril 1960	2,500.00
1er avril 1961	2,500.00
1er avril 1962	2,500.00
1er avril 1963	2,500.00
1er avril 1964	3,000.00
1er avril 1965	3,000.00
1er avril 1966	3,000.00
1er avril 1967	3,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $69,904, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de $23,302 et deux versements de $23,301 chacun, de 1953 à 1955 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Anne-des-Monts.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et conisdérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 12 mai 1952, à 8 heures p.m., au lieu ordinaire des séances, à l'école No 5, à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-des-Monts, (Comté de Gaspé-Nord), ce 18 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
JOS. SIMARD,

Anse Ste-Anne-des-Monts,
(Comté de Gaspé-Nord), P. Q.
32444-o

issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $100,000 — 15 years

Year	*Capital*
April 1st, 1953	x$22,000.00
April 1st, 1954	x 23,000.00
April 1st, 1955	x 24,000.00
April 1st, 1956	2,000.00
April 1st, 1957	2,000.00
April 1st, 1958	2,000.00
April 1st, 1959	2,5000.0
April 1st, 1960	2,500.00
April 1st, 1961	2,500.00
April 1st, 1962	2,500.00
April 1st, 1963	2,500.00
April 1st, 1964	3,000.00
April 1st, 1965	3,000.00
April 1st, 1966	3,000.00
April 1st, 1967	3,500.00

The letter "x" indicates the years during which payments of a total grant of $69,904 from the Provincial Secretary and payable in one instalment of $23,302 and two instalments of $23,301 each from 1953 to 1955 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or at Ste-Anne-des-Monts.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a Meeting of the School Commissioners to be held on Monday, May 12, 1952, at 8.00 p.m. at the ordinary meeting place, at School No. 5, at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-des-Monts, (County of Gaspé-North), this 18th of April, 1952.

JOS. SIMARD,
Secretary-Treasurer.

Anse Ste-Anne-des-Monts,
(County of Gaspé-North), P. Q.
32444

Ventes par licitations

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 3 avril 1952, dans une cause portant le N° 307672 dans laquelle William Kenneth Roy Hughes, surintendant, des cité et district de Montréal, est demandeur et Thomas Lewis Hughes, jardinier, du comté d'Alliston, province d'Ontario, Dame Mary Christine Margaret Hughes, épouse de Elgin Duncan Rothwell, gardien, de la cité de Lachine, district de Montréal, ledit Elgin Duncan Rothwell pour autoriser sa-

Sales by Licitations

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that by virtue of judgment of the Superior Court for the District of Montreal dated April 3, 1952, in a case bearing no. 307672 wherein William Kenneth Roy Hughes superintendent, of the city and district of Montreal, is plaintiff and Thomas Lewis Hughes, gardener, of the county of Alliston in the Province of Ontario, Dame Mary Christina Margaret Hughes, wife of Elgin Duncan Rothwell, custodian, of the city of Lachine in the district of Montreal, the said Elgin Duncan Rothwell, to

dite épouse, Dame Edith Elizabeth Hughes, épouse de Crawford McConnell, vendeur, de la ville de Lambeth, province d'Ontario, ledit Crawford McConnell pour autoriser sadite épouse, Dame Lillian Maude Miller Hughes, épouse de Robert W. Smith, comptable, de la ville de Lambeth, province d'Ontario, ledit Robert W. Smith pour autoriser sadite épouse, Dame Sarah Lilah Jean Hughes, épouse de Vernon McLatchie, de la ville de Noranda, province de Québec, ledit Vernon McLatchie pour autoriser sadite épouse, Dame Rose Christiana Hughes, veuve de Clarence Johnston, ménagère, de la ville de Thornbury, province d'Ontario; et les héritiers de feu Thomas William Hughes, charretier, ci-devant de la ville de Meaford, province d'Ontario, sont défendeurs, ordonnant la licitation de la propriété immobilière décrite comme suit:

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Maplewood et formant le coin de l'avenue Decelles, en la cité de Montréal, et étant composé comme suit:

1. Les subdivisions numéros deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-trois du lot originaire numéro vingt-huit (28-252 et 253) du village incorporé de Côte des Neiges, chaque subdivision contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

2. Cette partie de terrain connue et désignée comme étant une partie de la subdivision numéro deux cent vingt-sept dudit lot numéro vingt-huit (28-ptie 227) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte des Neiges, mesurant quatorze pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et située en arrière desdites deux subdivisions numéros deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-trois, bornés au sud-est par lesdites deux subdivisions numéros deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-trois (252 et 253), au nord-ouest par le lot numéro trente et aux sud-ouest et nord-est par des parties de ladite subdivision numéro deux cent vingt-sept dudit lot numéro vingt-huit (28pties 227).

3. La partie sud-ouest de la subdivision numéro deux cent cinquante-quatre dudit lot numéro vingt-huit (28-s.o. ptie 254) dudit village incorporé de Côte des Neiges, mesurant trois pieds et deux dixièmes de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins bornée en front par ladite avenue Mapleton, en arrière par une partie de ladite subdivision numéro deux cent vingt-sept, au sud-ouest par ladite subdivision numéro deux cent cinquante-trois dudit lot numéro vingt-huit (28-253) et au nord-est par ladite avenue Decelles.

4. Cette partie d'une ruelle connue et désignée comme étant une partie de ladite subdivision numéro deux cent vingt-sept dudit lot numéro vingt-huit (28-ptie 227) dudit village incorporé de Côte des Neiges, mesurant quatorze pieds de largeur par trois pieds et deux dixièmes de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée au nord-est par l'avenue Decelles, au sud-est par ladite subdivision numéro deux cent cinquante-quatre dudit lot numéro vingt-huit (28-254), au nord-ouest par ledit lot numéro trente et au sud-ouest par une partie de ladite subdivision numéro deux cent vingt-sept.

authorize his said wife, Dame Edith Elizabeth Hughes, wife of Crawford McConnell, salesman, of the town of Lambeth in the Province of Ontario, the said Crawford McConnell, to authorize his said wife, Dame Lillian Maude Miller Hughes, wife of Robert W. Smith, accountant, of the town of Lambeth, in the Province of Ontario, the said Robert W. Smith, to authorize his said wife, Dame Sarah Lilah Jean Hughes, wife of Vernon McLatchie, of the town of Noranda in the Province of Quebec, the said Vernon McLatchie, to authorize his said wife, Dame Rose Christina Hughes, widow of Clarence Johnston, housewife, of the town of Thornbury in the Province of Ontario; and the Heirs of the late Thomas William Hughes, teamster, late of the town of Meaford, in the Province of Ontario are defendants, ordering the licitation of the immoveable property described as follows:

That certain emplacement fronting on Maplewood Avenue, and forming the corner of Decelles Avenue in the city of Montreal, and being composed of :

1. Subdivisions numbers two hundred and fifty-two and two hundred and fifty-three of original lot number twenty-eight (28-252 and 253) of the incorporated village of Côte des Neiges, containing each subdivision twenty-five feet in width by ninety-four feet in depth, English measure and more or less.

2. That part of land known and designated as being part of subdivision number two hundred and twenty-seven of the said lot number twenty-eight (28-pt. 227) of the Official Plan and Book of Reference of the incorporated village of Côte des Neiges, containing fourteen feet in width by fifty feet in depth, English measure and more or less, and situated in rear of the said two subdivisions number two hundred and fifty-two and two hundred and fifty-three, bounded on the South-east by the said two subdivisions numbers two hundred and fifty-two and two hundred and fifty-three (252 and 253), on the North-west by lot number thirty and on the South-west and North-east by parts of the said subdivision number two hundred and twenty-seven of the said lot number twenty-eight (28-pts. 227).

3. The South-west part of the subdivision number two hundred and fifty-four of the said lot number twenty-eight (28-s.w. pt. 254) of the said incorporated village of Côte des Neiges, containing three feet and two tenths of a foot in width by ninety-four feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by the said Maplewood Avenue, in rear by part of the said subdivision number two hundred and twenty-seven, on the south-west by the said subdivision number two hundred and fifty-three of the said lot number twenty-eight (28-253) and on the North-east by the said Decelles Avenue.

4. That part of a lane known and designated as being part of the said subdivision number two hundred and twenty-seven of the said lot number twenty-eight (28-pt. 227) of the said incorporated village of Côte des Neiges, containing fourteen feet in width by three feet and two-tenths of a foot in depth, English measure and more or less, bounded on the North-east by Decelles Avenue, on the South-east by the said subdivision number two hundred and fifty-four of the said lot number twenty-eight (28-254) ,on the North-west by the said lot number thirty and on the South-west by part of the said subdivision number two hundred and twenty-seven.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 3301 de ladite avenue Maplewood.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le VINGT-ET-UN MAI 1952, à DIX heures ET QUINZE du matin (Heure normale de l'Est ou Heure avancée de l'Est, selon celle en vigueur en la cité de Montréal), siégeant à chambre 31 de l'ancien Palais de Justice, rue Notre-Dame est, Montréal, ou dans telle autre chambre où la licitation peut être référée, sujette aux charges, clauses et conditions indiquées au cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour;

Et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication;

Et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication;

Et à défaut par les parties intéressées de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $1,500.00 sera exigé de tout offrant et enchérisseur avant de présenter une offre.

Montréal, 8 avril 1952.

Les Procureurs du demandeur,
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
32395-16-2 CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

With the building thereon erected bearing the civic number 3301 of the said Maplewood Avenue.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST of MAY, 1952, at TEN FIFTEEN o'clock of the forenoon (Eastern Standard Time or Eastern Daylight Saving Time, whichever may then be in force in the city of Montreal) sitting the Court in Room 31 of the Old Court House, Notre-Dame Street East, Montreal, or in such other room to which the licitation may be referred, subject to the charges, clauses and conditions contained in the List of Charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court;

And that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication;

And that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication;

And failing the interested parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of $1,500.00 shall be exacted from each and every bidder before making a bid.

Montreal, April 8, 1952.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
32395-16-2-o Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec,
District des Trois-Rivières

AVIS DE LICITATION (1047 c.p.c.)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le 8 avril 1952, dans une cause dans laquelle Simon Vertefeuille, cultivateur de la paroisse de St-Joseph de Maskinongé, P.Q., Louis Toupin, cultivateur de la paroisse de Ste-Thècle, P.Q., Maurice Gingras, cultivateur, de Cluny, Province d'Alberta Camille Gingras, cultivateur, de Cluny, Province d'Alberta, Dame Jeanne Gingras, épouse séparée de biens de Louis Hébert, cultivateur, tous deux de Donnelly, province d'Alberta, et le dit Louis Hébert pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Réa Gingras, épouse séparée de bien de Fred Ouellette, fermier, tous deux de Donnelly, province d'Alberta, et le dit Fred. Ouellette, fermier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Antonio Gingras, épouse séparée de biens de Télesphore Brulé, cultivateur, de Donnelly, province d'Alberta, et le dit Télesphore Brulé pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Laura Vertefeuille, veuve de Arthur S. de Carufel, de St-Paul, état du Minnesota, U.S.A., Dame Oliva Vertefeuille, épouse séparée de biens, de Auguste Plante, commerçant, de la ville de Louiseville, P.Q. et le dit Auguste Plante, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Oscar Vertefeuille, employé civil, de la cité de Montréal, P.Q., Lucien Vertefeuille, cultivateur de Montmartre, province de la Saskatchewan, Dame Florence Vertefeuille, veuve de Flavien Rémillard, de la ville de Louiseville, P.Q., Dame Yvonne Vertefeuille, épouse séparée de biens de Emile Lazure, cultivateur, de Windsor Mills, province d'Ontario, et le dit Emile Lazure aux fins d'autoriser son épouse aux présentes, Denis

Canada, Province of Quebec,
District of Trois-Rivières

NOTICE OF LICITATION (1047 c.c.p.)

Notice is hereby given that by virtue of judgment of the Superior Court, sitting at Trois-Rivières, in the District of Trois-Rivières, April 8, 1952, in a case in which Simon Vertefeuille, farmer of the parish of St-Joseph of Maskinongé, P.Q., Louis Toupin, farmer, of the parish of Ste-Thècle, P.Q., Maurice Gingras, farmer, of Cluny, Province of Alberta, Camille Gingras, farmer, of Cluny, Province of Alberta, Dame Jeanne Gingras, wife separate as to property of Louis Hébert, farmer, both of Donnelly, Province of Alberta, and the said Louis Hébert to authorize his wife for these presents, Dame Rea Gingras, wife separate as to property of Fred Ouellette, farmer, both of Donnelly, Province of Alberta, and the said Fred Ouellette to authorize his wife for these presents, Dame Antonia Gingras, wife separate as to property of Télesphore Brulé, farmer, of Donnelly, Province of Alberta, and the said Télesphore Brulé, to authorise his wife for these presents, Dame Laura Vertefeuille, widow of Arthur S. de Carufel, of St-Paul, state of Minnesota, U.S.A., Dame Oliva Vertefeuille, wife separate as to property, of Auguste Plante, tradesman, of the town of Louiseville, P.Q., and the said Auguste Plante, to authorize his wife for these presents, Oscar Vertefeuille, civil employee, of the City of Montreal, P.Q., Lucien Vertefeuille, farmer, of Montmartre, Province of Saskatchewan, Dame Florence Vertefeuille, widow of Flavien Rémillard, of the town of Louiseville, P.Q., Dame Yvonne Vertefeuille, wife separate as to property of Emile Lazure, farmer of Windsor Mills, Province of Ontario, and the said Emile Lazure to authorize his wife for these presents, Denis Vertefeuille, mechanic, of St-Joseph of Sorel, P.Q.,

Vertefeuille, mécanicien, de St-Joseph de Sorel, P.Q., Dame Alexina Lafrenière, veuve de Donat St-Jean, de la cité de Montréal, P.Q., sont demandeurs, et Dame Alice Vertefeuille, épouse commune en biens de Louis Toupin, marchand, de Marquette, État du Michigan, U.A.S., et le dit Louis Toupin, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Théo. Toupin, marchand, de Marquette, État du Michigan, U.S.A., Aimé Toupin, de Marquette, État du Michigan, U.S.A., sont défendeurs. Ordonnant la licitation en bloc de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1° Une terre située en la paroisse de St-Justin dans la concession du Grand Trompe Souris, connue et désignée sous le numéro trente-neuf (N° 39) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Justin, contenant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur, avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

2° Une terre située en la même paroisse, concession du Petit Trompe Souris, connue et désignée sous le numéro dix-huit (N° 18) des plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant un arpent de front sur seize arpents de profondeur, sans bâtisse;

3° Une terre située en la même paroisse, même concession, connue et désignée, sous le numéro dix-neuf (N° 19) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Justin, contenant deux arpents de front sur vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins, sans bâtisse".

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère pour être vendus en bloc comme une seule et même exploitation comme ferme et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseurs le TROIS JUIN 1952, Cour Tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Trois-Rivières, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite cours au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

Trois-Rivières, le 17 avril 1952.

Le Procureur des demandeurs,
32448-17-2-o LUCIEN COMEAU.

Dame Alexina Lafrenière, widow of Donat St-Jean, of the city of Montreal, P.Q., are plaintiffs, and Dame Alice Vertefeuille, wife common as to property of Louis Toupin, merchant, of Marquette, State of Michigan, U.S.A., and the said Louis Toupin, in his own name as well as to authorise his wife for these presents, Théo Toupin, Merchant, of Marquette, State of Michigan, U.S.A., Aimé Toupin, of Marquette, State of Michigan, U.S.A., are defendants. Ordering the licitation in block of certain immoveables designated as follows to wit:

1. A farm situate in the parish of St-Justin in the concession of Grand Trompe Souris, known and designated under number thirty-nine (No. 39) of the official plan and in the book of reference of the said parish of St-Justin, containing two arpents in front by twenty arpents in depth, with a house and other buildings thereon erected:

2. A farm situate in the same parish, concession of Petite Trompe Souris, known and designated under number eighteen (No. 18) on the official plan and in the book of reference above mentioned, containing one arpent in front by sixteen arpents in depth, without building;

3. A farm situate in the same parish, same concession, known and designated, under number nineteen (No. 19) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Justin, containing two arpents in front by twenty-two arpents in depth, more or less, without building".

The immoveables hereinabove described will be put up to auction to be sold in block as one and only firm as a farm and adjudged to the last and highest bidder JUNE THIRD, 1952, Court si ting, in the Court Room of the Court-House of Trois-Rivières subject to the charges, clauses and conditions contained in the List of Charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudicati n; and that any opposition for payment must be filed with in six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Trois-Rivières, April 17, 1952.

LUCIEN COMEAU,
32448-17-2 Attorneys for plaintiffs.

Ventes pour taxes

Canada, Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ N° 3 DE GASPÉ

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Secrétaire-trésorier du Conseil de la Municipalité du comté N° 3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste-Anne-des-Monts, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le DOUZIÈME jour de JUIN prochain, à moins que les taxes frais et autres charges auxquelles ils sont tenus et affectés, tel que ci-dessous mentionnés, ne soient plus tôt payés avec les frais encourus, savoir:

Sales for Taxes

Canada, Province of Quebec

MUNICIPALITY OF COUNTY No. 3 OF GASPÉ

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Council of the Municipality of County No 3 of Gaspé, that the immovables hereinafter mentioned and described will be sold by public auction in the Court House of Ste-Anne-des Monts, at TEN o'clock in the forenoon, THURSDAY, the TWELFTH day of JUNE next, unless taxes, costs and other charges to which they are held and affected, as hereinafter mentioned, be paid with incurred costs before the sale, to wit:

Municipalité de Duchesnay — Municipality of Duchesnay

Noms et prénoms — Names and surnames	N° du cad. — Cad. No.	Canton — Township	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Rel. taxes	Total
Castonguay, Mme Vve Joseph	—Mrs. widow	.....	.....	$ 4.63	$32.00	.....	$ 36.63

Un terrain faisant partie du lot 52 de l'arpentage primitif aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Duchesnay, de la contenance d'un demi âcre, avec bâtisses desus construites, circonstances et dépendances, borné vers le Nord à la propriété de Charles Castonguay, vers l'Est à celle d'Alphonse Rioux, vers le Sud et vers l'Ouest à celle d'Epiphane Auclair.

A lot of land forming part of lot 52 of the primitive survey on the official cadastral plan and in the book of reference for the second range of the township Duchesnay, containing half an acre, with buildings thereon erected, circumstances and dependancies, bounded northerly by the property of Charles Castonguay easterly by that of Alphonse Rioux, southerly and westerly by that of Epiphane Auclair.

Municipalité de Christie — Municipality of Christie

Gasse, Hervé	P. 42-C	Christie	1	19.66	.....	.....	19.66
Vallée, Octave-B.	P. 18	Christie	1	11.88	.....	.....	11.88
Langlois, Mme-Mrs. Vve-widow Omer.	P. 42-B	Christie	1	.....	41.83	.....	41.83
Gagnon, Sylvio	P. 42-B	Christie	1	.....	29.04	.....	29.04
Mercier, Omer	52-B	Christie	1	.....	20.50	.....	20.50
Dion, Viateur	53-A	Christie	1	7.41	9.00	.....	16.41
(Léon Dion, occupant)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Corporation municipale de Saint-Joachim-de-Tourelle — Municipal Corporation of Saint-Joachim de Tourelle

Vallée, Odilon	.....	.....	.....	1.68	5.51	.....	7.19

Un terrain de soixante pieds par soixante-cinq pieds sans bâtisses, connu et désigné comme faisant partie du lot quinze, Subdivision B (Ptie de 15-B) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton Tourelle et borné comme suit: vers le Nord par le bord de la côte, vers l'Est par la propriété de Léonard Therrien, vers le Sud par le Boulevard Perron et vers l'Ouest par la propriété de Lionel Vallée, sauf et à distraire les bâtisses.

A lot of land measuring sixty feet by sixty-five feet without buildings, known and designated as forming part of lot fifteen subdivision B (Part of 15-B) on the official cadastral plan and in the book of reference for the first range of township Tourelle and bounded as follows: towards the North, by the edge of the hill, towards the East, by the property of Léonard Therrien, towards the South, by Perron Boulevard and towards the West, by the property of Lionel Vallée; save, the buildings to be deducted.

Vallée, Lionel, fils d'Odilon	.....	.....	.....	2.19	9.19	.....	11.38

Un terrain de soixante pieds par soixante-cinq pieds, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro quinze, Subdivision B (Ptie de 15-B) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton Tourelle et borné comme suit: vers le Nord par le bord de la côte, vers l'Est par la propriété d'Adélard Mimeault, vers le Sud par le Boulevard Perron et vers l'Ouest par celle d'Odilon Vallée.

A lot of land of sixty feet by sixty-five feet, with buildings thereon erected, circumstances and dependancies, known and designated as forming part of lot bearing number fifteen subdivision B (part of 15-B) on the official cadastral plan and in the book of reference for the first range of township Tourelle and bounded as follows: towards the North, by the edge of the hill, towards East, by the property of Adélard Mimeault, towards the South, by Perron Boulevard and towards the West, by that of Odilon Vallée.

Vallée, Mme-Mrs. Adjutor	P. de 26 arp. pr.	Tourelle	1	8.58	39.91	.....	48.49

Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de St-Joachim-de-Tourelle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connue et désignée comme faisant partie du lot ving-six de l'arpentage primitif, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Tourelle, bornée comme suit: vers le Nord par le Golfe St-Laurent, vers l'Est à la propriété de Jean-Charles Vallée, vers le Sud par le deuxième rang et vers l'Ouest par la propriété d'Adjutor Vallée.

A farm situate on the first Range of the parish of St-Joachim-de-Tourelle, with buildings thereon erected, circumstances and dependancies, known and designated as forming part of lot twenty-six of the first survey, on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Tourelle, bounded as follows: on the North, by the Gulf of St-Lawrence, on the East, by the property of Jean-Charles Vallée, on the South, by the second Range and on the West, by the property of Adjutor Vallée.

Corporation scolaire de Sainte-Anne-des-Monts, village
School Corporation of Sainte-Anne-des-Monts, village

Barriault, Albert	25-A-4	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1	46.38	67.67	.....	114.05
Dugas, Raoul	19-A-18 & 20-A-13.	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1	27.23	81.67	.....	108.90
Lafontaine Mme Adrien	16-A-7	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1	121.31	103.85	.....	225.16
Lemieux, Georges	23-J-2	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1	78.97	69.56	.....	148.53
Lévesque, Blanche et Héritiers légaux de feu-and Legal Heirs of the Late Amanda Lafontaine.	26-C-3 et 26-C-7.	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1	32.42	144.90	.....	177.32
Lévesque, Onésime	16-A-10	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1	.....	8.22	4.50	12.72

Sauf et à distraire une bâtisse dessus construite appartenant aux propriétaires de taxi, dénommé "Taxi de Luxe".

Save and deduct a building thereon erected belonging to taxi proprietors, named "Taxi de Luxe".

Noms et prénoms — Names and surnames	N° du cad. — Cad. No.	Canton — Township	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Rel. taxe	Total
Marin, Paul-Emile.....	24-A-9.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1.....	21.63	78.02	.....	99.65
Mimeault, Marcel.....	20-J-5	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1.....	79.59	44.72	.....	130.31
Robinson, Robert.....	19-A-26....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame.	1.....	81.28	48.82	.....	120.10
Rioux, Mme Vve-Widow Charles et-and Héritiers légaux de feu—Legal Heirs of the Late Charles Rioux.	.....	.....	.....	123.55	137.94	.....	261.49

Un terrain sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, mesurant de Est à Ouest une largeur de soixante-cinq pieds sur une profondeur de Nord au Sud de quatre-vingt-dix pieds, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro vingt-deux. Subdivision deux (Ptie de 22-2) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame et borné comme suit: au Nord-Ouest, au Nord-Est et au Sud-Est par le lot 22-8 d'Amélie Pelletier et au Sud-Ouest par le résidu du lot 22-2 occupé par Albert Rioux.

A lot of land situate on the first Range of the parish of Ste-Anne-des-Monts, measuring from East to West a width of sixty-five feet by a depth from North to South of ninety feet, with a house thereon erected, circumtances and dependancies, known and designated as forming part of lot bearing number twenty-two subdivision two (Pt. of 22-2) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Fief of Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame and bounded as follows: on the northwest, on the northeast and on the southeast by lot 22-8 of Amélie Pelletier and on the southwest, by the residue of lot 22-2 occupied by Albert Rioux.

Trépanier, Adhémar.....	.....	.....	.....	63.57	66.83	.....	130.40

Un terrain sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, mesurant de Est à Ouest une largeur de cent soixante-dix pieds (170′) sur une profondeur de Nord au Sud de soixante-dix-huit pieds (78′) avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro quatorze (Ptie de 14) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle et borné comme suit: au Nord-Ouest par la propriété d'Hubert Collin, au Nord-Est par le lot 15 d'Emile Lafontaine, au Sud-Est par la propriété de Georges-Eugène Sasseville et au Sud-Ouest par une rue.

A lot of land situate in the first range of the parish of Ste-Anne-des-Monts, measuring from East to West a width of one hundred and seventy feet (170′) by a depth from North to South of seventy-eight feet (78′) with building thereon erected, circumstances and dependancies, known and designated as forming part of lot bearing number fourteen (Pt. of 14) on the official and cadastral plan and in the book of reference for Block "A" of Township Tourelle and bounded as follows: on the Northwest by the property of Hubees Collin, on the Northeast by lot 15 of Emile Lafontaine, on the Southeast by the property of Georgrt-Eugène Sasseville and on the Southwest by a street.

Sasseville, Alphonse fils-son	.....	.....	.....	42.00	73.83	.....	115.83

Un terrain de forme irrégulière sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, ledit terrain, mesurant une largeur de cent un pieds (101′) à la ligne Nord-Ouest et de cent pieds (100′) à la ligne Sud-Est sur une profondeur de cent quarante-un pieds (141′) à la ligne Nord-Est et de cent quarante-deux et cinq dixièmes (142.5′) à la ligne Sud-Ouest, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro quatorze (Ptie de 14) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle et borné comme suit: au Nord-Ouest, au Nord-Est, au Sud-Est et au Sud-Ouest par le résidu du lot 14 appartenant pour partie à Georges-Eugène Sasseville.

A lot of land of irregular form situate in the first range of the parish of Ste-Anne-des-Monts, with house erected thereon, circumstances and dependancies, the said land measuring one hundred and one feet (101′) in width on the Northwest line, and one hundred feet (100′) on the South-east line by a depth of one hundred and forty-one feeet (141′) on the Northeast line and by one hundred and forty-two and five-tenths feet (142.5′) on the Southwest line, known and designated as forming part of lot bearing number fourteen (Pt. of 14) on the official and cadastral plan and in the book of reference for Block "A" of Township Tourelle and bounded as follows: on the Northwest, on the Northeast, on the Southeast and on the Southwest, by the residue of lot 14 belonging in part to Georges-Eugène Sasseville.

Héritiers légaux de — Legal Heirs of the Late Joachim Dugas.	.....	.....	.....	82.89	73.90	.....	156.79

Un terrain sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ledit terrain de forme irrégulière mesure une largeur de cent vingt-sept pieds et demi à la ligne Nord-Ouest et de cent vingt-quatre pieds et demi à la ligne Sud-Est sur une profondeur de seize pieds à la ligne Nord-Est et de soixante-onze pieds à la ligne Sud-Ouest, est connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro trois (Ptie de 3) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle et est borné comme suit: au Nord-Ouest par le Boulevard Perron, au Nord-Est par le terrain de L.-Thomas Lepage, au Sud-Est par un ruisseau et au Sud-Ouest par le lot 2 de D. Bouchard Ltée. Ledit terrain étant tenu par bail à rente en faveur de François Lepage ou de ses représentants légaux et la vente devant être faite à charge de ladite rente.

A lot of land situate in the first range of the parish of Ste-Anne-des-Monts, with buildings thereon erected, circumstances and dependancies, the said land of irregular form measures on the width one hundred and twenty-seven feet and one-half on the Northwest line and one hundred and twenty-four feet and one-half on the Southeast line on a depth of sixteen feet on the Northeast line and seventy-one feet on the Southwest line, is known and designated as forming part of lot bearing number three (Pt. 3) on the official and cadastral plan and in the book of reference for Block "A" of Township Tourelle and is bounded as follows: on the Northwest by Perron Boulevard, on the Northeast by the land of L.-Thomas Lepage, on the South-East by a brook and on the Southwest by lot 2 of D. Bouchard Ltée. The said land being held by rented lease in favor of Françojs Lepage or of his legal representatives and the sale to be charged to the said rental.

Sasseville, Henri (Occupant Jean-Charles Sasseville).	10.....	Bloc "A" Tourelle.	1.....	33.69	169.07	.....	202.76

Corporation scolaire Sainte-Anne-des-Monts, paroisse
School Corporation of Sainte-Anne-des-Monts, Parish

Noms et prénoms — Names and surnames	N° du cad. — Cad. No.	Canton — Township	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes rel. — Rel. taxes	Total
Dugas, Barromée.....	P. 34.....	Bloc "A" Ca: Tourelle.	1.....	31.30	49.04	.....	80.34

1° Un terrain sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, de cent vingt pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt pieds, faisant partie du lot trente-quatre (Ptie de 34) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle et borné comme suit: vers le Nord par le Boulevard Perron, vers l'Est par la propriété de Charles Collin, vers le Sud partie par Roland Levesque et partie par Borromée Dugas et vers l'Ouest par la propriété de Mauril Dupuis.

2° Un autre terrain sis et situé au même lieu, contigu et adjacent à la ligne Sud du terrain susdésigné, ayant une largeur de cinquante-trois pieds sur une profondeur de soixante pieds, faisant partie du lot trente-quatre (Ptie de 34) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Bloc "A" du canton Tourelle, borné comme suit: vers le Nord par le terrain susdésigné, vers l'Est, le Sud et l'Ouest par la propriété de Roland Levesque.

1. A lot of land situate in the first range of the parish of Ste-Anne-des-Monts, one hundred feet wide by a depth of eighty feet, forming part of lot thirty-four (Pt. of 34) on the official and cadastral plan and in the book of reference for Block "A" of Township Tourelle and bounded as follows: on the North by the Perron Boulevard, on the East by the property of Charles Collin, on the South in part by Roland Levesque and in part by Borromée Dugas and on the West by the property of Mauril Dupuis.

2. Another lot of land situate at the same place, contiguous and adjacent to the South line of the above designated land, having a width of fifty-three feet by a depth of sixty feet, forming part of lot thirty-four (Pt. of 34) on the official and cadastral plan and in the book of reference for block "A" of township Tourelle, bounded as follows: on the North by the above designated land, on the East, the South and the West by the property of Roland Levesque.

Charest, Albert, jr.....	P. de-of 29	Bloc "B" Ca: Tourelle.	1.....	19.50	54.40	.....	91.40

Un terrain sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, de soixante-quinze pieds de largeur sur une profondeur s'étendant du bord de la côte au Nord du Boulevard Perron jusqu'à cinquante pieds au Sud dudit Boulevard Perron, avec bâtisses, faisant partie du lot vingt-neuf (Ptie de 29) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Bloc "B" du canton Tourelle, borné vers le Nord par le résidu du lot 29 de Joseph-Thomas Levesque, ladite ligne Nord déterminée par le bord de la côte, vers l'Est par partie du lot 29 de Maurice Levesque, vers le Sud et l'Ouest par partie du lot 29 de Joseph-Thomas Levesque, ladite ligne Ouest étant déterminée par la ligne Est du chemin de communication de Joseph-Thomas Levesque.

A lot of land situate in the first range of the parish of Ste-Anne-des-Monts measuring seventy-five feet in width by a depth extending from the edge of the hill north of Perron Boulevard up to fifty feet south of said Perron Boulevard, with buildings, forming part of lot twenty-nine (part of 29) on the official cadastral plan and in the book of reference for Bloc "B" of the township Tourelle, bounded on the north by the residue of lot 29 of Joseph-Thomas Levesque, said north line fixed by the edge of the hill, on the east by part of lot 29 of Maurice Levesque, on the south and west by part of lot 29 of Joseph-Thomas Levesque, said west line being determined by the line east of the communication road of Joseph-Thomas Levesque.

Lévesque, Wellie.....	11-A.....	Tourelle.....	2.....	4.73	37.93	.....	42.66
Collin, François.....	3-A & ½ E. de-of 9.	Tourelle.....	3.....	30.67	75.98	.....	106.65
Faillite Garage Vendome in bankruptcy.	P. 6-4.....	Ca: Cap-Chat ..	1.....	.....	2.05	.....	2.05

Un terrain de forme irrégulière et sans mesure précise et sans bâtisse, faisant partie du lot six Subdivision quatre (Ptie de 6-4) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Cap-Chat, borné au Nord-Ouest par le Golfe St-Laurent, au Nord-Est par partie du lot 6-4 d'André Lepage (Emile), au Sud-Est par le Boulevard Perron et au Sud-Ouest par le lot 7-1 d'Ernest Michaud ou représentants.

A lot of land of irregular form and without precise measurement and without building, forming part of lot six subdivision four (Part of 6-4) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Cap-Chat, bounded to the north-west by the Gulf of St. Lawrence, to the north-east by part of lot 6-4 of André Lepage (Emile), to the south-East by Perron Boulevard and to the south-west by lot 7-1 of Ernest Michaud or representatives.

Donné à Ste-Anne-des-Monts, ce quinze avril mil neuf cent cinquante-deux.

Le Secrétaire-trésorier,
Corporation de Comté,
N° 3, Gaspé,
32416-16-2-o LOUIS PHILIPPE LANGELIER

Given à Ste-Anne-des-Monts, this fifteenth day of April, one thousand nine hundred and fifty-two.

LOUIS PHILIPPE LANGELIER,
Secretary-Treasurer,
Corporation of County,
No. 3 Gaspé.
32416-16-2

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Avis public est par le présent donné par Édouard Houde, sec.-très., que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village de Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI le ONZE JUIN 1952, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC

Public notice is hereby given by Edouard Houde, sec.-treas. that the undermentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY, the ELEVENTH of JUNE 1952, at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incured.

Municipalités — Municipalities	Cantons — Townships	Appartenant à — Owned by	Rangs — Ranges	Lots	Eten. — Surf.	Taxes
Irlande Nord.	Irlande	Roland Picard. .	. . . . .	440. . . .	. . . . .	$119.28
Irlande Nord.	Irlande	Roland Picard. .	. . . . .	443. . . .	. . . . .	258.42

MUNICIPALITÉ DE ST-JEAN-BRÉBEUF

Un terrain étant les 6.25 âcres sud du lot 656 du canton d'Irlande, appartenant à Robert McKee. Taxes dues $2.08.

MUNICIPALITÉ DE ST-ANT. DE PONTBRIAND

Un terrain contenant 6 âcres, partie du lot 12A du 3ième rang du canton de Thetford, borné au nord-ouest à Jos Paradis, au nord est à Jos Paradis, au sud est à Arthur Perreault et au sud-ouest à Raymond Poirier. Connu comme appartenant à L. C. Pharo Co. Ltd. Taxes dues: $6.20.

Un emplacement d'environ ¼ d'âcre, plus ou moins, sans mesures précises, partie du lot 17A du 5ième rang du canton de Thetford, borné au sud-ouest à la corporation de St-Antoine de Pontbriand, ou représentants, au sud-est au chemin de fer du Québec Central, au nord-est à Paul Payeur et au nord-ouest à la route nationale N° 1. Connu comme appartenant à L. C. Pharo Co Ltd. Taxes dues: $18.78.

Plessisville, le 15 avril 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
Corp. du comté de Mégantic,
32396-16-2-o ÉDOUARD HOUDE.

MUNICIPALITY OF ST-JEAN-BRÉBEUF

A piece of land being the 6.25 acres south of lot 656 of the township of Irlande. Known to belong to Robert McKee. Taxes due: $2.08.

MUNICIPALITY OF ST. ANT. DE PONTBRIAND

A piéce of land containing 6 acres, part of lot 12A of the 3rd range of the township of Thetford, bounded at the north-west by Jos Paradis, at the north east by Jos Paradis at the south east by Arthur Perreault and at the south west by Raymond Poirier. Known to belong to L. C. Pharo Co. Ltd. Taxes due: $6.20.

A piece of land of about ¼ acre, more or less, part of lot 17A of the 5th range of the township of Thetford, bounded at the south west by the corporation of St-Antoine de Pontbriand, or representatives, at the south east by the Quebec Central Railway, at the north east by Paul Payeur and at the north west by route No. 1. Known to belong to L. C. Pharo Ltd. Taxes due: $18.78.

Plessisville, April 15th, 1952.

ÉDOUARD HOUDE,
Secretary-treasurer,
32396-16-2-o Corp. of the County of Megantic.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District d'Arthabaska.

Cour Supérieure, N° 6517. { LOUIS-PHILIPPE MILLET, médecin, autrefois de Drummondville, district

d'Arthabaska, et demeurant maintenant à Montréal, au numéro 3100 de la rue Bélanger, dans les cité et district de Montréal, demandeur vs FRANÇOIS CORON, Avocat, autrefois de Drummondville, district d'Arthabaska et demeurant maintenant dans les cité et district de Montréal, défendeur.

"La moitié sud-est d'un terrain à distraire des lots quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-onze (Ptie 89 & 91) du canton de Wickham, comté de Drummond, pour la paroisse de St-Nicéphore, avec bâtisses dessus construites, mesurant trois cent vingt pieds de front à la route longeant la rivière St-François, plus ou moins mesure anglaise, compris le dit terrain entre le ruisseau naturel d'un côté partant du grand chemin pour se rendre à la rivière St-François, et de l'autre côté au nord-est par un fossé artificiel, borné au sud-ouest par la route, au sud-est par le ruisseau et la propriété de Monsieur Arthur Rajotte; au nord-est par la rivière St-François, et au nord-ouest par monsieur Gérard Perron, moins cependant les droits de

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 6517. { LOUIS-PHILIPPE MILLET, physician, heretofore of Drummondville, district of Arthabaska, and now residing in Montreal, at number 3100 Bélanger Street, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs FRANÇOIS CORON, advocate, heretofroe of Drummondville, district of Arthabaska and now residing in the city and district of Montreal, defendant.

"The southeast half of a lot to be deducted from lots eighty-nine and ninety-one (Pt. 89 & 91) of the township of Wickham, county of Drummond, for the parish of St-Nicéphore, with buildings thereon erected, measuring three hundred and twenty feet in front by the road along the St-Francis River, more or less English measure, comprising the said land between the natural brook on the one side, starting from the main road as far as the St-Francis River and, on the other side, on the northeast, by an artificial ditch, bounded on the southwest by the road, on the southeast, by the brook and the property of Mr. Arthur Rajotte; on the northeast, by the St-Francis River, and on the northwest, by Mr. Gé-

grève vendus à la Southern Canada Power par acte enrégistré sous le numéro B79-60777, mais compris le droit de passage pour aller à la petite baie de la rivière accordé par contrat enrégistré sous numéro 92763.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Nicéphore, comté de Drummond, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1952 à DEUX heures de l'après-midi. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 19 avril 1952. 32459-17-2-o
[Première insertion le 26 avril 1952]

rard Perron, less, however, the riparian rights sold to the Southern Canada Power by registered deed under number B79-60777, but comprising the right-of-way to the small bay of the river, granted by contract under number 92763.

To be sold at the door of the parish church of St-Nicéphore, county of Drummond, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office Sheriff.
Arthabaska, April 19, 1952. 32459-17-2
[First insertion: April 26, 1952]

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 4122. { ALBEA MESSIER LIMITÉE, corporation légalement constituée et ayant sa place d'affaires à Granby, district de Bedford, demanderesse, vs ALBERT MESSIER, artisan des mêmes lieux, époux commun en biens de Dame Marie-Anne Dumoulin tant en son nom personnel qu'en sa qualité de chef de la communauté de biens existant entre lui et ladite Dame Marie-Anne Dumoulin, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble terrain, maison, circonstance et dépendance comprenant le lot numéro douze (12) de la subdivision officielle du lot numéro sept cent vingt-neuf-douze (729-12) au plan et livre de renvoi officiel du cadastre du Canton maintenant Cité de Granby.

En exécution d'un jugement rendu le 29 février 1952 dont copie a été dument signifiée au défendeur et mis-en-cause et dont les conclusions sont les suivantes:

Condamner le défendeur, tant personnellement, qu'à titre de chef de la communauté de biens, à payer à la demanderesse la somme de $1848.32 avec intérêt à compter du 18ième jour de février, 1952, date de l'assignation avec intérêt et les dépens, en présence du mis-en-cause déclare grevé d'un privilège au profit de la demanderesse pour le paiement de cette somme de $1848.32 des intérêts et des dépens l'immeuble érigé sur le lot N° 12 de la subdivision officielle du lot N° 729-12 (sept cent vingt-neuf) au plan et livre de renvoi officiel du cadastre du Canton maintenant Cité de Granby; déclare que les matériaux fournis par la demanderesse ont donné à l'immeuble une plus value de $1848.32; condamne le défendeur tant personnellement qu'en sa qualité de chef de la communauté de biens à délaisser l'immeuble désigné, dans les quinze jours de la signification du présent jugement, pour être, cet immeuble, vendu en justice, si mieux n'aime ledit défendeur payer la créance de la demanderesse en principal, intérêt et frais: déclare le présent jugement opposable au registrateur mis-en-cause pour fins d'exécution des enregistrements nécessaires.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Eugène de Granby, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de MAI, mil neuf cent cinquante-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Pa'ais de Justice, Sweetsburg (Missisquoi),
le 31 mars 1952. 32324-14-2-o

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 4122. { ALBEA MESSIER LIMITÉE, a body politic and corporate, having its place of business at Granby, district of Bedford, plaintiff; vs ALBERT MESSIER, artisan, of the same place, husband, common as to property, of Dame Marie-Anne Dumoulin, both personally and as chief of the community of property existing between him and the said Dame Marie-Anne Dumoulin, defendant.

As belonging to the defendant:

An immovable or lot of land, house, circumstances and dependencies comprising lot number twelve (12) of the official subdivision of lot number seven hundred and twenty-nine-twelve (729-12) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township now the City of Granby.

In execution of a judgement rendered on the 29th of February, 1952, whereof a copy was duly forwarded to the defendant and mis-en-cause and whereof the conclusions are as follows:

To condamn the defendant, both personnally, and as head of the community of property, to pay the plaintiff the sum of $1,848.32 with interest as from the 18th day of February, 1952, date of the summons, with interest and costs, in presence of the mis-en-cause declares encumbered with a privilege, to the profit of the plaintiff for the payment of the said sum of $1,848.32, interest and costs the immovable erected on lot No. 12 of the official subdivision of lot No. 729-12 (seven hundred and twenty-nine) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township now the City of Granby; declares that the materials furnished by the plaintiff have increased the value of the immovable by $1,848.32; condemns the defendant, both personally and as head of the Community of property, to surrender the immovable designated, within fifteen days after the service of the present judgment, the said immovable to be judicially sold unless the said defendant agrees to pay the debt of the plaintiff, as to principal, interest and costs; declares the present judgment opposable to the registrar mis-en-cause for purposes of execution of the necessary registration.

To be sold at the church door of St-Eugène de Granby, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, one thousand nine hundred and fifty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Sweetsburg (Missisquoi),
March 31, 1952. 32324-14-2

Canada, Province de Québec
District de St-Hyacinthe
Procédure sommaire

Cour de Magistrat, { LA RENARDIÈRE DE ST-CÉSAIRE INC, corps politique et incorporé,

légalement constitué, ayant son siège social et place d'affaires à St-Césaire, district de St-Hyacinthe, demanderesse, vs S.-LUCIEN HIVON, de Granby, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

Le lot N° 123 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la cité de Granby, borné vers le nord par le lot N° 126, vers le sud par la rue Drummond, vers l'est par le N° 122 et vers l'ouest par le N° 124, mesurant 82 pieds et 6 pouces en front sur une profondeur de 180 pieds et contenant en superficie 14,627 pieds, mesure anglaise, avec toutes bâtisses y érirées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique Ste-Famille de Granby, district de Bedford, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de MAI, 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Sweetsburg (Missisquoi),
le 31 mars 1952. 32325-14-2-o

Canada, Province of Quebec
District of St-Hyacinthe
Summary Proceedings

Magistrate's Court, { LA RENARDIÈRE DE ST-CÉSAIRE INC, body politic and corporate,

duly incorporated, having its head office and place of business at St-Césaire, district of St-Hyacinthe, plaintiff, vs S. LUCIEN HIVON, of Granby, district of Bedford, defandant.

As belonging to the defendant.

Lot No. 123 on the official plan and book of reference of the city of Granby, bounded on the north by lot No. 126 and on the south by Drummond Street, on the east by No. 122 and on the west, by No. 124, measuring 82 feet and 6 inches in front by a depth of 180 feet and containing a superficial area of 14,627 feet, English measure, with all buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic Church of Ste-Famille de Granby, district of Bedford, WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House, Sweetsburg (Missisquoi),
March 31, 1952. 32325-14-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
District de Joliette

Cour supérieure, N° 8342. { ANITA MARTIN, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-

Alexis, district de Joliette, demanderesse, contre LÉOPOLD alias LÉON-PAUL MARTIN, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits, savoir:

1. Une terre située à St-Alexis, connue et désignée comme étant les lots 266, 266-A, 266-B, 267 et 267-A des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Alexis, de forme irrégulière et de la contenance de 80 arpents en superficie, avec bâtisses.

2. Cette partie du lot N° 269 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Alexis sur laquelle le dévendeur a construit un séchoir.

A la charge par l'acquéreur de fournir chaque année les denrées suivantes:

Un porc pesant deux cents livres, un quartier de bœuf de derrière pesant environ cent livres; des patates au besoin, quarante-huit douzaines d'œufs dont trente-six douzaines au cours de l'été, le pintemps et l'automne et douze douzaines au cours de l'hiver, quatre poules grasses au besoin à la fin de décembre et deux autres au besoin au cours de l'été; cent livres de beurre, cinq gallons de sirop d'érable, un seau de graisse; et tout le bois de chauffage dont elles auront besoin pour se chauffer.

à la demanderesse et/ou à sa sœur Delle Léona Martin, tant et aussi longtemps qu'elles seront célibataires et qu'elles demeureront à St-Alexis dans la maison située sur les immeubles saisis et aussi à la charge dudroit d'habitation et de la jouissance du jardin potager stipulés en l'acte de donation par Dame Albina Beaudry à son fils Léon Paul Martin, reçu devant Me J. G. Beaudry, notaire, et renregistré sous le numéro 48,767.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis, au village de Saint-Ale-

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 8342. { ANITA MARTIN, spinster in the use of her rights, of the parish of Saint-Alexis,

district of Joliette, plaintiff; against LÉOPOLD alias LÉON-PAUL MARTIN, of the same place, defendant.

As belonging to and being in the possession of the defendant, the immovables hereinafter mentioned and described, to wit:

1. A farm situate at St-Alexis, known and designated as being lots 266, 266-A, 266-B, 267 and 267-A of the official cadastral plan and in the book of reference of St-Alexis, of irregular figure and containing 80 arpents in superficial area — with buildings.

2. That part of lot No. 269 on the official cadastral plan and in the book of reference of St-Alexis, upon which the defendant has built a dryer.

On condition that the purchaser furnishes each year, the following foodstuffs:

One hog weighing two hundred pounds, on hind quarter of beef weighing about one hundred pounds; potatoes as needed; forty-eight dozen of eggs, thirty-six dozen of same during the summer, spring and autumn and twelve dozen during the winter; four fat hens when needed at the end of December and two others as needed during the summer; one hundred pounds of butter; five gallons of maple syrup, one pail of lard; and all the firewood needed for heating,

to the plaintiff and/or her sister Delle Léona Martin, as long and so long as they remain unmarried and they reside at St-Alexis in the house situate on the immovables seized and also with ritht of habitation and of enjoyment of the kitchen garden stipulated in the deed of donation by Dame Albina Beaudry to her son Léon Paul Martin, received before Me J. G. Beaudry, notary, and registered under No. 48,767.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexis, in the village of Saint-Alexis, district

xis, district de Joliette, le SEPTIÈME jour du mois de MAI 1952, à ONZE heures du matin.

3. Une terre à bois connue et désignée comme étant le lot N° 29 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jacques, moins cette partie dudit lot appartenant à Charles-Émile Martin.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, au village de Saint-Jacques, district de Joliette, le SEPTIÈME jour du mois de MAI 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 28 mars 1952. 32326-14-2-o

of Joliette, on the SEVENTH day of the month of MAY, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

3. A wooded lot of land known and designated as being lot No. 29 on the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of St-Jacques, less that part of said lot belonging to Charles Émile Martin.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, in the village of Saint Jacques, district of Joliette, on the SEVENTH day of the month of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, March 28, 1952. 32326-14-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Kamouraska

N° 16711 { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ de Rivière-du-Loup, ayant leur bureau d'affaires en la dite cité, demandeurs; vs WILFRID ANCTIL, commis de la cité de Québec, CÉCILE ANCTIL, épouse de Émile Beaudry, tous deux de la cité de Montréal, et ledit ÉMILE BEAUDRY, mis-en-cause pour autoriser et assister son épouse, BÉRANGÈRE ANCTIL, garde-malade, de la cité de Québec, MAURICE ANCTIL, commis de la cité de Montréal, MARGUERITE ANCTIL, épouse de Léo Meloche, tous deux de Montréal, et ledit LÉO MELOCHE pour autoriser et assister son épouse, DOMINIQUE ANCTIL, agent de Lévis, ROLAND ANCTIL, de Rivière-du-Loup, GABRIELLE ANCTIL, de Rivière-du-Loup, JEANNETTE ANCTIL, de Rivières-du-Loup, défendeurs.

Un immeuble situé en la cité de Rivière-du-Loup, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant le numéro cinq cent vingt (520) du cadastre de la ville de Fraserville, à charge d'une rente foncière annuelle de $14.00 payable le premier novembre de chaque année.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ludger de Rivière-du-Loup, LUNDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de MAI, 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, le 22 avril 1952. 32463-17-2-o
[Première insertion, samedi le 26 avril, 1952]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

No. 16711 { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY of the City of Rivière-du-Loup, having their head office in the said city, plaintiffs; vs WILFRID ANCTIL, cerk, of the city of Quebec, CÉCILE ANCTIL, wife of Émile Beaudry, both of the City of Montreal, and the said ÉMILE BEAUDRY, mis-en-cause, to authorize and assist his wife, BÉRANGÈRE ANCTIL, nurse, of the city of Quebec, MAURICE ANCTIL, clerk, of the city of Montreal, MARGUERITE ANCTIL, wife of Léo Meloche, both of Montreal, and the said LÉO MELOCHE, to authorize and assist his wife, DOMINIQUE ANCTIL, agent of Lévis, ROLAND ANCTIL, of Rivière-du-Loup, GABRIELLE ANCTIL, of Rivière-du-Loup, JEANNETTE ANCTIL, of Rivière-du-Loup, defendants.

An immovable situate in the city of Rivière-du-Loup, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bearing number five hundred and twenty (520) of the cadastre of the town of Fraserville, charged with an annual ground-rent of $14.00 payable the first of November of each year.

To be sold at the parochial church door of St-Ludger of Rivière-du-Loup, MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, April 22, 1952. 32463-17-2
[First insertion, Saturday, April 26, 1952]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 60913. { DANS une cause où DAME JOSEPH JEAN FRANCOIS LÉPINE, de l'Ancienne Lorette, veuve de Joseph Jean François Lépine, en son vivant du même lieu, était demanderesse, contre ALPHONSE TREMBLAY, de l'Ancienne Lorette, était défendeur; Le dit ALPHONSE TREMBLAY contre la dite DAME JOSEPH JEAN FRANÇOIS LÉPINE, demanderesse, à savoir:

Le lot N° 939 (neuf cent trente-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre à bois située maintenant en la paroisse de St-Gérard Majella.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 60913. { IN a case wherein DAME JOSEPH JEAN FRANÇOIS LÉPINE, of Ancienne Lorette, widow of Joseph Jean François Lépine, in his lifetime of the same place, was plaintiff; against ALPHONSE TREMBLAY, of Ancienne Lorette, was defendant; the said ALPHONSE TREMBLAY against the said DAME JOSEPH JEAN FRANÇOIS LÉPINE, plaintiff, to wit:

Lot No. 939 (nine hundred and thirty-nine) of the official cadastre for the Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a wooded lot of land now situate in the parish of St-Géfard Majella.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Gérard Magella, comté de Québec, le SEIZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 8 avril 1952. 32366-15-2-o

[Première insertion: 12 avril 1952]
[Deuxième insertion: 26 avril 1952.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: C. S. N° 65159. LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC, corporation légale ayant son siège social à Québec, contre WILFRID PARADIS, entrepreneur, de Québec, à savoir:

Partie nord du lot N° 602 (six cent deux) du cadastre officiel pour le quartier St-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la ruelle Parke, borné au nord-ouest par le lot N° 603, au nord-est par la ruelle Parke, au sud-est par la partie sud du dit lot 602 et au sud-ouest par le lot N° 608, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 8 avril 1952. 32365-15-2-o

[Première insertion: 12 avril 1952.
[Deuxième insertion: 26 avril 1952.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 59876 DANS une cause où GÉRARD ÉMOND, courtier en assurances, de St-Gérard Magella, était demandeur, contre GÉRARD LAPERRIÈRE, de la cité de Québec, était défendeur, et DAME EVA GIRARD LAPERRIÈRE, de la cité de Québec, fol enchérisseur, est mise-en-cause; le dit GÉRARD ÉMOND, demandeur, contre DAME EVA GIRARD-LAPERRIERE, veuve de Napoléon Laperrière, de son vivant de la cité de Québec, fol encherisseur, mise-en-cause, à savoir:

Le lot N° 3552 (trois mille cinq cent cinquante-deux) du cadastre officiel pour le quartier St-Jean, maintenant quartier St-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue St-Olivier, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 24 avril 1952. 32465-17-2-o

[Première insertion: 26 avril 1952]
[Deuxième insertion: 10 mai 1952]

To be sold, at the church door of St-Gérard Magella, county of Quebec, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 8, 1952. 32366-15-2

[First insertion: April 12, 1952]
[Second insertion: April 26, 1952.

Fieri Facias

Quebec, to wit: S. C. No. 65159. JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF QUEBEC, duly incorporated having its head office at Quebec, against WILFRID PARADIS, contractor, of Quebec, to wit:

North part of lot No. 602 (six hundred and two) of the official cadastre for the St-Roch Ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Parke lane, bounded on the northwest by lot No. 603, on the northeast by Parke lane, on the southeast by the south part of the said lot 602 and on the southwest by lot No. 608, with the buildings thereupon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock of the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 8, 1952. 32365-15-2

[First insertion: April 12, 1952]
[Second insertion: April 26, 1952]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 59876 IN a case wherein GÉRARD ÉMOND, insurance broker, of St-Gérard Magella, vas plaintiff; against GÉRARD LAPERRIÈRE, of the City of Quebec, was defendant: and DAME EVA GIRARD-LAPERRIÈRE, of the city of Quebec, adjudicator, is "mise-en-cause"; the said GÉRARD ÉMOND, plaintiff; against DAME EVA GIRARD-LAPERRIÈRE, widow of Napoleon Laperrière, in his lifetime, of the city of Quebec, adjudicator, mise-en-cause, to wit:

Lot No. 3552 (three thousand five hundred and fifty-two) on the official cadastre for St-Jean ward, now St-Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on St-Olivier Street,— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIME DION,
Sheriff's Office,
Quebec, April 24, 1952. 32465-17-2

[First insertion: April 26, 1952]
[Second insertion: May 10, 1952.]

ROUYN-NORANDA

Canada, Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, à Rouyn. N° 2552. LUCIEN FORTIN, mécanicien domicilié à Cadillac, district d'Abitibi, demandeur, vs ARTHUR LÉTOURNEAU, camionneur, de Cloutier, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

Les droits acquis sur le lot N° 62 Rang I et la partie au sud de la rivière du lot N° 62 Rang II

ROUYN-NORANDA

Canada, Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda.

Superior Court, at Rouyn. No. 2252. LUCIEN FORTIN, mechanic, domiciled at Cadillac, District of Abitibi, Plaintiff, vs ARTHUR LÉTOURNEAU, trucker, of Cloutier, District of Rouyn-Noranda, defendant.

The acquired rights on lot No. 62 Range I and the portion south of the river of Lot No.

du canton Montbeillard, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de St. Ignace de Loyola, (Coultier), P. Q., le SIXIEME jour de MAI 1952, à 11.00 hrs de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 1er avril 1952. 32332-14-2-o
[1ère insertion, le 15 avril 1952]

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de Magistrat, à Val d'Or. N° 6048. DAMIEN CHARTRÉ, commerçant et ISABELLE CHARTRÉ, fille majeure, usant de ses droits, tous deux demeurant à Malartic et y faisant affaires sous le nom de J. T. Chartré Enrg. demandeurs, vs BELLE COPPER & GOLD MINES LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social et une place d'affaires, à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, défenderesse.

Les droits miniers (Mining rights) que la défenderesse Belle Cooper and Gold Mines Limited détient comme lui appartenant Animo Domini en vertu des permis de mise en valeur émis par le Ministère des Mines de la Province de Québec lesquels couvrent:

a) Permis de mise en valeur N° 19161,: "Deux morceaux de terre connus et désignés au Cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda, comme étant les lots numéros 39 et 38 respectivement, du Rang IX dudit canton, morceaux de terre d'environ cent acres chacun, couvrant les claims R-73021 et R-73022;

b) Permis de mise en valeur N° 19162: "Deux morceaux de terre connus et disignés au cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda comme étant les lots numéro 41 et 40 respectivement, du Rang IX dudit canton, morceaux de terre d'environ cent acres chacun, couvrant les claims R-73023 et R-73024;

c) Permis de mise en valeur N° 19163: "Deux morceaux de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda comme étant les lots numéros 43 et 42 respectivement, du Rang IX dudit canton, morceaux de terre d'environ cent acres chacun, couvrant les claims R-73025 et R-73026

d) Permis de mise en valeur N° 19164: "Quatre morceaux de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Bellecombe dans le district de Rouyn-Noranda, comme étant la demie-nord des lots 41, 40, 39 et 38 respectivement, du Rang VIII dudit canton, morceaux de terre d'environ cinquante acres chacun, couvrant les claims R-73027, R-73028, R-73029 et R-73030;

Les droits miniers doivent être vendus en bloc; Ainsi que les bâtisses dessus construites, circonstance et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'Église Paroissiale de Ste-Agnès de Bellecombe, P. Q., le SEPTIÈME jour de MAI 1952, à 11.00 hrs de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 1er avril 1952 32331-14-2-o
[1ère insertion le 5 avril 1952]

62 Range II of Montbeillard Township, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door of St. Ignace de Loyola, (Cloutier), P. Q., on the SIXTH day of MAY 1952, at 11.00 o'clock in the fore-noon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, April 1st, 1952. 32332-14-2-o
[1st insertion April 5th, 1952]

Canada, Province of Quebec
District of Abitibi

Magistrate's Court, at Val D'Or. No. 6048. DAMIEN CHARTRÉ, merchant, & ISABELLE CHARTRÉ, spinster, using her rights, both domiciled at Malartic, and there doing business under the name of J. T. Chartré Enrg., plaintiffs, vs BELLE COPPER & GOLD MINES LIMITED, Corporation duly incorporated, having its head office and a place of business, at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, defendant.

The mining rights detained by the defendant Belle Copper and Gold Mines Limited and belonging to the said company Animo Domini, in virtue of Development Permits issued by the Department of Mines of the Province of Quebec, the said permits covering:

a) Development permit No. 19161: "two parcels of land known and designated on the official cadastre for the Township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 39 and 38 respectively, of Range IX of the said township, the said parcels of land of approximately one hundred acres, covering claims R-73021 and R-73022;

b) Development permit No. 19162: "two parcels of land known and designated on the official cadastre for the township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 41 and 40 respectively, of Rang IX of the said township, the said parcels of land of approximately one hundred acres, covering claims R-73023 and R-73024;

c) Developmetn permit No. 19163: "two parcels of land known and designated on the official cadastre for the township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 43 and 42 respectively, of Rang IX of the said township, the said parcels of land of approximately one hundred acres, covering claims R-73035 and R-73026;

d) Development permit No. 19164: "Four parcels of land known and designated on the official cadastre for the township of Bellecombe in the district of Rouyn-Noranda, as being lots number 41, 40, 39 and 38 respectively, of Range VIII of the said township, the said parcels of land of fifty acres each, covering claims R-73027, R-73028, R-73029 and R-73030.

The Mining rights to be sold "en bloc", Together with the buildings thereon erected, cricumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door of the Parish of Ste-Agnès de Bellecombe, P. Q., the SEVENTH day of MAY 1952, at 11.00 o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, April 1st, 1952. 32331-14-2-o
[1st insertion April 5th, 1952]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure N° 21314 { ALBERT FILIATRAULT, menuisier, domicilié dans la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur; vs OSCAR VILLENEUVE, du même lieu, défendeur; et SHEINER'S INCORPORATED, corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, mis-en-cause; et MM. LES RÉGISTRATEURS, du bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, mis-en-cause.

Un emplacement faisant partie des lots numéro 171 et 172 de la subdivision officielle du lot originaire 284-A (284-A 171-172) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de St-Jérôme, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du Shérif en la cité de St-Jérôme le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Terrebonne,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 23 avril 1952. 32464-17-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court No. 21314 { ALBERT FILIATRAULT, carpenter, domiciled in the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff; vs OSCAR VILLENEUVE, of the same place, defendant; et SHEINER'S INCORPORATED, body politic incorporated having its principal place of business in the city and district of Montreal, mise-en-cause; and MM. THE REGISTRARS, of registrary office for the county of Terrebonne, mis-en-cause.

An emplacement being part of lots number 171 and 172 of the subdivisions of original lot 284-A (284-A 171-172) at the official plan and book of reference of the town of St-Jerôme, with buildings there-on erected.

To be sold at Sheriff's office, at St-Jérôme city, TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff for Terrebonne.
St-Jérôme, April 23th, 1952. 32464-17-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Grenier vs Dupuis 1123

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

412, section "F" — Industrie de la boîte de carton dans la province de Québec 1106
412, section "D" — Industrie de la fabrication du métal en feuille..... 1113
412, section "G" — Industrie de la fabrication du métal en feuille..... 1113
369, — "La Semaine de l'Arbre"..... 1114

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1075

AVIS DIVERS:

Association des Chirurgiens de la province de Québec — Association of Surgeous of the Province of Quebec (Règlements) 1116
Bortrite Apartments Limited (Dist. d'actif) 1116
Chambly-Bassin, Munic. village (Demande érection) 1114
Clinton Realties Incorporated (Dist. d'actif) 1115
Globe Paper Box Co. Limited (Directeurs) 1116
L'Association des Chemins d'Hiver de St-André-de-Ham (Règlements)..... 1117
Les Industries de Pulpe de Val-Barrette Ltée (Barrage) 1115
Northern Canada Supply (Quebec) Limited (Directeurs) 1115
Paul Collet & Co. Ltd — Paul Collet & Cie Ltée (Directeurs)..... 1117
Popular Jobbers Inc. (Dist. d'actif)... 1116
Roxboro, Ville (Elections)..... 1118
Senecca Weavers Limited (Dist. d'actif) 1115
Stancrest Limited (Directeurs)..... 1117
The Aldred Building Service Employees' Association (Formation) 1117

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

Grenier vs Dupuis 1123

ORDERS IN COUNCIL

412, part "F" — Paper Box Industry in the Province of Quebec..... 1106
412, part "D" — Sheet Metal Fabricating Industry 1113
412, part "G" — Sheet Metal Fabricating Industry 1113
369, — "Arbor Week" 1114

NOTICE TO INTERESTED PARTIES 1075

MISCELLANEOUS NOTICES

Association des Chirurgiens de la province de Québec — Association of Surgeous of the Province of Quebec (By-laws) 1116
Bortrite Apartments Limited (Dist. of assets)..... 1116
Chambly-Bassin, munic. village (App. of erection) 1114
Clinton Realties Incorporated (Dist. of assets)..... 1115
Globe Paper Box Co. Limited (Directors) 1116
L'Association des Chemins d'Hiver de St-André-de-Ham (By-laws) 1117
Les Industries de Pulpe de Val-Barrette Ltée (Dam)..... 1115
Northern Canada Supply (Quebec) Limited (Directors) 1115
Paul Collet & Co. Ltd — Paul Collet & Cie Ltée (Directors) 1117
Popular Jobbers Inc. (Dist. of assets).. 1116
Roxboro, town (Elections) 1118
Seneca Weavers Limited (Dist. of assets) 1115
Stancrest Limited (Directors) 1117
The Aldred Building Sewish Employees' Association (Formation) 1117

The Glade Corporation (Dist. d'actif).. 1118
The Sept Iles Yacht Club (Règlements) 1117

CHARTES — ABANDON DE:

Balmoral Liquors Ltd 1119
Berry Industries Limited 1118
Bortrite Apartments Limited 1116
City Parcel Delivery Inc. 1119
Dominion Sales Corporation Ltd. 1118
Intrepid Time Recorders Limited (1940) 1118
Lann Specialties Ltd 1119
Laurentian Resorts Ltd. 1119
Notre Dame Securities Limited 1119

COMPAGNIES DISSOUTES:

Artrust Holding Corporation 1119
Gorn's Limited 1120
Grackle Gold Mines Limited 1120
La Compagnie Industrielle de Mistassibi, Limitée 1120
La Corporation d'Aqueduc C.F.E.L. P.R. 1120
La Ferme Laviolette Limitée 1121
Lutom Manufacturing Corporation.... 1121
Rialto Investment & Realties Limited. 1121

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:
Industrie Laitière:

Ord. N° 52 Sp VII (Lac St-Jean) 1142

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Cité de Saint-Jean 1021
Metgermette 1122

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Assemetquagan, canton 1122
Chicoutimi, paroisse 1122
La Vérendrye, canton 1123
Nemtayé, canton 1123
St-Joseph-de-Chambly, paroisse..... 1123
Sault-au-Récollet, paroisse 1123

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Commerce de l'alimentation en gros de Québec (Prélèvement) 1124
Construction des comtés St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Prélèvement) 1125
Taverniers de Québec (Prélèvement).. 1127
La Chambre de Construction Inc. (Avis) 1128
Les coiffeurs pour Dames (Avis)..... 1134

EXAMEN DES AGRONOMES:

Admission à l'exercice 1143

LETTRES PATENTES:

Alain Automobile Inc.. 1076
Albert Lefebvre Ltée..... 1077
Andrjesson Manufacturing Co. 1077
Arnold Printing Co. Ltd. 1077

The Glade Corporation (Dist. of assets) 1118
The Sept Iles Yacht Club (By-laws)... 1117

CHARTERS — SURRENDER OF

Balmoral Liquors Ltd 1119
Berry Industries Limited 1118
Bortrite Apartments Limited 1116
City Parcel Delivery Inc. 1119
Dominion Sales Corporation Ltd. 1118
Intrepid Time Recorders Limited (1940) 1118
Lann Specialties Ltd 1119
Laurentian Resorts Ltd. 1119
Notre Dame Securities Limited 1119

COMPANIES DISSOLVED

Artrust Holding Corporation 1119
Gorn's Limited 1120
Grackle Gold Mines Limited 1120
La Compagnie Industrielle de Mistassibi, Limitée..... 1120
La Corporation d'Aqueduc C.F.E.L. P.R. 1120
La Ferme Laviolette Limitée 1121
Lutom Manufacturing Corporation.... 1121
Rialto Investment & Realties Limited. 1121

DEPARTMENTAL NOTICES

AGRICULTURE
Dairy Industry:

Ord. No. 52 Sp VII (Lake St. John) ... 1142

EDUCATION
School Municipality of:

City of St. John's 1021
Metgermette 1122

LANDS AND FOREST
Cadastral Branch:

Assemetquagan, township 1122
Chicoutimi, parish 1122
La Vérendrye, township 1123
Nemtayé, township 1123
St-Joseph-de-Chambly, parish 1123
Sault-au-Récollet, parish 1123

LABOUR:
Industries or trades of:

Quebec Wholesale Foods (Levy) 1124
Building of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville (Levy) 1125
Taverns Keepers of Quebec (Levy) 1127
The Builders' Exchange Inc. (Notice).. 1128
The Master Ladies Hairdressers (Notice) 1134

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Admission to the practice 1143

LETTERS PATENT:

Alain Automobile Inc.. 1076
Albert Lefebvre Ltée..... 1077
Andrjesson Manufacturing Co. 1077
Arnold Printing Co. Ltd. 1077

Art Novelty Embroidery Limited..... 1078
Association Canadienne de l'Aide aux Refugiés de l'Europe Orientale — Canadian Society for the Aid of Eastern European Refugees..... 1078
Association des Hommes d'Affaires de Ville St. Pierre..... 1078
Avalon Hosiery Limited..... 1079
Beaupar Company..... 1079
Bédard & Donaldson Limitée..... 1079
Boily & Cie, Ltée—Boily & Co, Ltd.... 1080
Bowman Corporation Limited..... 1080
Breuvages Sept-Iles Ltée.— Seven Islands Beverages Ltd..... 1080
Canadian Foods Exhibit Inc..... 1081
Canadian Rod & Gun Co. Ltd..... 1081
Carrière Pointe-Claire Inc.— Pointe-Claire Quarry Inc..... 1081
Clarke Funeral Homme Inc..... 1082
Colonial Pulp & Paper Company Limited..... 1082
Construction Mont Royal Limitée..... 1082
Désaulniers & Fils Ltée.— Desaulniers & Sons Ltd..... 1083
Duchesne Auto Limitée..... 1083
Electro Corp..... 1083
Empire Machine Works Ltd..... 1084
Ferronnerie Belmont Limitée..... 1084
Ferronnerie Rouleau Ltée..... 1085
Frégeau & Lussier Inc..... 1085
Geneux Ltd..... 1085
George A. Watson (Quebec) Limited.... 1086
Glen Villa Estates Ltd..... 1086
Hershaw Corp..... 1086
Hôpital St-Louis de Windsor, Inc..... 1087
Imprimerie Laurentienne Limité.—Laurentian Printing Limited..... 1087
Janper Construction Ltd..... 1087
Jeune Commerce Inc..... 1088
J. L. De Quoy & Cie Limitée..... 1088
J. N. Bolduc, Limitée..... 1088
J. P. Plastering Co. Ltd..... 1089
Kenmac Chibougamau Mines Limited. 1089
Knopp's Coiffure Co..... 1089
La Compagnie de Prospection de Québec Incorporée..... 1090
La Compagnie de Publications de Québec..... 1090
La Compagnie Tulipe Limitée..... 1090
La ligne des Propriétaires "St-Joseph". 1091
La Société Saint Jean-Baptiste d'Arvida 1091
L'Association des Propriétaires de la Ville de Mackayville — Proprietors' Association of the Town of Mackayville..... 1091
L'Association des Taxis de Trois-Pistoles..... 1092
Laurendale Homes Limited..... 1092
Le Champ de Courses Sous Harnais de Jonquière Limitée..... 1092
Le Palais des Sports Inc..... 1093
Les Entreprises Générales de Montréal, Canada, Limitée..... 1093
Levinoff Meat Products Ltd..... 1093
Levis Motors Ltd..... 1094
L. J. Trempe Incorporée..... 1094
Magneto Auto Electric Limitée..... 1094
Master Refrigeration Supplies Ltd..... 1095
Medical Arts Building Ltd..... 1095
Metro-Graphic Corporation..... 1095
Mirose Limited..... 1096
Montmagny Copper Corporation Limited..... 1096
Mount Royal Securities Corporation Ltd..... 1096
Mount Royal Suburban Realties Ltd. 1097
National Stedoring Company Limited.. 1097

Art Novelty Embroidery Limited..... 1078
Association Canadienne de l'Aide aux Refugiés de l'Europe Orientale — Canadian Society for the Aid of Eastern European Refugees..... 1078
Association des Hommes d'Affaires de Ville St. Pierre..... 1078
Avalon Hosiery Limited..... 1079
Beaupar Company..... 1079
Bédard & Donaldson Limitée..... 1079
Boily & Cie, Ltée—Boily & Co. Ltd.... 1080
Bowman Corporation Limited..... 1080
Breuvages Sept-Iles Ltée.— Seven Islands Beverages Ltd..... 1080
Canadian Foods Exhibit Inc..... 1081
Canadian Rod & Gun Co. Ltd..... 1081
Carrière Pointe-Claire Inc.— Pointe-Claire Quarry Inc..... 1081
Clarke Funeral Homme Inc..... 1082
Colonial Pulp & Paper Company Limited..... 1082
Construction Mont Royal Limitée..... 1082
Désaulniers & Fils Ltée.— Desaulniers & Sons Ltd..... 1083
Duchesne Auto Limitée..... 1083
Electro Corp..... 1083
Empire Machine Works Ltd..... 1084
Ferronnerie Belmont Limitée..... 1084
Ferronnerie Rouleau Ltée..... 1085
Frégeau & Lussier Inc..... 1085
Geneux Ltd..... 1085
George A. Watson (Quebec) Limited.... 1086
Glen Villa Estates Ltd..... 1086
Hershaw Corp..... 1086
Hôpital St-Louis de Windsor, Inc..... 1087
Imprimerie Laurentienne Limité.—Laurentian Printing Limited..... 1087
Janper Construction Ltd..... 1087
Jeune Commerce Inc..... 1088
J. L. De Quoy & Cie Limitée..... 1088
J. N. Bolduc, Limitée..... 1088
J. P. Plastering Co. Ltd..... 1089
Kenmac Chibougamau Mines Limited. 1089
Knopp's Coiffure Co..... 1089
La Compagnie de Prospection de Québec Incorporée..... 1090
La Compagnie de Publications de Québec..... 1090
La Compagnie Tulipe Limitée..... 1090
La ligne des Propriétaires "St-Joseph". 1091
La Société Saint Jean-Baptiste d'Arvida 1091
L'Association des Propriétaires de la Ville de Mackayville — Proprietors' Association of the Town of Mackayville..... 1091
L'Association des Taxis de Trois-Pistoles..... 1092
Laurendale Homes Limited..... 1092
Le Champ de Courses Sous Harnais de Jonquière Limitée..... 1092
Le Palais des Sports Inc..... 1093
Les Entreprises Générales de Montréal, Canada, Limitée..... 1093
Levinoff Meat Products Ltd..... 1093
Levis Motors Ltd..... 1094
L. J. Trempe Incorporée..... 1094
Magneto Auto Electric Limitée..... 1094
Master Refrigeration Supplies Ltd..... 1095
Medical Arts Building Ltd..... 1095
Metro-Graphic Corporation..... 1095
Mirose Limited..... 1096
Montmagny Copper Corporation Limited..... 1096
Mount Royal Securities Corporation Ltd..... 1096
Mount Royal Suburban Realties Ltd. 1097
National Stedoring Company Limited.. 1097

Nelly's Chocolates Inc. 1097
Nordic Development Corporation. 1098
Northern Paving and Ready Mix Ltd. 1098
Onsite Construction (Quebec) Limited. 1098
Pepe's Restaurant, Inc. 1099
Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd. 1099
Plomberie Hochelaga Ltée. 1099
Quebec Glassheat Limited. 1100
Radio Publicité Inc. 1100
Regional Propan Gas Limited. 1100
Richelieu Glassheat & Supplies Inc. 1101
S. & L. Sportswear Inc. 1101
Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec. 1101
Sherbrooke Glassheat & Supplies Inc. 1102
Transgaspésien Aérien Ltée — Transgaspesian Airline Ltd 1102
United Knit & Sportswear Inc. 1102
Will-Jon Corp. 1103

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

Auberge "Halfway" Inc.— Halfway Inn Inc. 1103
Cycles Automoto (Canada) Ltée 1103
Empire Oil & Minerals Inc. 1104
J. E. Clément Inc. 1104
Lachine Amusement Limited. 1104
Les Placements Duvernay Inc.— Duvernay Investments Inc. 1104
Limited Auto Parts Limited. 1144
Victoria Construction Co. Limited 1105
Wigdor & Sons Limited. 1105
Wonderbar Ltd. 1105
Wright Supplies Co. Ltd. 1106

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Notre-Dame de la Rivière-Ouelle 1144
The Mercantile and General Reinsurance Company Limited 1144
The Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Limited. 1144

NOMINATIONS:

Diverses 1145

SIÈGES SOCIAUX:

Bédard & Donaldson Limitée 1147
Canadian Sport Enterprises Inc. Limited 1147
Duchesne Auto Limitée 1147
Grandmont Construction Inc. 1148
La Cie Martel, Limitée 1147
Le Palais des Sports Inc. 1147
Quebec Glassheat Limited 1147

SOUMISSIONS:

Bourlamaque, ville 1152
Cowansville, ville 1153
Matane, Com. scol. 1150
Montmorency, ville 1151
St-David, Com. scol. 1148
Ste-Anne-des-Monts, Com. scol. 1154
St-Simon-de-Drummond, munic. 1148
Victoriaville, Com. scol. 1149

VENTE PAR LICITATION

Hughes vs Hughes *et vir et al.* 1040

Nelly's Chocolates Inc. 1097
Nordic Development Corporation. 1098
Northern Paving and Ready Mix Ltd. 1098
Onsite Construction (Quebec) Limited. 1098
Pepe's Restaurant, Inc. 1099
Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd. 1099
Plomberie Hochelaga Ltée. 1099
Quebec Glassheat Limited. 1100
Radio Publicité Inc. 1100
Regional Propan Gas Limited. 1100
Richelieu Glassheat & Supplies Inc. 1101
S. & L. Sportswear Inc. 1101
Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec. 1101
Sherbrooke Glassheat & Supplies Inc. 1102
Transgaspésien Aérien Ltée — Transgaspesian Airline Ltd 1102
United Knit & Sportswear Inc. 1102
Will-Jon Corp. 1103

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT

Auberge "Halfway" Inc.— Halfway Inn Inc. 1103
Cycles Automoto (Canada) Ltée 1103
Empire Oil & Minerals Inc. 1104
J. E. Clément Inc. 1104
Lachine Amusement Limited. 1104
Les Placements Duvernay Inc.— Duvernay Investments Inc. 1104
Limited Auto Parts Limited 1144
Victoria Construction Co. Limited 1105
Wigdor & Sons Limited. 1105
Wonderbar Ltd. 1105
Wright Supplies Co. Ltd. 1106

DEPARTMENT OF FINANCE
Insurance:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Notre-Dame de la Rivière-Ouelle 1144
The Mercantile and General Reinsurance Company Limited 1144
The Mercantile and General Reinsurance Company of Canada Limited. 1144

APPOINTMENTS

Miscellaneous 1145

HEAD OFFICES

Bédard & Donaldson Limitée 1147
Canadian Sport Enterprises Inc. Limited 1147
Duchesne Auto Limitée 1147
Grandmont Construction Inc. 1148
La Cie Martel, Limitée 1147
Le Palais des Sports Inc. 1147
Quebec Glassheat Limited 1147

TENDERS

Bourlamaque, town 1152
Cowansville, town 1153
Matane, School Comm. 1150
Montmorency, town 1151
St-David, School Comm. 1148
Ste-Anne-des-Monts, School Comm. 1154
St-Simon-de-Drummond, Munic. 1148
Victoriaville, School Comm. 1149

SALE BY LICITATION

Hughes vs Hughes *et vir et al.* 1040

VENTES POUR TAXES

Mégantic, munic. comté 1161
Gaspé, No 3, munic. comté..... 1042

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA

Millet vs Coron..... 1162

BEDFORD:

Albéa Messier Ltée vs Messier *et vir*.... 1163
La Renardière de St-Césaire Inc. vs Hivon..... 1164

JOLIETTE:

Martin vs Martin..... 164

KAMOURASKA

The School Commissioners for the municipality of the city of Rivière-du-Loup vs Anctil *et al*..... 1165

QUÉBEC:

Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec vs Paradis.. 1166
Emond vs Laperrière..... 1166
Tremblay vs Lépine..... 1165

ROUYN-NORANDA:

Chartré *et al* vs Bellecopper & Gold Mines Limited..... 1167
Fortin vs Létourneau..... 1166

TERREBONNE

Filiatrault vs Villeneuve 1168

SALES FOR TAXES

Mégantic, munic. county 1161
Gaspé, No 3, munic. county..... 1042

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Millet vs Coron..... 1162

BEDFORD:

Albéa Messier Ltée vs Messier *et vir*.... 1163
La Renardière de St-Césaire Inc. vs Hivon..... 1164

JOLIETTE:

Martin vs Martin..... 164

KAMOURASKA:

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Rivière-du-Loup vs Anctil *et al* 1165

QUEBEC:

Joint Committee of the Construction Industry of Quebec vs Paradis..... 1166
Emond vs Laperrière..... 1166
Tremblay vs Lépine..... 1165

ROUYN-NORANDA:

Chartré *et al* vs Bellecopper & Gold Mines Limited..... 1167
Fortin vs Létourneau..... 1166

TERREBONNE:

Filiatrault vs Villeneuve 1168

32423-o

32423-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.